



Assemblée générale
Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

A/50/723
S/1995/927
7 novembre 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/ARABE/
FRANÇAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquantième session
Points 10, 28, 29, 32, 42, 44, 54,
56 et 96 b) de l'ordre du jour
RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR L'ACTIVITÉ
DE L'ORGANISATION
LA SITUATION EN BOSNIE-HERZÉGOVINE
CÉLÉBRATION DU CINQUANTIÈME ANNIVERSAIRE
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
COOPÉRATION ENTRE L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES ET L'ORGANISATION
DE LA CONFÉRENCE ISLAMIQUE
QUESTION DE PALESTINE
LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT
LA SITUATION EN AFGHANISTAN ET SES
CONSÉQUENCES POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ
INTERNATIONALES
CONSÉQUENCES DE L'OCCUPATION DU KOWEÏT
PAR L'IRAQ ET DE L'AGRESSION IRAQUIENNE
CONTRE LE KOWEÏT
ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE :
SÉCHERESSE ET DÉSERTIFICATION

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Cinquantième année

Lettre datée du 16 octobre 1995, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent du Maroc auprès de l'Organisation
des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, ci-joint, le communiqué final et les rapports adoptés lors de la réunion annuelle de coordination des ministres des affaires étrangères des États membres de l'Organisation de la Conférence islamique, tenue à New York le 2 octobre 1995 (voir les annexes*), en vous priant de bien vouloir les faire publier comme document de la cinquantième

* Les annexes ci-jointes sont publiées telles qu'elles ont été reçues, dans les langues dans lesquelles elles ont été présentées.



session de l'Assemblée générale, au titre des points 10, 28, 29, 32, 42, 44, 54, 56 et 96 b) de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Ahmed SNOUSSI

COMMUNIQUE FINAL DE LA REUNION ANNUELLE DE
COORDINATION DES MINISTRES DES AFFAIRES
ETRANGERES DES ETATS MEMBRES DE L'ORGANISATION
DE LA CONFERENCE ISLAMIQUE,

NATIONS UNIES, NEW-YORK
8 JOUMAD AL AWAL 1416 H
(2 OCTOBRE 1995)

1. La réunion annuelle de coordination des Ministres des Affaires étrangères des Etats membres de l'Organisation de la Conférence islamique, s'est tenue le 8 Joumad Al-Awal 1416 H correspondant au 2 octobre 1995 au siège des Nations unies à New-York sous la présidence de S.E. M. Ahmed Snoussi, Représentant permanent du Royaume du Maroc auprès des Nations Unies, représentant le Président en exercice de la vingt-deuxième Conférence islamique des ministres des Affaires étrangères.
2. La réunion a pris note avec appréciation des rapports du Secrétaire général sur les questions inscrites à l'ordre du jour et a fait siennes les recommandations qui y sont contenues. L'ordre du jour de la réunion est ci-joint.
3. La réunion a admis la République d'Ouzbekistan et la République de Guyane comme observateurs à l'Organisation de la Conférence islamique.
4. La réunion a approuvé les recommandations contenues dans le rapport du Comité des Six sur la Palestine.

Cause de la Palestine, d'Al-Qods Al-Sharif
et du Moyen Orient

5. La réunion a réaffirmé le soutien de l'OCI au processus de paix au Moyen Orient. Elle s'est félicitée de la signature à Washington, le 28 septembre 1995, de l'accord sur l'extension de l'autonomie interne palestinienne et a appelé au respect du calendrier d'exécution des accords.
6. La réunion a appelé à la poursuite de l'appui à l'OLP et à son autorité nationale dans les négociations en cours, en vue d'assurer le transfert à l'autorité nationale palestinienne, de tous les pouvoirs et responsabilités dans les territoires palestiniens occupés, y compris la ville d'Al-Qods Al-Charif, et ce dans tous les domaines, et d'établir solidement l'autorité palestinienne sur tous les territoires palestiniens occupés. Elle a également réaffirmé son soutien aux efforts visant à consacrer les droits nationaux du peuple palestinien y compris son droit

- au retour dans sa partie, à l'autodétermination, à l'établissement de son Etat indépendant sur son sol, avec pour capitale al-Qods al-Charif et de soutenir le programme international de développement économique, social et culturel dans les territoires occupés.
7. La réunion a appelé au soutien des efforts visant à mettre en oeuvre les résolutions de l'ONU et notamment les résolutions N°. 242, 338 et 425 du Conseil de sécurité qui exigent le retrait d'Israël de tous les territoires arabes et palestiniens occupés, y compris al-Qods al-Charif, le Golan syrien occupé et les territoires libanais occupés.
 8. La réunion a réaffirmé son appui au processus de paix au Moyen Orient qui vise à trouver un règlement juste et global au problème palestinien et au conflit arabo-israélien, sur la base des résolutions du Conseil de sécurité et de la formule de la terre en échange de la paix.
 9. La réunion a également réaffirmé la nécessité du retour d'Al-Qods Al-Sharif à la souveraineté palestinienne en tant que capitale de la Palestine. Elle a en outre réaffirmé qu'Al-Qods Al-Charif constitue une partie intégrante des territoires palestiniens occupés en 1967, à laquelle s'applique tout ce qui s'applique à tous les autres territoires occupés, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale de l'ONU.
 10. La réunion a invité la communauté internationale, et particulièrement les deux coparrains de la Conférence de paix, à empêcher Israël d'entreprendre dans la ville d'al-Qods al-Charif, durant la période transitoire, une quelconque modification géographique ou démographique de nature à porter préjudice aux résultats des négociations sur le statut définitif de la cité, à amener Israël à mettre un terme à l'installation de colonies de peuplement dans les territoires palestiniens et arabes occupés, y compris al-Qods al-Charif et le Golan syrien occupé ; ces colonies étant considérées illégales conformément aux résolutions internationales, y compris la résolution 465 du Conseil de sécurité ; à donner pour cela des garanties internationales et à demander au Conseil de sécurité de créer un comité international de supervision et de surveillance, pour empêcher toute action visant à installer des colonies de peuplement dans les territoires palestiniens et arabes occupés.

11. La réunion a souligné la nécessité d'oeuvrer au sein des différentes instances en vue d'amener Israël à libérer les détenus, à rapatrier les expulsés, à mettre fin aux pratiques des sanctions collectives et à s'abstenir de tout acte de nature à mettre en danger la vie et l'environnement dans les territoires palestiniens et arabes occupés.
12. La réunion a demandé à la communauté internationale et au Conseil de sécurité d'amener Israël à se conformer aux résolutions des Nations unies, en particulier la résolution 487 de 1981 du Conseil de sécurité, à adhérer au traité de non-prolifération, à mettre en oeuvre les résolutions de l'Agence internationale de l'Energie atomique qui stipulent que toutes les installations nucléaires israéliennes soient soumises au système global de contrôle de l'agence, à faire une déclaration exprimant sa volonté, de renoncer à tout armement nucléaire et à fournir un état complet de ses stocks d'armes et de matières nucléaires au Conseil de sécurité et à l'Agence internationale de l'Energie atomique ; ces mesures étant absolument nécessaires à l'établissement d'une zone dénucléarisée au Moyen orient dépourvue de toutes les armes de destruction massive, dont au premier chef les armes nucléaires, facteur essentiel à l'instauration d'une paix juste et globale dans la région.
13. La réunion a réaffirmé la nécessité pour l'UNRWA de poursuivre sa mission en faveur du peuple palestinien là où il se trouve et demander au Secrétaire général de l'ONU que le comité de conciliation entreprenne, en coopération avec l'UNRWA et les pays concernés, un recensement total des réfugiés palestiniens et de leurs biens et définisse une approche globale pour le règlement de leurs problèmes sur la base de la résolution internationale no 194.

La situation en Bosnie-Herzégovine

14. La réunion a fait siennes les recommandations contenues dans le communiqué du Groupe de contact de l'OCI sur la Bosnie-Herzégovine et a réaffirmé la position de principe de l'OCI reflétée dans la Déclaration spéciale sur la Bosnie-Herzégovine adoptée par la septième Conférence islamique au Sommet, réunie à Casablanca, en décembre 1994 ainsi que dans toutes les déclarations et résolutions antérieures du groupe de contact sur la question, en particulier sa position exprimée dans le communiqué de presse du Groupe de contact de l'OCI publié à Genève le 21 Juillet 1995, ainsi que dans la déclaration de la réunion spéciale sur la Bosnie-Herzégovine du groupe de contact de l'OCI et des pays fournissant des troupes à la FORPRONU, tenue à Kuala Lumpur, Malaisie, le 14 septembre 1995.

15. La réunion a réitéré l'engagement indéfectible des Etats membres à apporter leur soutien à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de la République de Bosnie-Herzégovine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.
16. La réunion a par ailleurs réitéré la récente décision de mettre sur pied un "Groupe de mobilisation de l'assistance pour la Bosnie-Herzégovine", conformément au plan d'action adopté à Kuala Lumpur, en vue de mobiliser et de coordonner l'assistance humanitaire, économique, juridique et en matière de défense et ce, en vertu de leurs obligations et engagements découlant de la Charte des Nations Unies.
17. La réunion a exprimé son soutien au processus de négociations et a souligné la nécessité de parachever ce processus dans le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République de Bosnie-Herzégovine, des principes démocratiques, des plus hautes normes des droits de l'homme, du droit et de l'opportunité pour les réfugiés et personnes déplacées de retourner chez eux et du respect intégral du droit international y compris les décisions du tribunal des crimes de guerre. Elle a réitéré son appui au Programme en douze points de Son Excellence Alija Izetbegovic, Président de la présidence de la République de Bosnie-Herzégovine. Elle a mis en exergue la nécessité de préserver les principes contenus dans la déclaration du 14 Septembre 1995 à Kuala Lumpur, du Groupe de contact de l'OIC et des pays fournissant des troupes à la FORPRONU et qui devraient constituer une partie intégrante de tout règlement de paix.
18. La réunion a mis l'accent sur la nécessité d'une participation active et significative des Etats membres de l'OIC à toute initiative visant à la mise en application de l'accord de paix lorsqu'il sera conclu. Elle a également souligné la nécessité pour les deux groupes de contact de tenir des réunions fréquentes et régulières. A cet égard, elle s'est félicitée des discussions substantielles entre les deux Groupes de contact qui ont lieu à New York, le 28 Septembre 1995. Elle a noté la volonté du Groupe de contact international de poursuivre les consultations régulières, à différents niveaux, avec le groupe de contact de l'OIC. Elle s'est également félicitée de la prochaine réunion conjointe des deux groupes de contact prévue à Rabat, le 12 Octobre 1995. Dans ce contexte, elle a appelé au renforcement de la régularité des réunions, au niveau ministériel, du groupe de contact de l'OIC sur la Bosnie-Herzégovine.

19. La réunion a confirmé le ferme engagement des Etats membres à fournir des troupes à la force multinationale et y compris leur participation effective à sa structure de commandement, en vue de la mise en oeuvre de tout règlement de paix en République de Bosnie- Herzégovine. Elle a souligné la nécessité du maintien du rôle des Nations Unies dans tout mécanisme d'instauration de la paix.
20. La réunion a réaffirmé la position relative à l'inapplicabilité "de jure" de l'embargo sur les armes à la République de Bosnie- Herzégovine; cet embargo privant la victime de l'agression de son droit naturel à la légitime défense individuelle et collective, stipulé à l'Article 51 de la Charte des Nations Unies, et suite à la Déclaration de la réunion spéciale sur la Bosnie- Herzégovine du Groupe de contact de l'OCI et des pays fournissant des troupes à la FORPRONU, tenue à Kuala Lumpur, Malaisie, le 14 septembre 1995.

Le conflit de Jammu et Cachemire

21. La réunion a fait siennes les recommandations contenues dans le rapport du groupe de contact de l'OCI sur le Jammu et Cachemire et a réaffirmé la Déclaration spéciale et la résolution sur le Jammu et Cachemire adoptées par la septième Conférence islamique au Sommet tenue en Décembre 1994 à Casablanca.
22. La réunion a écouté M. Mirwaiz Omar Farooq, Président de la Conférence des Parties Huriet, au nom des représentants authentiques du peuple cachemiri, des deux côtés de la ligne de contrôle, invités à participer à la réunion, en vertu de la résolution 8/7-P(IS) adoptée par la septième Conférence islamique au Sommet, et a présenté un memorandum sur le conflit du Jammu et Cachemire qui a été endossé par la réunion.
23. La réunion a exprimé son soutien à la promotion du droit à l'autodétermination du peuple cachemiri, conformément aux résolutions des Nations unies, ainsi qu'à la sauvegarde de ses droits fondamentaux.
24. La réunion a exprimé sa préoccupation face à la détérioration de la situation au Jammu et Cachemire engendrée par le déploiement, à une large échelle; des troupes indiennes et qui constitue une menace accrue contre la paix et la sécurité en Asie du Sud.

25. La réunion a condamné les violations massives continues des droits fondamentaux du peuple cachemiri, notamment son droit à l'autodétermination, et a lancé un appel pour l'arrêt immédiat de la répression dont il est l'objet. Elle a exhorté les Etats membres à persuader l'Inde de cesser immédiatement la violation massive et systématique des droits fondamentaux du peuple cachemiri.
26. La réunion a réaffirmé l'engagement de l'OCI à promouvoir un règlement politique pacifique du conflit de Jammu et Cachemire sur la base des résolutions des Nations Unies. Elle a exprimé son soutien aux efforts du Gouvernement du Pakistan visant à initier un dialogue significatif pour résoudre le conflit du Jammu et Cachemire.
27. La réunion a exprimé ses regrets quant à la décision du Gouvernement indien de ne pas accepter la visite d'une mission d'enquête de l'OCI au Jammu et Cachemire et a appelé les autorités indiennes à respecter la volonté de la communauté internationale et à autoriser la visite de la mission d'enquête de l'OCI et à permettre aux Organisations humanitaires internationales de se rendre au Jammu et Cachemire.
28. La réunion a rappelé la déclaration du 15 Mai 1995 du Groupe de contact sur le Jammu et Cachemire et a condamné la violation et la destruction par les forces de sécurité indiennes, du complexe islamique historique et de la Mosquée de Charar-I-Sharif.
29. La réunion a noté la ferme condamnation par le Pakistan ainsi que par les représentants authentiques du peuple cachemiri, y compris les dirigeants de la Conférence des parties Hurriyat, de la prise d'otage déplorable perpétrée par le Groupe "Al-Faran". Elle a appelé à la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages en toute sécurité.
30. La réunion a recommandé au président de la réunion de coordination d'adresser une correspondance au Secrétaire général de l'ONU afin que le memorandum soit distribué comme document officiel des Nations Unies.
31. La réunion a recommandé aux Etats membres de coordonner leurs positions et d'entreprendre une action commune durant la présente session de l'Assemblée générale des Nations Unies, en vue de promouvoir le respect des droits fondamentaux du peuple de Jammu et Cachemire.
32. La réunion a également recommandé aux Etats membres d'intensifier leurs contacts avec les autres pays de manière à promouvoir la juste cause du peuple cachemiri aux Nations Unies ainsi que dans toutes les autres instances internationales.

La situation en Afghanistan

33. La réunion a adopté les recommandations contenues dans le rapport du Comité ad-hoc de l'OIC sur l'Afghanistan et a réitéré l'engagement de l'OIC à promouvoir la paix et la stabilité en Afghanistan.
34. la réunion a exprimé sa profonde préoccupation face à la détérioration de la situation créée par l'escalade des hostilités et à la poursuite du conflit fratricide en Afghanistan qui ont engendré d'immenses pertes en vies humaines, des dégâts considérables et un déplacement massif de populations dans le pays.
35. La réunion a mis l'accent sur l'urgente nécessité de lancer un processus intra-afghan crédible en vue de promouvoir la réconciliation nationale et le rapprochement entre toutes les parties et couches de la société afghane, en vue d'instaurer une paix durable dans leur pays.
36. La réunion a également réaffirmé l'urgente nécessité de promouvoir un nouveau consensus politique entre toutes les parties afghanes. Elle a également mis l'accent sur la nécessité de mettre immédiatement en place un mécanisme élargi regroupant toutes les parties et les différents segments de la société afghane, pour traiter de toutes les questions relatives à la crise afghane, y compris celle du transfert du pouvoir.
37. La réunion a souligné le besoin de poursuivre la coopération et la coordination des efforts entre l'OIC et l'ONU dans la promotion d'une paix durable et de la stabilité en Afghanistan.

La situation en Somalie

38. La réunion a réaffirmé son engagement à oeuvrer en faveur de la paix et de la réconciliation nationale en Somalie et a exhorté toutes les factions politiques et tous les mouvements somaliens à se conformer aux accords d'Addis Abeba, à observer le cessez-le-feu, à lever tous les obstacles qui entravent le rétablissement de la paix et de la tranquillité en Somalie.

Le conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie

39. La réunion a condamné vigoureusement l'agression arménienne contre la République d'Azerbaïdjan et a demandé le retrait immédiat, inconditionnel et total des forces arméniennes de tous les territoires azéris occupés. Elle a exhorté l'Arménie à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République d'Azerbaïdjan.

40. Elle a réaffirmé le principe de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force et a appelé à un règlement juste et pacifique du conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie sur la base du respect des principes de l'intégrité territoriale des Etats et de l'intangibilité des frontières internationalement reconnues. Elle a invité la communauté internationale à apporter une assistance humanitaire aux réfugiés et personnes déplacées sur le territoire de l'Azerbaïdjan et a appelé à l'instauration de conditions favorisant leur retour à leur foyer en toute sécurité, dans l'honneur et la dignité.

Le problème des musulmans du Sud des Philippines

41. La réunion a pris note avec satisfaction des progrès substantiels enregistrés dans les négociations actuelles sur le problème des musulmans du Sud des Philippines sous l'égide de l'OIC. Elle a exprimé son appréciation des efforts constructifs déployés par le Gouvernement de l'Indonésie dans ce sens.

La situation au Tadjikistan

42. La réunion a exprimé son soutien aux efforts déployés à l'heure actuelle par les Nations Unies et visant à ramener la paix au Tadjikistan. Elle a exhorté le Secrétaire général et les Etats membres à poursuivre leur rôle constructif dans le processus de paix.

Les conséquences de l'Agression Irakienne contre le Koweït

43. La réunion a rappelé toutes les déclarations et résolutions antérieures de l'OIC sur l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Irak. La réunion a déploré le fait que le Gouvernement irakien ne se soit pas pleinement conformé aux résolutions des Nations unies et a exprimé son indignation face aux rudes épreuves endurées par le peuple irakien du fait de la non application par le régime irakien des décisions de la légalité internationale. Elle a exprimé son profond regret et sa vive inquiétude face aux attermoissements des autorités irakiennes concernant la mise en oeuvre des résolutions relatives à la libération des citoyens koweïtiens et d'autres prisonniers détenus en Irak et a lancé un appel aux autorités irakiennes pour leur libération immédiate. Elle a réaffirmé la nécessité pour l'Irak de se conformer pleinement à toutes les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies afin d'assurer la restauration effective de la paix dans la

région du Golfe et de mettre un terme aux souffrances du peuple irakien. Elle a également réitéré son attachement au principe de l'unité et de l'intégrité territoriale de tous les Etats de la région.

La crise entre la Libye et les Etats Unis et le Royaume Uni

44. La réunion a renouvelé son appel au Conseil de Sécurité pour qu'il reconsidère ses résolutions 731 (1992), 748 (1992) et 883 (1993) et lève les sanctions imposées à la Jamahiriya. Elle a appelé les parties concernées à répondre aux initiatives prônant le dialogue et la négociation pour parvenir à un règlement pacifique de la crise, conformément à l'article 23 du Chapitre VI de la Charte des Nations Unies.

La solidarité avec les peuples du Sahel

45. La réunion a renouvelé sa solidarité et son plein appui aux peuples du Sahel et a invité le Secrétaire général à intensifier ses efforts, en coordination avec le Président du Comité de Solidarité islamique avec les peuples du Sahel, en vue de la réalisation du programme OCI/BID/CILSS.

La question de la communauté musulmane
Turque de Chypre

46. La réunion a exprimé sa solidarité totale et son plein appui à la juste cause de la communauté musulmane turque de Chypre et a réaffirmé toutes les résolutions et déclarations de l'OCI sur la question de Chypre. Elle a appelé à un règlement politique juste respectant les aspirations légitimes du peuple chypriote turc et a souligné, à cet effet, l'importance politique de respecter le principe du statut d'égalité politique dans la recherche d'une solution librement négociée et mutuellement acceptable.

Candidatures au Conseil de Sécurité

47. La réunion a pris note des candidatures de l'Albanie, du Bénin, de la Guinée-Bissau et de la Jamahiriya Arabe Libyenne aux postes de membre non permanents du Conseil de Sécurité pour la période 1996/1997 et a exhorté les Etats membres à coordonner leurs efforts en vue d'apporter leur soutien à ces candidatures.

Coordination entre les Etats membres

48. La réunion s'est félicitée des efforts déployés par les Etats membres de l'OCI à New York et à Genève et a décidé que les Etats membres coordonnent régulièrement leurs efforts sur toutes les questions d'intérêt communs, en particulier au cours de la 50ème session de l'Assemblée générale des Nations unies, afin de faire adopter des résolutions appropriées sur les affaires politiques, humanitaires, de sécurité et de développement.

ANNEXE

PROJET D'ORDRE DU JOUR DE LA REUNION ANNUELLE
DE COORDINATION DES MINISTRES DES AFFAIRES
ETRANGERES DES PAYS ISLAMQUES
NATIONS UNIES, NEW YORK
8 JOUMAD AL AWAL 1416 H
(2 OCTOBRE 1995)

1. Séance d'ouverture :
 - Lecture de versets du Saint Coran ;
2. Allocution de Son Excellence le Dr. Abdellatif El-Filali, Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères du Royaume du Maroc, Président de la vingt-deuxième Conférence islamique des Ministres des Affaires étrangères ;
3. Allocution de Son Excellence le Dr. Hamid Algabid, Secrétaire général de l'Organisation de la Conférence islamique ;
4. Adoption de l'ordre du jour ;
5. Demandes d'adhésion à l'Organisation de la Conférence islamique comme observateurs présentées par :
 - la République d'Ouzbekistan ; et
 - la République de Guyane.
6. Cause de la Palestine et d'Al-Qods Al-Sharif et le Moyen Orient ;
7. La situation en Bosnie-Herzégovine ;
8. Le conflit du Jammu et Cashemire ;
9. La situation en Afghanistan ;
10. La situation en Somalie ;
11. Le conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie ;
12. Les conséquences de l'agression irakienne contre le Koweït et la non application par l'Irak des résolutions du Conseil de Sécurité ;
13. La crise entre la Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire et Socialiste d'une part, et les Etats Unis d'Amérique et le Royaume Uni d'autre part ;
14. Questions diverses.

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL
SUR LA QUESTION D'AL-QODS AL-SHARIF
ET DE LA PALESTINE
A LA
REUNION ANNUELLE DE COORDINATION
DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES
SIEGE DES NATIONS UNIES, NEW-YORK

8 JOUMAD AL-AWAL 1416H
2 OCTOBRE 1995

1. Deux ans après la signature de l'accord d'autonomie transitoire dans les territoires palestiniens occupés entre l'OLP et Israël, le processus de paix au Moyen Orient - particulièrement les négociations palestino-israéliennes - a franchi des pas importants consacrés par la création d'une autorité nationale palestinienne sur le sol palestinien, à Gaza et à Jericho et le début du transfert du pouvoir dans les territoires occupés, à l'autorité nationale palestinienne. Le peuple palestinien a pu réaliser, au cours de cette étape, plusieurs acquis sur la voie de l'édification de son Etat indépendant et a entamé l'oeuvre de développement et de reconstruction de ses infrastructures et de ses institutions nationales.
2. Les deux parties palestinienne et israélienne ont franchi des pas importants en direction de l'exécution de la deuxième phase de l'application de la Déclaration de principes et de l'extension de l'autonomie aux villes et territoires palestiniens en Cisjordanie. Cette phase a été marquée par la signature récente des accords entre les deux parties sur l'extension de l'autonomie interne. Le Secrétaire général se félicite de cet accord, qui constitue un autre pas constructif sur la voie d'une paix globale.
3. Le chemin du processus de paix est long et exige des efforts accrus pour régler l'ensemble des autres questions fondamentales.
4. Les autorités israéliennes d'occupation continuent de mettre en application ses plans expansionnistes de colonisation dans la ville d'Al-Qods Al-Sharif qui est toujours assiégée, d'interdire son accès aux citoyens palestiniens des autres territoires occupés et de violer les lieux saints de l'Islam et ce, dans le but de couper la ville des autres territoires occupés et de créer un nouveau fait accompli sur le terrain. Les autorités israéliennes d'occupation oeuvrent en vue d'empêcher le fonctionnement des institutions palestiniennes d'Al-Qods Al-Sharif violant ainsi les dispositions de l'accord israélo-palestinien.

5. Il est également impératif de déployer des efforts en vue de libérer les détenus palestiniens et de mettre fin à la politique d'implantation des colonies de peuplement et d'agrandissement de celles déjà existantes dans les territoires palestiniens occupés et en particulier autour d'Al-Qods Al-Charif.
6. Il est regrettable qu'il n'y ait eu aucun développement notoire à propos des autres volets du processus de paix, après la signature de l'accord de paix entre le Royaume Hachémite de Jordanie et Israël. Quant au volet syro-israélien, malgré les démarches diplomatiques intenses en vue de dynamiser les négociations, aucun progrès significatif n'a encore été réalisé en raison de l'intransigeance d'Israël et de son refus de se retirer du Golan syrien occupé. S'agissant du volet libanais, Israël refuse toujours de se retirer des territoires libanais qu'il occupe en violation de la résolution No. 425 du Conseil de sécurité.
7. La 7e Conférence islamique au Sommet, tenue du 13 au 15 décembre 1994 à Casablanca, Royaume du Maroc, sous la présidence de S.M. le Roi Hassan II du Maroc, Président du Comité d'Al-Qods a examiné la question d'Al-Qouds et de la Palestine et adopté des résolutions dans lesquelles elle a exprimé sa solidarité avec l'OLP dans sa juste lutte visant à éliminer les séquelles de l'occupation israélienne et à mettre en place les institutions nationales palestiniennes. La Conférence a appelé les Etats membres à poursuivre leur soutien à l'OLP ainsi qu'à ses positions lors des prochaines négociations en vue du transfert de tous les pouvoirs et responsabilités dans les territoires palestiniens occupés, à l'autorité nationale palestinienne. Elle a réaffirmé qu'une paix juste et globale ne saurait être instaurée sans le retrait total et inconditionnel d'Israël de tous les territoires palestiniens et arabes occupés, y compris Al-Qods Al-Charif, le Golan syrien occupé et les territoires libanais occupés.

Elle a exprimé son soutien et son appui au processus de paix et s'est félicitée des accords conclus dans le cadre de ce processus. Elle a estimé que pour aboutir, le processus doit se fonder sur les résolutions internationales, y compris les résolutions 242, 338 et 425 du Conseil de sécurité et permettre au peuple palestinien d'exercer ses droits nationaux et politiques. Elle a réaffirmé qu'Al-Qods constitue une partie intégrante des territoires palestiniens occupés en 1967, et qu'elle doit nécessairement revenir à la souveraineté palestinienne en tant que capitale de l'Etat palestinien. Elle a enfin demandé l'arrêt de l'implantation des colonies juives dans les territoires arabes et palestiniens occupés et le démantèlement des colonies existantes qui sont toutes illégales.

8. Le Secrétaire général a déployé des efforts intenses pour soutenir la cause d'Al-Qods et de la Palestine. A ce sujet, il a entrepris de nombreuses démarches et a eu plusieurs rencontres sur les plans islamique et international. Il s'est notamment entretenu avec Son Excellence le Président Yasser Arafat de l'Etat de Palestine. Le Secrétaire général a réaffirmé que la cause d'Al-Qods Al-Charif et de la Palestine demeure la cause primordiale de la Oummah islamique. Il a souligné que tout règlement juste et global du conflit dans la Région doit garantir le retour de la ville sainte à la souveraineté arabe et islamique comme capitale de l'Etat palestinien. Il a appelé à une aide multiforme en faveur du peuple palestinien sous la conduite de son unique représentant légitime (l'OLP) afin qu'il puisse éliminer les séquelles de l'occupation et mettre en place les institutions nationales palestiniennes sur son sol national. Il a également demandé de soutenir la Direction palestinienne dans les négociations en cours afin d'assurer le transfert du pouvoir et des responsabilités, dans les territoires palestiniens occupés y compris Al-Qods Al-Charif, à l'autorité nationale palestinienne.
9. Dans ce contexte, le groupe islamique est invité à déployer davantage d'efforts au niveau de l'Assemblée générale de l'ONU, du Conseil de sécurité et des institutions et agences spécialisées en vue de :
 - a) poursuivre leur soutien à l'OLP et à son autorité nationale ainsi qu'à ses positions lors des négociations en cours en vue d'assurer le transfert de tous les pouvoirs et responsabilités dans les territoires palestiniens occupés y compris Al-Qods Al-Charif, à l'autorité nationale palestinienne ; renforcer cette autorité sur toute l'étendue des territoires palestiniens occupés; éliminer les séquelles de l'occupation israélienne; édifier les institutions nationales palestiniennes; rétablir le peuple palestinien dans ses droits nationaux inaliénables, y compris son droit au retour dans sa patrie, à l'autodétermination, à la création d'un état indépendant sur son sol national avec pour capitale Al-Qods Al-Charif, et de soutenir le programme international spécial de développement économique, culturel et social dans les territoires occupés;
 - b) appuyer le processus de paix au Moyen Orient et les efforts visant à la mise en application des résolutions des Nations Unies en particulier les résolutions 242, 338 et 425 du Conseil de sécurité exigeant le retrait israélien de tous les territoires palestiniens et arabes occupés y compris Al-Qods

Al-Charif, le Golan syrien occupé et les territoires libanais et arabes occupés ainsi que le rétablissement du peuple palestinien dans ses droits nationaux inaliénables;

- c) réaffirmer qu'Al-Qods Al-Charif fait partie intégrante des territoires palestiniens occupés en 1967 à laquelle s'appliquent toutes les dispositions relatives aux autres territoires occupés en vertu des résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale des Nations Unies et partant, qu'il est nécessaire que la ville sainte revienne à la souveraineté palestinienne en tant que capitale de l'Etat palestinien;
- d) inviter la communauté internationale en particulier les deux Etats co-parrains de la Conférence de paix à amener Israël à n'opérer pendant la période transitoire, aucun changement quant à la physionomie géographique et à la composition démographique de la ville d'Al-Qods Al-Charif qui soit de nature à affecter l'issue des négociations sur le statut final de la ville sainte ; à démanteler les colonies de peuplement existantes dans les territoires occupés eu égard à leur caractère illégal, conformément aux résolutions internationales notamment la résolution 465 du Conseil de sécurité et à mettre un terme à l'implantation des colonies juives dans les territoires palestiniens et arabes occupés y compris Al-Qods Al-Charif, le Golan syrien occupés avec l'obligation de fournir, à cet effet, des garanties internationales; inviter le Conseil de sécurité à former une Commission internationale de supervision et de contrôle chargée d'empêcher l'implantation de colonies dans les territoires palestiniens et arabes occupés;
- e) agir au sein des institutions internationales en vue d'amener Israël à libérer les détenus, à assurer le retour des déportés et à mettre un terme à la pratique des sanctions collectives et à toute action de nature à menacer la vie et l'environnement naturel dans les territoires palestiniens et arabes occupés;
- f) demander à la communauté internationale et au Conseil de sécurité de contraindre Israël à mettre en application les résolutions des Nations Unies, en particulier la résolution 487 (1991) du Conseil de sécurité et à adhérer au Traité de non-prolifération des armes nucléaires ; de mettre en oeuvre également les résolutions de l'Agence internationale de l'Energie atomique qui demandent que toutes les installations nucléaires israéliennes soient soumises au système

global de contrôle de l'agence, d'obtenir une déclaration de la part d'Israël exprimant sa volonté de renoncer à tout armement nucléaire et à fournir un état complet de ses stocks d'armes et de matières nucléaires au Conseil de sécurité et à l'Agence internationale de l'Energie atomique. Ces mesures sont absolument nécessaires à l'établissement d'une zone dénucléarisée au Moyen-Orient, débarrassée de toutes les armes de destruction massive, dont au premier chef les armes nucléaires. Elles sont un facteur essentiel à l'instauration d'une paix juste et global dans la région ;

- g) demander au Secrétaire général de l'ONU que le Comité de réconciliation en collaboration avec l'Agence de secours et les Etats concernés, prépare un recensement général des réfugiés palestiniens et de leurs biens et propose une solution globale à leur problème sur la base de la résolution 194 ;
 - h) appeler à une participation plus effective des Nations Unies aux efforts visant à faire aboutir le processus de paix au Moyen-Orient, et réaffirmer la responsabilité constante des Nations Unies vis-à-vis du problème de la Palestine jusqu'à ce qu'une solution juste et globale de tous les aspects soit trouvée de manière à mettre un terme à l'occupation, et à permettre au peuple palestinien d'exercer ses droits nationaux inaliénables;
 - i) demander aux Etats membres de coordonner leurs positions au niveau de toutes les instances internationales afin de maintenir la position de principe de l'OCI sur les résolutions des Nations Unies relatives à la cause de la Palestine et du conflit arabo-israélien soumises à l'examen de la 50e Session de l'Assemblée Générale de l'ONU.
10. Le Secrétaire général soumet le présent rapport à la réunion de coordination des ministres des Affaires étrangères annuelle pour examen et décision appropriée.

ANNEXE III

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL
SUR
LA SITUATION EN BOSNIE-HERZEGOVINE
A LA
REUNION ANNUELLE DE COORDINATION
DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES

SIEGE DES NATIONS UNIES, NEW-YORK
8 JOUMADA AL-AWWAL 1415 H
(2 OCTOBRE 1995).

1. L'Organisation de la Conférence islamique a toujours accordé une attention particulière au problème de la Bosnie-Herzégovine depuis l'indépendance de ce pays et son adhésion comme membre à part entière à l'ONU. Cette attention s'est accrue suite à la brutale agression serbe contre le peuple de ce jeune Etat. Cette agression visait à anéantir tout un peuple musulman, à démembrer son Etat et à détruire sa culture, sa civilisation et ses potentialités.
2. En plus des initiatives prises par l'OCI et visant à soutenir la République de Bosnie-Herzégovine aux plans politique, diplomatique, moral et matériel, l'OCI continue de soutenir vigoureusement la juste cause du peuple bosniaque.
3. Afin de mieux coordonner ses efforts, l'OCI a mis en place un groupe de contact sur la Bosnie-Herzégovine aux Nations unies. Depuis sa création, le Groupe a tenu plusieurs réunions au niveau ministériel en vue de dégager les voies et moyens permettant de faire face aux développements de la situation en Bosnie-Herzégovine. De son côté, le Secrétaire général a également suivi de très près l'évolution de la situation en Bosnie-Herzégovine et lui a accordé une attention toute particulière au problème de la Bosnie-Herzégovine. Les paragraphes ci-dessous, résument les efforts récemment déployés par l'OCI pour soutenir la cause Bosniaque.
4. Au cours des années écoulées, plusieurs initiatives ont été prises et différents plans proposés et négociés. Le plan Vance-Owen, celui d'Owen-Stoltenberg, celui de l'Union Européenne, les propositions de l'Invincible etc. Mais l'insuccès de ces initiatives parrainées et soutenues par l'Union Européenne, l'ONU et les grandes puissances, a montré l'impertinence et la dichotomie des méthodes utilisées pour résoudre un cas d'agression et de génocide flagrants.

5. L'incapacité des instruments de paix et de sécurité internationales de défendre les principes de la Charte de l'ONU et du droit en Bosnie-Herzégovine, un Etat membre des Nations Unies, suscite bien des questions, ce qui ne manque pas de miner la confiance de petits Etats en l'organisation internationale.
6. Les efforts visant à asseoir un règlement politique en Bosnie-Herzégovine sur la base de l'opportunisme plutôt que des principes, ont été la pierre d'achoppement de toutes les approches essayées à ce jour.
7. L'OIC, en épousant fermement la cause juste du peuple bosniaque, n'a cessé de souligner à la communauté internationale, la nécessité absolue de garantir une paix juste en Bosnie-Herzégovine.
8. Les principes d'un règlement juste ont été énoncés dans plusieurs résolutions et déclarations de l'OIC. L'Assemblée générale de l'ONU a adopté, par une large majorité, un grand nombre de résolutions proposées par l'OIC sur la Bosnie-Herzégovine. Malheureusement ces résolutions sont restées lettre morte dans la plupart des cas.
9. Les initiatives parrainées par l'OIC et visant à exhorter le Conseil de Sécurité à prendre une action décisive contre les Serbes, n'ont connu qu'un succès très limité.
10. Les Etats membres de l'OIC n'ont ménagé aucun effort pour apporter, dans la mesure du possible, un appui vital politique, diplomatique, moral et matériel à la juste lutte menée par les musulmans de Bosnie-Herzégovine pour leur survie dans un pays souverain et indépendant.
11. L'OIC a tenu deux sessions ministérielles extraordinaires sur la Bosnie-Herzégovine à Istanbul et à Jeddah en juin et décembre 1992, respectivement. Cette question a également fait l'objet d'un examen approfondi lors de la réunion ministérielle de coordination de l'OIC tenue en 1992 et 1993 aux Nations Unies, à New York et de la réunion du Bureau de la sixième Conférence islamique au Sommet élargie aux présidents des Comités permanents, tenue à Dakar le 11 janvier 1993, de la vingt et unième Conférence Islamique des Ministres des Affaires Etrangères tenue à Karachi en avril 1993 et d'autres réunions du Groupe de Contact à Islamabad, New York, Genève et Rabat.
12. Le 22 mai 1993, les Etats-Unis, le Royaume Uni, la France, la Fédération de Russie et l'Espagne ont annoncé un Programme d'Action Conjoint. Axé essentiellement sur la création de certaines "zones de sécurité" pour les Musulmans de Bosnie-Herzégovine, ce Programme n'a pas abordé de manière adéquate les problèmes de fond.

13. Une réunion des Etats membres de l'OCI s'est tenue au siège de l'ONU à New York le 24 mai 1993 pour passer en revue cette évolution. La réunion a été présidée par le Ministre des Affaires Etrangères du Pakistan, avec la participation du Secrétaire général. La réunion a adopté une Déclaration marquant la déception des Etats membres quant au Programme d'Action Conjoint qui semble accepter le statut quo imposé de force ainsi que le nettoyage ethnique en Bosnie-Herzégovine. Ce Programme est nettement en deçà des décisions consensuelles sur la Bosnie-Herzégovine adoptées par la Conférence de Londres et semble abandonner l'espoir d'une mise en oeuvre du Plan de Paix Vance-Owen, sans compter qu'il ne reconnaît pas à la Bosnie-Herzégovine le droit d'auto-défense et retarde toute action visant à assurer une application effective des mesures prévues.
14. Le Secrétaire général et le ministre des Affaires étrangères du Pakistan ont rencontré les Représentants permanents des Etats membres permanents du Conseil de Sécurité le 25 mai 1993 et leur ont signifié les préoccupations des Etats membres de l'OCI eu égard au Programme en question. Le Secrétaire général devait faire de même auprès du Secrétaire général de l'ONU.
15. Le 24 juin 1993, la Conférence mondiale sur les Droits de l'Homme à Genève a adopté par 88 voix pour, une contre et 54 abstentions, une Déclaration Spéciale sur la Bosnie-Herzégovine soumise par les Etats membres de l'OCI. La Déclaration a exhorté la communauté internationale et toutes les instances internationales, en particulier le Conseil de Sécurité, à prendre des mesures vigoureuses, décisives et pratiques permettant de maintenir la paix en Bosnie-Herzégovine. Elle a invité le Conseil de Sécurité à, entre autres, mettre en application le Plan Vance-Owen dans le cadre du Chapitre VII de la Charte de l'ONU, à lever l'embargo sur les armes et à prendre les dispositions pratiques pour mettre un terme à l'invasion. Elle a marqué aussi son opposition aux plans visant à diviser la Bosnie-Herzégovine en 3 zones ethniques.
16. Le 29 juin 1993, le Conseil de Sécurité a rejeté par 6 voix pour, aucune contre et neuf abstentions, le projet de résolution proposé par les pays islamiques et soutenu par le groupe des non alignés au sein du Conseil de Sécurité. Ladite résolution demandait au Conseil de Sécurité, entre autres, de décider d'exempter le gouvernement de la Bosnie-Herzégovine de l'embargo sur les armes. Il importe de noter que les Etats Unis ont appuyé le projet, tout comme le Pakistan, Djibouti, le Maroc, le Vénézuéla et le Cap Vert.

17. Une réunion élargie du Comité Directeur s'est tenue le 1er juillet 1993 à Genève sous la présidence des co-présidents Lord Owen et Thorvald Stoltenberg. Dans son compte-rendu, Lord Owen a fait savoir que le Plan Vance-Owen n'était plus viable parce qu'il n'avait pas reçu l'appui international nécessaire pour sa mise en oeuvre et qu'avec la rupture de l'alliance Islamo-Croate, la situation avait changé sur le terrain.
18. Le Représentant de l'OCI a mis en doute le rôle et le comportement du Comité Directeur qui ne s'était pas réuni pendant plus de six mois au cours desquels des initiatives et des décisions importantes avaient été prises sans que ses membres ne fussent consultés. L'OCI s'est fermement opposée à toute déviation des principes arrêtés par la Conférence de Londres et a émis ses réserves sur l'élaboration d'un mandat de négociations différent. Il a été souligné que l'abandon du Plan Vance-Owen à ce stade ne se justifiait pas et qu'il était non seulement inacceptable d'examiner des propositions serbo-croates visant à diviser la Bosnie-Herzégovine sur des bases ethniques mais que cela constituerait une grave violation des normes du droit international et des décisions de la Conférence de Londres.
19. Une réunion ministérielle spéciale du Bureau de la Conférence Islamique des Ministres des Affaires Etrangères élargie aux membres du Groupe de Contact et aux Etats membres fournissant des troupes à la FORPRONU s'est tenue à Islamabad, République Islamique du Pakistan, les 12 et 13 juillet 1993 pour évaluer la situation en Bosnie-Herzégovine et surtout dégager une position commune sur la question d'envoi des contingents militaires des Etats membres de l'OCI pour servir avec la FORPRONU en Bosnie-Herzégovine. Cette réunion a adopté un Plan d'Action pour la Bosnie-Herzégovine.
20. Le Président de la vingt et unième Conférence Islamique des Ministres des Affaires Etrangères, le Groupe de Contact de l'OCI à New York et le Secrétaire général, avec l'appui et la coopération des Etats membres, n'ont ménagé aucun effort pour mettre en oeuvre ce Plan d'Action.
21. Dans le cadre du Plan d'action, la Mission Ministérielle de l'OCI comprenant les Ministres des Affaires Etrangères du Pakistan, du Sénégal, de la Turquie, de la Tunisie et le Secrétaire général a effectué des visites dans les capitales des Etats membres permanents du Conseil de sécurité au cours du mois d'Août 1993.
22. La Mission ministérielle s'est rendue à Paris le 3 Août, à Londres le 4, à Genève le 5, au Siège de l'ONU à New York le 12, à Washington le 13, à Moscou le 19 et à Beijing le 20 du même mois. Le Secrétaire général a effectué une visite à Bonn du 16 au 18 août 1993. La Mission a

également rencontré le Secrétaire général, le Président et les membres du Conseil de Sécurité de l'ONU à New York. A Genève, la Mission a rencontré le Président Izetbegovic et les co-présidents du Comité Directeur.

23. Un accueil chaleureux a été réservé à la Mission et tous les interlocuteurs ont été sensibles à la position de l'OCI dont ils ont apprécié le rôle dans la promotion de la paix en Bosnie-Herzégovine. Les efforts de la mission aux pourparlers de paix à Genève ont beaucoup facilité la compréhension de la position de l'OCI sur la Bosnie.
24. Au cours des pourparlers de Genève, un accord provisoire a été conclu sur les principes constitutionnels tels que prévus dans le soi-disant "Plan d'Union" ou Plan Owen-Stoltenberg. L'article I de cet accord stipule que l'Union comprend 3 Républiques et 3 peuples : les Musulmans, les Serbes et les Croates ainsi qu'un groupe d'autres ethnies et que l'Union sera membre de l'ONU. Aux termes de cet accord, chaque République a sa Constitution et sa Législation propres avec un Etat Central et une Présidence collective dans un "Parlement d'Union". Le gouvernement bosniaque a donné son accord et l'a assorti de conditions tout en émettant des réserves sur la formulation de l'Article I concernant la continuation de la qualité de membre de la République de Bosnie-Herzégovine à l'ONU. Un accord provisoire a été conclu sur la question de Sarajevo et son administration par l'ONU pour la période transitoire. Mais la grande difficulté s'est située au niveau de la Carte et des ajustements territoriaux.
25. Selon le Plan Owen-Stoltenberg, la République Bosniaque obtiendrait 29,9 % (15.307 km²), la République Srpska 52,7% (26.468 Km²) et Herceg-Bosnie 15,8% (8.089 Km²) du territoire de la Bosnie-herzégovine, respectivement. Les villes de Sarajevo et de Mostar dont le statut final devrait être réglé par la suite, se verraient attribuer les 2,6% restant (1.333 Km²).
26. En dehors même des pourcentages des zones allouées à chaque République et qui ne tiennent nullement compte de la répartition ethnique de la population, les cartes proposées n'ont pas prévu d'accès à la mer qui soit garanti et économiquement viable pour la République de Bosnie. De plus, plusieurs villes musulmanes victimes du nettoyage ethnique telles que Brcko, Foca, Visegrad, Zvornik, Bratunac, Vlasenica et autres zones seraient retenues par l'agresseur. De même, les cartes n'ont rien prévu pour que les villes musulmanes situées à l'est, au centre et à l'ouest de la Bosnie soient effectivement reliées à la République de Bosnie.

27. L'Assemblée bosniaque extraordinaire qui a examiné le Plan les 27 et 28 août 1993 a déclaré que la guerre devait cesser le plus vite possible par le truchement d'un cessez-le-feu crédible et que les pourparlers de paix devaient continuer, que la proposition avancée par les co-présidents n'était pas acceptable dans sa forme actuelle même si elle constituait une bonne base de discussions. L'Assemblée a insisté sur l'importance que revêtait la continuation de la qualité de membre de l'ONU de la Bosnie, les garanties internationales pour la mise en oeuvre du règlement, la restitution des zones à majorité musulmane ayant été soumises à un nettoyage ethnique et l'accès à la mer par le Port de Neum.
28. Dans un communiqué officiel du 30 août 1993, le Secrétaire général a exprimé le soutien de l'OCI aux décisions du parlement bosniaque et a demandé d'introduire des changements appropriés au Plan de Paix afin de répondre aux préoccupations légitimes des Musulmans bosniaques. Le Secrétaire général a déclaré que ce serait une erreur grossière d'insister sur la légitimation de la situation de facto fruit de génocide et d'agression, d'autant plus que cela constituerait un précédent dangereux pour la paix et la sécurité internationales, d'une manière générale.
29. L'assemblée autoproclamée des Serbes a accepté l'ensemble des mesures proposées par les co-présidents avec 51 voix pour, 14 contre et 3 abstentions. L'assemblée de Bosnie-Herzeg a, de son côté, accepté les propositions, à condition que les autres parties en fassent autant.
30. A la reprise des pourparlers à Genève au mois de septembre, la délégation gouvernementale bosniaque a demandé un "minimum des minimums", 4% de plus des territoires et un accès à la mer à Neum. Avec le rejet par les Serbes et les Croates de cette requête, les pourparlers ont été bloqués.
31. Le 11 septembre 1993, le Secrétaire général a rencontré le Président Izetbegovic à Jeddah et lui a fait part de l'appui total de l'OCI à ses efforts visant à rétablir la justice pour son pays et son peuple.
32. La réunion de coordination des Ministres des Affaires Etrangères de l'OCI tenue à New York, le 29 septembre 1993, a passé en revue la question de la Bosnie-Herzégovine et a réaffirmé toutes ses résolutions antérieures relatives à la situation en Bosnie-Herzégovine. Elle a adopté les recommandations contenues dans le rapport du Groupe de Contact de l'OCI sur la Bosnie-Herzégovine.
33. La réunion a déploré, entre autres, que les négociations, en abandonnant le plan Vance-Owen en faveur des propositions serbo-croates, se soient écartées des principes régissant un règlement juste et global en Bosnie-Herzégovine. Ces principes étaient annoncés par la

Conférence de Londres sur l'ex-Yougoslavie et par l'ONU. Le Plan proposé, sauf s'il était modifié, consistait en fait en une reconnaissance des conquêtes territoriales par la force et le nettoyage ethnique. La réunion a mis en garde la communauté internationale contre la continuation d'une telle approche qui ne faisait que légitimer la situation de facto sous le manteau d'un règlement pacifique.

34. Le 29 novembre 1993, le Secrétaire général a assisté à une réunion organisée par l'Union Européenne sur la Bosnie-Herzégovine, à Genève. Il a rencontré S.E. Alija Izetbegovic, Président de la République de Bosnie-Herzégovine ainsi que le Premier Ministre M. Haris Siladzic; il a échangé des points de vue avec les ministres des Affaires étrangères de Belgique, de France, d'Allemagne et du Royaume Uni ainsi qu'avec les Co-présidents de la Conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie et le Haut Commissaire des Nations unies pour les Réfugiés.
35. Le Président du Sénégal, en sa qualité de président du Sixième Sommet Islamique, a envoyé des lettres en décembre 1993, aux présidents de la Chine, des Etats-Unis, de France et de Russie ainsi qu'au Premier Ministre du Royaume Uni, les invitant à prendre les initiatives adéquates pour convaincre les Serbes d'adopter une attitude positive vis-à-vis du droit international et des droits des Musulmans en Bosnie-Herzégovine.
36. L'OCI a organisé une journée de solidarité avec la Bosnie-Herzégovine le 27 décembre 1993. Au cours d'une réunion spéciale à Jeddah, les représentants des Etats membres de l'OCI ont réaffirmé leur solidarité agissante avec le peuple bosniaque.
37. Une réunion ministérielle du Groupe de Contact de l'OCI s'est tenue à Genève le 17 janvier 1994. La réunion a, entre autres, mis l'accent sur le fait que la République de Bosnie-Herzégovine devait continuer à pouvoir accéder souverainement au Fleuve Sava et à la Mer Adriatique. Les ministres ont réitéré aussi que (a) Sarajevo devait rester la capitale intacte de la Bosnie-Herzégovine, (b) des dispositions devraient être prises pour assurer le retour des réfugiés et des personnes déplacées, (c) tout obstacle à la livraison de l'aide humanitaire devrait être levé et (d) ils ont réitéré l'engagement de plusieurs Etats membres de l'OCI à fournir des troupes pour le maintien de la paix sous l'égide de l'ONU. Les ministres ont également réitéré que le maintien de l'embargo sur les armes contre la République de Bosnie-Herzégovine était sélectif et contraire à l'article 51 de la Charte de l'ONU.

38. La conclusion, au mois de mars 1994 de l'Accord de Washington entre le Gouvernement bosniaque et les Croates sur des mesures fédératives et confédératives avec la République de Croatie a été un développement heureux.
39. A la suite d'une attaque brutale serbe contre la "zone de sécurité" de Gorazde décidée par l'ONU, le Secrétaire général et le Groupe de Contact de l'OCI ont entrepris une action vigoureuse à l'ONU, exigeant la mise en oeuvre des résolutions 824 (1993) et 836 (1993) sur la protection des "zones de sécurité".
40. Une réunion ministérielle du Groupe de Contact de l'OCI s'est tenue à New York le 27 avril 1994. La réunion a, entre autres, déploré l'incapacité de l'ONU à préserver l'inviolabilité des "zones de sécurité" désignées par le Conseil de sécurité et a souligné que cela pourrait entamer la confiance que les peuples placent en l'ONU. Elle a déclaré aussi que la résolution 713 (1991) ne s'appliquait pas à la Bosnie-Herzégovine et que le fait de maintenir l'embargo sur les armes contre la Bosnie-Herzégovine constituait une grave violation de l'Article 51 de la Charte de l'ONU. Elle a insisté sur la nécessité de recourir à des attaques aériennes massives, dissuasives et punitives; elle s'est félicitée de la réaction de l'OTAN aux propositions d'utilisation effective de ses moyens pour appuyer les opérations de l'ONU en Bosnie-Herzégovine. Elle a demandé aussi le retrait immédiat et inconditionnel des forces serbes de Gorazde et a exprimé son soutien aux propositions visant à créer des "zones d'exclusion" des armes lourdes.
41. Parallèlement aux efforts du Groupe de Contact des Cinq Nations, les Etats membres de l'OCI se sont réunis le 5 juillet 1994 à Genève. La réunion a, inter-alia, souligné la nécessité de préserver l'intégrité territoriale et la souveraineté de la République de Bosnie-Herzégovine dans ses frontières reconnues. Elle a demandé le retrait de l'agresseur serbe de tous les territoires qu'occupaient auparavant les populations bosniaques et croates ainsi que l'incorporation de ces territoires dans la Fédération.
42. Le Groupe de Contact des Cinq Nations a préparé des plans basés sur 51% et 49% des territoires en faveur de la Fédération bosnio-croate et des serbes, respectivement. Bien qu'acceptés par le Gouvernement bosniaque, ces plans ont été rejetés par les serbes.
43. Face à tous ces développements, les ministres des Affaires étrangères des Etats membres du Groupe de Contact de l'OCI sur la Bosnie-Herzégovine et le Secrétaire général de l'OCI ont tenu une réunion d'urgence à Genève le 4 août 1994.

44. Les Ministres des Affaires étrangères ont, entre autres, réitéré que le gouvernement de la Bosnie-Herzégovine a fait montre de bonne volonté en acceptant le Plan. Ils ont également rappelé que le Groupe de Contact des Cinq Nations avait envisagé de prendre une action vigoureuse contre la partie qui aurait rejeté le Plan, tout en déplorant que rien n'ait été entrepris dans ce sens; ils ont également pris note de l'intensification des hostilités par la partie serbe.
45. Les ministres des Affaires étrangères ont exprimé leur plein soutien à la position de principe du gouvernement bosniaque. Ils ont réaffirmé que l'indépendance, l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'unité de la République de Bosnie-Herzégovine ne devaient en aucun cas, faire l'objet de compromis.
46. Les ministres des Affaires étrangères ont réitéré leur engagement vis-à-vis de l'instauration de la paix en Bosnie-Herzégovine. A la lumière des circonstances déjà citées, ils ont demandé au Conseil de Sécurité de prendre les mesures suivantes :
- a) application stricte des sanctions contre la République Fédérale de Yougoslavie et imposition de nouvelles sanctions y compris le gel des fonds et des biens à l'extérieur, avec rupture des liaisons de télécommunications,
 - b) protection effective des zones de sécurité existantes et création ou extension de nouvelles zones de sécurité/d'exclusion en Bosnie-Herzégovine,
 - c) démilitarisation de Sarajevo et de ses dix districts et réaffirmation de son statut en tant que Capitale indivisible et unifiée de la Fédération de Bosnie-Herzégovine et de la République de Bosnie-Herzégovine,
 - d) opposition à l'envoi d'assistance militaire sous forme de personnel, d'armement et d'équipement à partir de la République Fédérale de Yougoslavie en interposant une force internationale le long des frontières de la République de Bosnie-Herzégovine avec la Serbie et Montenegro. Dans ce contexte, les ministres des Affaires étrangères se sont félicités de la décision du gouvernement de la Bosnie-Herzégovine d'offrir une reconnaissance mutuelle au gouvernement de la Serbie,
 - e) envoi d'une force onusienne à Banja Luka et à Bijeljina en raison de la reprise du nettoyage ethnique dans ces deux villes,

- f) confirmation immédiate de la non applicabilité de l'embargo sur les armes imposé à la République de Bosnie-Herzégovine par la résolution 713 du Conseil de Sécurité et rétablissement de son droit à la légitime défense individuelle et collective. A ce propos, au cas où il n'y aurait pas une confirmation de la part du Conseil de Sécurité, les Etats membres de l'OCI et d'autres membres de l'ONU pourraient purement et simplement décider de fournir à la République de Bosnie-Herzégovine les moyens de se défendre et ce, en conformité avec l'Article 51 de la Charte de l'ONU,
 - g) mise en oeuvre d'un programme garantissant le retour des réfugiés et des personnes déplacées en toute liberté et en toute sécurité,
 - h) accélération du travail du tribunal international créé en vertu de la résolution 829 du Conseil de sécurité pour permettre de poursuivre les auteurs de crimes de guerre.
47. Les ministres des Affaires étrangères ont lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle fournisse toute l'assistance possible au gouvernement de Bosnie-Herzégovine pour la reconstruction et la réhabilitation du pays.
48. Les ministres des Affaires étrangères ont estimé qu'il était utile d'établir des rapports de coopération et de coordination entre le Groupe de Contact de l'OCI et le Groupe de Contact des Cinq Nations en vue de faciliter la recherche d'une solution juste et pacifique.
49. Les ministres des Affaires étrangères ont également recommandé que le Groupe de Contact de l'OCI tienne une réunion au Sommet pour passer en revue les dispositions prises par le Groupe de Contact des Cinq Nations et le Conseil de Sécurité et fasse des recommandations pertinentes à la lumière de ses décisions et résolutions antérieures.
50. La septième session extraordinaire de la Conférence islamique des ministres des Affaires étrangères, tenue du 7 au 9 Septembre 1994 à Islamabad, a réaffirmé la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de la République de Bosnie-Herzégovine. Elle a exprimé sa grave préoccupation devant le fait que les Serbes aient consolidé leurs acquisitions territoriales et lancé un défi au Conseil de sécurité qui n'a pas pu autoriser l'usage de la force pour assurer la mise en oeuvre de ses résolutions pertinentes.
51. Elle a noté avec consternation la situation dramatique découlant du rejet par les Serbes du plan de paix proposé par le Groupe de contact des cinq Nations et a exprimé son soutien total à la position de principe courageuse et

conciliatrice du gouvernement bosniaque, prise par amour pour la paix, particulièrement son acceptation du Plan de paix présenté par le Groupe de contact de 5 Nations, plan qui impose un pénible tracé interne de frontières. Elle a noté que le manque d'action de la part du Groupe de contact de cinq Nations a été interprété par les Serbes comme un affaiblissement de l'engagement du groupe et que la réaction immédiate des Serbes face à cette faiblesse s'est manifestée par des attaques contre le personnel de l'ONU, la fermeture de la "route bleue" de Sarajevo et l'intensification du nettoyage ethnique.

52. Elle a appelé vivement à l'adoption de plusieurs mesures afin de renforcer le processus de paix et le rendre crédible, y compris le déploiement d'observateurs/forces internationaux, le long des frontières de la République de Bosnie-Herzégovine avec la Serbie et le Montenegro; la reconnaissance mutuelle de tous les Etats de la région à l'intérieur de leurs frontières internationalement reconnues; le renforcement des sanctions contre la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Montenegro) qui doivent être appliquées strictement; la protection effective de ceux qui se sont réfugiés dans les zones de sécurité désignées par l'ONU; le recours à un appui et des raids aériens rapprochés conformément aux résolutions du Conseil de sécurité; l'extension des zones de sécurité à tous les territoires alloués à la Fédération de Bosnie-Herzégovine; la démilitarisation de Sarajevo et de ses dix districts; la réaffirmation du statut de Sarajevo en tant que capitale indivisible et unifiée de la Fédération de Bosnie-Herzégovine; et la réouverture de la "route bleue" avec la présence des Nations unies à Banja Luka et à Bijeljina afin d'éviter les crimes contre les civils.
53. Elle a demandé que tous les moyens d'autodéfense soient fournis au gouvernement de la République de Bosnie-Herzégovine pour lui permettre d'exercer son droit naturel individuel ou collectif reconnu à l'article 51 de la charte de l'ONU. Elle a exprimé sa disponibilité à coopérer avec tous les Etats membres de l'ONU faisant montre de leur disposition à prendre l'initiative de fournir à la République de Bosnie-Herzégovine les moyens lui permettant de se défendre.
54. Elle a réitéré l'inapplicabilité de la résolution 713 du Conseil de sécurité à la République de Bosnie-Herzégovine et à la République de Croatie et a invité le Conseil de sécurité à le confirmer. Au cas où le Conseil de sécurité ne le confirme pas, les Etats Membres de l'OCI ainsi que d'autres membres de l'ONU, finiront par conclure que les membres agissant individuellement ou collectivement peuvent fournir des moyens d'autodéfense au gouvernement de la République de Bosnie-Herzégovine.

55. Elle a appelé le Conseil de sécurité et le groupe de contact des cinq nations à s'abstenir, présentement, d'envisager des possibilités de lever ou d'assouplir les sanctions actuelles imposées à la Serbie et au Montenegro.
56. Elle a exhorté les gouvernements et les institutions financières ainsi que les organisations humanitaires à accorder, directement ou indirectement, une assistance financière et humanitaire au gouvernement de la République de Bosnie-Herzégovine en vue d'atténuer la crise humanitaire et de réhabiliter les activités économiques de base, afin d'assurer la survie des populations et la relance des sociétés opérant à l'étranger.
57. Elle a mis en garde, une fois de plus, les autorités serbes et monténégrines et tous ceux qui violent ou font violer le droit international humain dans la République de Bosnie-Herzégovine, qu'elles sont individuellement responsables de ces violations et seront punies pour crime de guerre, conformément aux conventions de Genève et elle a demandé, à ce propos, au tribunal international créé en vertu de la résolution 829 du Conseil de sécurité, de juger sans tarder, et de punir les auteurs des crimes contre l'humanité dans l'ex-Yougoslavie.
58. Elle a lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle mobilise des ressources pour la reconstruction et la réhabilitation de la République de Bosnie-Herzégovine, en coordination et en coopération avec l'Agence pour la reconstruction et le développement (AIRD) et a souligné la nécessité d'encourager les efforts déployés par le coordinateur pour Sarajevo en rapport avec la résolution 900 du Conseil de sécurité.
59. Le 25 Septembre 1994, le Secrétaire général a rendu public un communiqué de presse dans lequel il a exprimé son regret de la résolution adoptée le samedi 24 Septembre 1994 par le Conseil de Sécurité et par laquelle ce dernier a allégé les sanctions imposées à la Serbie et au Montenegro. Le Secrétaire général a affirmé que cette résolution est considérée comme une récompense aux agresseurs serbes d'autant plus que leur position n'a enregistré aucun changement substantielle et prive leurs victimes musulmanes de toute assistance.
60. Une réunion ministérielle élargie du groupe de contact de l'OCI sur la Bosnie-Herzégovine s'est tenue au siège des Nations unies à New York le 29 septembre 1994. Elle a noté avec consternation l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 943 (1994) et a considéré cette adoption comme injustifiée et inopportune et ne favorisant pas la promotion d'une paix juste en Bosnie-Herzégovine. Dans une lettre adressée au Président du Conseil de sécurité au nom du groupe de contact, le Président, le ministre des Affaires étrangères du Pakistan a fait part des regrets et

de la grande préoccupation que cette décision a suscités et a exhorté le Conseil à revenir sur sa décision et à prendre des mesures visant à suspendre l'application de la résolution 943.

61. La réunion annuelle de coordination des ministres des Affaires étrangères des Etats islamiques, tenue le 3 Octobre 1994 au siège des Nations Unies à New York a fait siennes les recommandations contenues dans le rapport du Groupe de contact de l'OCI sur la Bosnie-Herzégovine et a réaffirmé toutes les déclarations et résolutions de l'OCI sur la question.
62. La réunion a exprimé sa grave préoccupation de la détérioration de la situation en Bosnie-Herzégovine et a condamné vigoureusement le rejet serbe du Plan de paix, la recrudescence de la violence perpétrée par les Serbes, l'intensification de l'épuration ethnique, l'étranglement de Sarajevo et les attaques contre la FORPRONU.
63. Elle a noté avec consternation l'adoption de la résolution 943 (1994) sur l'allègement des sanctions contre la République Fédérale de Yougoslavie (Serbie et Montenegro) et a considéré cette adoption comme injustifiée et inopportune, et ne favorisant pas la promotion d'une paix juste en Bosnie-Herzégovine. Elle a appelé à la suspension de l'application de la résolution 943 et à l'adoption de mesures effectives en vue d'empêcher la poursuite du mouvement d'équipements militaires à destination des Serbes bosniaques en provenance de la Serbie et du Montenegro.
64. Elle a également déploré les menaces proférées par certains pays de retirer leurs contingents de la FORPRONU en cas de levée de l'embargo de facto sur les armes imposé injustement contre la République de Bosnie-Herzégovine et a invité les Nations unies à examiner la possibilité de déployer les troupes supplémentaires fournies par les Etats membres de l'OCI aux fins de combler toute lacune.
65. Elle a appelé vivement à l'adoption de mesures propres à renforcer le processus de paix et à le rendre crédible, notamment le déploiement d'observateurs/forces internationaux, le long de toutes les frontières de la République de Bosnie-Herzégovine avec la Serbie et le Montenegro; la reconnaissance mutuelle de tous les Etats de la région à l'intérieur de leurs frontières internationales, le renforcement et la stricte application des sanctions contre la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Montenegro); la protection effective des réfugiés dans les zones de sécurité désignées par l'ONU; le recours à un appui et des raids aériens rapprochés, l'extension du mandat de la FORPRONU; l'extension des zones de sécurité à tous les territoires de la Fédération de Bosnie-Herzégovine; la démilitarisation de Sarajevo et de ses dix banlieues; la réaffirmation du statut de

Sarajevo en tant que capitale indivisible et unifiée de la Fédération de Bosnie-Herzégovine; et la réouverture de la "route bleue" et la présence des Nations unies à Banja Luka et à Bijeljina afin d'éviter les crimes contre la population civile.

66. Elle a demandé de permettre au gouvernement de la République de Bosnie-Herzégovine d'exercer son droit naturel à l'autodéfense individuelle et collective reconnu à l'article 51 de la charte de l'ONU.
67. Elle a réitéré la non applicabilité de la résolution 713 du Conseil de sécurité aux Républiques de Bosnie-Herzégovine et de Croatie. Elle a renouvelé son appel en faveur de la levée de facto de l'embargo sur les armes injustement imposé au gouvernement de la République de Bosnie-Herzégovine. Elle s'est félicitée de l'offre faite par Son Excellence Alija Izetbegovic, Président de la République de Bosnie-Herzégovine dans le discours qu'il a prononcé devant l'Assemblée générale, le 27 septembre 1994, en vue d'une levée de jure immédiate de l'embargo sur les armes imposé au gouvernement de la République de Bosnie-Herzégovine par le Conseil de sécurité. Elle a considéré que cette offre constitue un compromis substantiel fait par le Gouvernement de la République de Bosnie-Herzégovine dans ses efforts visant à parvenir à un règlement pacifique dans le cadre de son intégrité territoriale et de sa souveraineté. Dans le contexte du compromis proposé, la réunion s'est également félicitée de l'appel du Président de la République de Bosnie-Herzégovine en faveur d'une réaction unilatérale de la part des membres de la communauté internationale au cas où la proposition de compromis n'est pas acceptée par les membres du Groupe de contact de cinq Nations.
68. Elle a également exhorté la communauté internationale à accorder, directement ou indirectement, une assistance financière et humanitaire au gouvernement de la République de Bosnie-Herzégovine en vue d'atténuer le drame humanitaire et de réhabiliter les infrastructures économiques de base, afin d'assurer la survie des populations.
69. La Septième Conférence islamique au Sommet de Casablanca, tenue en Décembre 1994, a adopté une résolution et une déclaration spéciale sur la Bosnie-Herzégovine. Le Sommet a, entre autres, réaffirmé, son engagement à préserver la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de la République de Bosnie-Herzégovine. Il a également réaffirmé toutes les résolutions et déclarations précédentes de l'OIC concernant la situation en Bosnie-Herzégovine.

70. Le Sommet a vigoureusement condamné l'agression continue des Serbes contre la Bosnie-Herzégovine et le non respect des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, ainsi que leur rejet du plan de paix présenté par le Groupe des cinq nations. Il a également condamné vigoureusement l'attaque serbe contre la zone de sécurité de Bihac et a exprimé sa préoccupation face à l'absence de mesures effectives de la part du commandement de la FORPRONU pour empêcher les attaques dirigées contre les zones de sécurité de Bosnie-Herzégovine désignées par l'ONU.
71. Il a réitéré son appel au Groupe de contact des cinq nations en faveur de l'établissement de relations au plan opérationnel avec le Groupe de contact de l'OCI sur la Bosnie-Herzégovine de manière à permettre une prise en compte plus équitable et équilibrée des points de vues, préoccupations et des intérêts des gouvernements de la République et de la Fédération de Bosnie-Herzégovine. Il a appelé à la tenue urgente d'une réunion ministérielle entre le Groupe de contact des cinq Nations et le Groupe de Contact de l'OCI pour examiner les voies et moyens de traiter la situation qui se détériore en Bosnie-Herzégovine.
72. Il a appelé au déploiement effectif des forces et des contrôleurs internationaux le long des frontières de la République de Bosnie-Herzégovine avec la Serbie et le Monténégro, à la reconnaissance par la Serbie et le Monténégro des frontières internationalement reconnues des Républiques de Bosnie-Herzégovine et de Croatie ainsi que d'autres Etats de la région, à la suspension de l'application de la résolution 243 (1994) du Conseil de sécurité, à l'application plus stricte des sanctions contre la Serbie et le Monténégro, au renforcement de la FORPRONU en y incluant les contingents que les Etats membres de l'OCI se sont engagés à fournir et en accroissant la participation des Etats membres de l'OCI, fournissant en troupes, au commandement de la FORPRONU ainsi qu'au processus de prise de décisions politiques. Il a appelé à oeuvrer en vue d'élargir le mandat de la FORPRONU, d'assurer la protection effective et l'expansion des zones de sécurité pour les étendre à tous les territoires attribués à la Fédération de Bosnie-Herzégovine, d'assurer la présence effective de la FORPRONU dans les zones sous occupation serbe, de simplifier et de rationaliser les procédures permettant à l'OTAN de fournir un soutien militaire effectif et immédiat à la FORPRONU et à la population bosniaque, y compris par des raids aériens visant à empêcher et à

neutraliser l'agression serbe, de démilitariser Sarajevo, d'adopter des mesures appropriées facilitant le retour des réfugiés, de réaffirmer le statut de Sarajevo en tant que capitale indivisible et unifiée de la Fédération de Bosnie-Herzégovine et de la République de Bosnie Herzégovine. Il a demandé au Groupe de contact de l'OCI et aux pays fournissant des troupes de créer un groupe de travail à New-York pour évaluer les contributions actuelles et futures en troupes aux forces de l'ONU.

73. Il a demandé, que tous les moyens d'autodéfense soient fournis au gouvernement de la République de Bosnie-Herzégovine pour lui permettre d'exercer individuellement ou collectivement son droit inaliénable reconnu à l'article 51 de la charte de l'ONU. Il a exprimé sa disponibilité à coopérer avec tous les Etats membres de l'ONU disposés à prendre l'initiative de fournir à la République de Bosnie-Herzégovine les moyens lui permettant de se défendre. Il a réaffirmé que le paragraphe (6) de la résolution 713 du Conseil de sécurité ne s'applique pas juridiquement et ne peut être appliqué moralement à la République de Bosnie-Herzégovine et a déclaré son engagement à agir en conséquence.
74. Il s'est félicité de l'appel du Président bosniaque en faveur d'une réaction unilatérale de la part des membres de la Communauté internationale au cas où le compromis proposé n'est pas appliqué par le Groupe de contact des cinq nations et a considéré de la même manière l'appel lancé par l'Assemblée générale au Conseil de sécurité pour que ce dernier accorde toute l'attention qu'il mérite à la proposition visant à exempter les gouvernements de la République et de la Fédération de Bosnie-Herzégovine de l'embargo sur la livraison des armes et des équipements militaires.
75. Il a condamné la tendance de certains milieux à vouloir ménager l'agresseur serbe et a rappelé à la communauté internationale et en particulier les grandes puissances la nécessité impérieuse d'instaurer une paix juste en Bosnie-Herzégovine.
76. Il a exprimé ses regrets quant au soutien matériel et diplomatique accordés aux agresseurs serbes et au récent veto intervenu au Conseil de sécurité de l'ONU au sujet d'une résolution visant à suspendre la provisionnement en carburant de forces serbes.
77. Le Sommet a décidé de demander la convocation d'une session spéciale de l'Assemblée générale des Nations unies sur la Bosnie-Herzégovine au cas où le Conseil de sécurité continuerait à se montrer incapable de faire effectivement face à l'agression serbe contre la République de Bosnie-Herzégovine.

78. Il a mis en garde une fois de plus les autorités serbes et monténégrines et tous ce qui violent ou font violer les droits de l'homme dans la République de Bosnie-Herzégovine, qu'elles sont tenues individuellement pour responsables de ces violations et seront punies pour crimes de guerre, conformément aux conventions de Genève. Il a demandé, à ce propos, au tribunal international, créé en vertu de la résolution 829 du Conseil de sécurité, de juger sans tarder et de punir les auteurs des crimes contre l'humanité dans l'ex-Yougoslavie.
79. Il a lancé un appel à la Communauté internationale pour qu'elle mobilise des ressources pour la reconstruction et la réhabilitation de la République de Bosnie-Herzégovine,, en coordination et en coopération avec l'Agence pour la reconstruction et le développement (AIRD) et a souligné la nécessité d'encourager le coordinateur spécial pour Sarajevo dans ces efforts, conformément à la résolution 900 du Conseil de sécurité.
80. Il a approuvé la mise en place des programmes spéciaux OCI/BID d'assistance à la Bosnie-Herzégovine tels que recommandés par le Secrétariat général en tenant compte des mécanismes nationaux mise en place dans certains Etats membres pour mobiliser le soutien financier.
81. Il a condamné le déniement des droits civils et nationaux des albanais de Kossova. Il a également condamné les violations des droits de l'homme perpétrées contre les populations non serbes de Sanjak et de Vojvodina et a réaffirmé les droits nationaux des musulmans de Sanjak.
82. Le Groupe de contact de l'OCI sur la Bosnie-Herzégovine a cherché à agir en coopération étroite avec le groupe de contact international. Une réunion conjointe d'experts entre les deux Groupes de contact a eu lieu le 19 janvier 1995 à Genève.
83. Face à la détérioration rapide de la situation en Bosnie-Herzégovine, le Groupe de contact de l'OCI s'est réuni le 18 mai 1995 au niveau ministériel à Rabat. La réunion a adopté une déclaration qui entre autres a noté tout particulièrement que le cessez-le-feu a expiré, que le Conseil de sécurité est resté silencieux, que l'OTAN n'est pas disposée à agir, que le Groupe de contact international est incapable de faire passer son propre plan de paix et que la FORPRONU n'a pas été en mesure de protéger les zones de sécurité. Il existe une menace de retrait de la FORPRONU et les attaques serbes sont de plus en plus croissantes. Les ministres ont remarqué que cette situation a continué à engendrer des souffrances sans précédent au peuple de Bosnie-Herzégovine dans son combat pour préserver la souveraineté et l'intégrité territoriale de son pays.

84. Les ministres des Affaires étrangères ont condamné la poursuite par les serbes de l'agression de la politique de génocide et de nettoyage ethnique dans les territoires occupés de la République de Bosnie- Herzégovine ainsi que leur rejet catégorique du Plan de paix, leurs violations persistentes des zones d'exclusion et des zones de sécurité de Sarajevo, Goradze, Zepa, Srebrenica, Bihac et Tuzla, leurs attaques contre les populations civiles et leurs entraves aux opérations de secours humanitaires.
85. Ils ont également condamné les violations continues par les Serbes des droits de l'homme en Bosnie-Herzégovine ainsi qu'à Sandjak, à Kosovo et à Vojvodina et ont exhorté les organisations internationales compétentes à assurer une surveillance effective de la situation des droits de l'homme.
86. Les ministres ont exprimé leur mécontentement quant à la poursuite par certains Etats membres du Conseil de sécurité de l'ONU de la politique d'apaisement vis-à-vis des agresseurs serbes et ont déploré toute assistance directe ou indirecte aux agresseurs serbes.
87. Les ministres ont exprimé leur profonde consternation devant le manque d'engagement de la part des puissances médiatrices à prendre une action immédiate et déterminée obligeant les serbes à accepter le Plan de paix et à mettre fin aux violations systématiques des résolutions du Conseil de sécurité.
88. Ils ont rappelé la Déclaration spéciale du 7ème Sommet islamique sur la Bosnie-Herzégovine, réitéré leur position selon laquelle l'embargo sur les armes décrété par le Conseil de sécurité des Nations unies ne peut être appliqué ni juridiquement ni moralement, à la République de Bosnie-Herzégovine.
89. Les ministres ont salué le progrès accompli par le Tribunal international sur les crimes de guerre et a encouragé le Tribunal à remplir pleinement son mandat. Ils ont appelé la communauté internationale à apporter tout le soutien possible au Tribunal.

Les ministres ont décidé :

- a) d'appeler à la tenue urgente d'une session spéciale de l'Assemblée générale et ont demandé au Groupe de contact de l'OCI à New York de mobiliser le soutien nécessaire à cet effet, en vue d'adopter entre autres le plan de paix du Groupe de contact des cinq nations.
- b) de donner des instructions au Groupe de contact de Genève pour qu'il continue de tenir des réunions avec le Groupe de contact international et d'appeler à la tenue d'une réunion ministérielle conjointe.

- c) de transmettre au Secrétariat général de l'ONU et aux gouvernements des pays fournissant des troupes leurs sentiments de profonde préoccupation au sujet de l'incapacité de la FORPRONU à protéger les zones d'exclusion et de sécurité ainsi que leur disponibilité à contribuer davantage en troupes et en équipement en vue d'assurer une action efficace de la FORPRONU surtout en cas de retrait d'unités de la FORPRONU.
 - d) de mobiliser une assistance en faveur de la Bosnie-Herzégovine en vue d'assurer sa légitime défense.
 - e) de poursuivre en toute bonne foi, la mise en application de l'accord conclu entre la Croatie et la Bosnie-Herzégovine, ainsi que la constitution de la Fédération de la République de Bosnie-Herzégovine.
 - f) d'insister sur la reconnaissance mutuelle et concomitante de tous les nouveaux Etats de l'ex-Yougoslavie comme condition préalable à la suspension des sanctions.
 - g) d'aider la Bosnie-Herzégovine à relancer son économie de façon à atteindre l'autosuffisance conformément aux résolutions et à la Déclaration de Casablanca sur la Bosnie-Herzégovine.
 - h) de mobiliser et d'accroître les assistances humanitaires au profit de la Bosnie Herzégovine.
90. Les ministres ont salué tous les efforts visant à faire progresser le processus de paix et ont décidé de suivre attentivement le développement de cette situation.
91. Le 11 juillet 1995, en violation flagrante des résolutions du Conseil de sécurité, les Serbes ont pris par la force Srebrenica située en Bosnie orientale et classée zone de sécurité par les Nations unies. Une semaine plus tard, ils ont pris Zepa autre zone de sécurité des Nations unies et ont menacé d'en faire autant pour ce qui concerne Goradze, également zone de sécurité des Nations unies. Auparavant, les Serbes avaient pris en otages des soldats de la force de maintien de paix des Nations unies défiant ainsi les Nations unies à prendre des mesures de représailles contre eux. L'agression serbe contre les zones de sécurité, tout comme l'humiliation infligée aux forces de maintien de la paix des Nations unies constituent un affront direct dirigé contre les Nations unies.
92. Les ministres des Affaires étrangères du groupe de contact de l'OCI sur la Bosnie-Herzégovine, se sont réunis le 21 juillet 1995 à Genève, en vue d'examiner la situation grave créée par la prise par les Serbes de Srebrenica classée zone de sécurité par les Nations unies. Les

ministres ont adopté une déclaration par laquelle ils ont, entre autres, condamné la prise de Srebrenica par les Serbes ainsi que leurs attaques contre les autres zones de sécurité des Nations unies et ont exprimé leur profonde inquiétude face à la faillite dont la mission des Nations unies, en République de Bosnie-Herzégovine, a fait preuve. Ils ont pris note de la Déclaration sur la Bosnie-Herzégovine adoptée par la Conférence internationale tenue le 21 juillet 1995 à Londres et ont formé l'espoir que les engagements énoncés dans la Déclaration soient tenus, en particulier ceux relatifs à la protection des zones de sécurité.

93. Les ministres ont appelé à l'usage d'urgence de la force afin d'arrêter l'agression serbe et de récupérer tous les territoires acquis de force par les Serbes. Ils ont souligné la nécessité de réhabiliter Srebrenica en tant que zone de sécurité et d'assurer la protection de Gorazde, Bihac, Sarajevo et Tuzla, toutes désignées zones de sécurité par les Nations unies.
94. Les ministres ont souligné la nécessité d'amener les Serbes à accepter sans délai le plan élaboré par le groupe de contact international et ont demandé au Conseil de sécurité de l'adopter.
95. Les ministres ont précisé que les Etats membres de l'OCI ne se considèrent pas "de jure" tenus de respecter l'embargo illégal et injuste sur les armes imposé à la République de Bosnie-Herzégovine, victime de l'agression serbe. Ils ont affirmé qu'ils intensifieraient leurs efforts pour renforcer les capacités défensives de la République de Bosnie-Herzégovine. Ils ont également indiqué que les Etats membres de l'ONU ont l'obligation d'apporter d'urgence au gouvernement de Bosnie-Herzégovine les moyens lui permettant d'assurer son autodéfense.
96. Les ministres ont, en outre, décidé de :
 - a- contribuer au renforcement de la FORPRONU ou à toute autre arrangement d'ordre militaire arrêtée au niveau bilatéral ou multilatéral;
 - b- jouer un plus grand rôle au niveau du commandement de la FORPRONU et des structures chargées des opérations;
 - c- mettre en place des mécanismes appropriées en vue d'une meilleure coordination entre les Etats membres de l'OCI fournissant des troupes et les autres Etats ayant offert des troupes à la FORPRONU;
 - d- convoquer une réunion consultative des ministres de la défense avec les chefs d'Etat major des forces armées des Etats membres du groupe de contact de l'OCI et des Etats membres de l'OCI fournissant des troupes à la FORPRONU en vue d'adopter des stratégies appropriées;

- e- maintenir les contingents de l'OIC en Bosnie-Herzégovine en cas de retrait de la FORPRONU et conformément aux dispositions arrêtées par le gouvernement et relatives à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de la République;
 - f- favoriser une coalition internationale comprenant les Etats membres de l'OIC et chargée, de coopérer avec la République de Bosnie-Herzégovine dans l'exercice de son droit d'autodéfense individuelle et collective conformément à l'article 51 de la charte des Nations unies;
 - g- lancer un appel à la communauté internationale y compris les Etats membres de l'OIC, pour qu'elle intensifie ses efforts visant à exercer une plus grande pression en vue d'une fermeture effective des frontières entre la Bosnie-Herzégovine et la République Fédérale de Yougoslavie (Serbie-Montenegro);
 - h- mobiliser une assistance financière et humanitaire en vue d'alléger les souffrances endurées par les réfugiés et les personnes déplacées bosniaques;
 - i- exhorter le tribunal international sur les crimes de guerre à poursuivre les suspects inculpés par le tribunal, y compris Karadzic et Maladic en vue de leur jugement;
 - j- envisager la possibilité d'une réunion au Sommet des Etats membres du groupe de contact de l'OIC sur la Bosnie-Herzégovine et des Etats membres de l'OIC fournissant des troupes en vue de faire face à la situation préoccupante qui prévaut en Bosnie-Herzégovine.
97. La Conférence internationale tenue le 21 juillet 1995 à Londres a condamné, la prise par les Serbes par la force des zones de sécurité de Srebrenica et de Zepa, ainsi que l'offensive contre Bihac et les menaces contre Gorazde. La Conférence a mis en garde les Serbes que toute attaque contre Gorazde entraînera une réplique décisive y compris l'usage de frappes aériennes. Elle a également réaffirmé que des mesures seront prises pour renforcer les contingents de la FORPRONU en particulier par le déploiement de la Force de réaction rapide franco-britannique.
98. La question de la levée de l'embargo illégal sur les armes imposé au gouvernement de la Bosnie-Herzégovine a été examinée par le Congrès américain en raison de la situation dégradante consécutive aux attaques continues des Serbes contre toutes les zones considérées zones de sécurité par les Nations unies. Pour la première fois,

le Sénat et la Chambre des représentants ont tous les deux voté à la majorité écrasante des deux tiers pour la levée unilatérale par les Etats Unis, de l'embargo sur les armes imposé à la Bosnie. Cependant, le Président Clinton a opposé son veto à la résolution tout en promettant d'intensifier les efforts des Etats Unis en vue de relancer le processus de paix afin qu'il soit mis fin au conflit en Bosnie-Herzégovine.

99. Le 28 août 1995, les Serbes ont lancé des attaques aveugles au mortier contre la ville de Sarajevo faisant 37 morts et 91 blessés parmi les populations civiles. Cet acte criminel et inhumain a, pour la première fois, conduit l'occident à prendre des mesures de représailles. Une opération militaire conjointe OTAN/Force de réaction rapide a été lancée pour mettre un terme aux attaques serbes contre Sarajevo et les autres zones de sécurité. L'OTAN a effectué des frappes aériennes et d'autres opérations militaires sur les frontières serbes.
100. Les ministres des Affaires étrangères et de la Défense du Groupe de contact de l'OCI sur la Bosnie-Herzégovine et des pays membres de l'OCI fournissant des troupes à la FORPRONU ont tenu une réunion à Kuala Lumpur le 14 septembre 1995 conformément à la décision du 21 juillet 1995 du Groupe de contact réuni à Genève, visant à coordonner les stratégies pour aider la Bosnie-Herzégovine. Dans cet objectif, les ministres ont convenu de créer un "Groupe de mobilisation de l'assistance en faveur de la Bosnie-Herzégovine" pour mobiliser l'assistance humanitaire, économique et en matière de défense conformément à leurs obligations découlant de la Charte des Nations unies. L'élaboration des mécanismes pour la mise en place du Groupe en question est à l'étude.
101. La réunion a publié une déclaration comprenant dans laquelle elle a exhorté les Nations unies à mettre fin aux violations flagrantes des droits de l'homme commises par les rebelles serbes, lancée un appel pour la restauration de Srebrenica et Zepa dans leur statut de zones de sécurité et la levée du siège de Sarajevo. La réunion a également réitéré l'engagement ferme des Etats membres de l'OCI à apporter leur soutien à la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. Elle a condamné tout acte de nature à compromettre l'intégrité territoriale. Les ministres ont exprimé leur profonde préoccupation face à la réduction des forces de la FORPRONU dans les zones de sécurité, mis l'accent sur la nécessité de renforcer la participation des pays membres de l'OCI fournissant des troupes à la FORPRONU et réaffirmé leur engagement antérieur à fournir des équipements et des troupes supplémentaires à la FORPRONU. Les ministres ont également

réaffirmé qu'ils étaient prêts à favoriser une coalition internationale à laquelle feraient partie les Etats membres en vue de coopérer avec le gouvernement de la Bosnie-Herzégovine dans l'exercice de son droit à l'auto-défense individuelles et collective conformément à l'Article 51 de la Charte des Nations unies.

102. Les ministres se sont félicités de la réunion conjointe du Groupe de contact de l'OCI et du Groupe de contact des cinq Nations tenue à Paris le 7 septembre 1995 et ont souligné que les réunions conjointes offrent des occasions propices aux deux Groupes de contact de tenir des consultations pour la réalisation d'une paix juste et durable en Bosnie-Herzégovine.
103. Les ministres ont également exprimé leur soutien au programme de paix en 12 points pour la Bosnie-Herzégovine présenté le 18 août 1995 par le Président de Bosnie-Herzégovine. Ils se sont félicités des principes de base convenus à Genève, le 8 septembre 1995, par les ministres des Affaires étrangères de la République de Bosnie-Herzégovine, de la République de Croatie et de la Serbie-Monténégro et ont mis l'accent sur les aspects devant constituer une partie intégrale de tout règlement pacifique, notamment la préservation de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine dans le cadre de ses frontières internationalement reconnues; la restitution de toutes les zones peuplées saisies par les rebelles serbes par la force et l'épuration ethnique; le maintien de Sarajevo comme une ville unifiée et indivisible sous le contrôle du gouvernement de la Bosnie-Herzégovine; les liens entre les entités à créer dans la République de Bosnie-Herzégovine doivent être incompatibles avec la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de Bosnie-Herzégovine; le statut et les droits des rebelles serbes en Bosnie-Herzégovine doivent aller de pair avec ceux de la population non serbe de Kosovo, Sanjak et Vojvodine; la participation du Groupe de contact de l'OCI aux négociations de paix en cours est indispensable pour faciliter un règlement pacifique équitable et les pays de l'OCI doivent être invités à participer à tout accord international pour garantir l'accord de paix.
104. Le chemin menant à la paix en Bosnie-Herzégovine va être complexe et difficile à cause de l'entêtement des Serbes et de leur rejet des propositions de paix antérieures, surtout du Plan de paix du Groupe de contact des cinq Nations établi au mois de juillet 1994, plan accepté par le gouvernement de Bosnie-Herzégovine malgré les difficultés internes liées au tracé des frontières. La communauté internationale doit défendre les principes de justice, de moralité et de légalité internationale dans

la recherche d'un règlement pacifique en Bosnie-Herzégovine. Il est tout aussi important que tout règlement pacifique soit basé sur le principe de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force et sur le principe que l'agression ne doit pas être récompensée.

105. Le Secrétaire général soumet le présent rapport à la réunion annuelle de coordination des ministres des Affaires étrangères pour examen et décision appropriée.

ANNEXE IV

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL
SUR
LE CONFLIT DE JAMMU ET CACHEMIRE
A LA
REUNION ANNUELLE DE COORDINATION
DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES

SIEGE DES NATIONS UNIES, NEW YORK

8 JOUMADA AL-AWWAL 1416 H
(2 OCTOBRE 1995)

1. Le droit à l'autodétermination du peuple de l'Etat de Jammu et Cachemire a été reconnu dès 1948 par les Nations unies.
2. Plusieurs résolutions du Conseil de sécurité sur cette question stipulent clairement que le statut final de cet Etat devrait être "déterminé conformément à la volonté du peuple exprimé à travers un référendum démocratique et impartial placé sous les auspices des Nations unies."
3. Après avoir accepté cette décision, l'Inde n'a pas respecté ses engagements qui découlent des résolutions pertinentes des Nations unies et réclame le Cachemire comme étant "partie intégrante" de son territoire. Elle s'est employée à maintenir son occupation du Cachemire en ayant recours à la force et à la liquidation brutale du peuple de Cachemire.
4. La lutte du peuple du Cachemire pour l'exercice de son droit inaliénable à l'autodétermination a pris un nouvel élan en 1990. L'Inde y a réagi en lançant un assaut militaire de grande envergure contre les populations du Cachemire.
5. Plus de 600 000 soldats indiens mènent actuellement une campagne intensive de répression pour étouffer la résistance du peuple de Cachemire et soumettre la population civile à leur autorité.
6. Récemment, l'aviation a été mise à contribution, selon des informations recueillies, pour appuyer les attaques au sol menées contre les Cachemiri. Les attaques des forces indiennes par delà la ligne de contrôle et à l'intérieur d'Azad Cachemire sont devenues plus fréquentes. Ces violations de la ligne de contrôle sont constatées par les observateurs militaires des Nations unies (UNMOGIP).
7. La détérioration de la situation dans le Cachemire occupé par l'Inde constitue une sérieuse menace à la sécurité en Asie du Sud.
8. Principale question entâchant les relations entre l'Inde et le Pakistan, le conflit du Cachemire a créé des tensions et a considérablement accru les inquiétudes

quant à la sécurité dans la région. Il a également entravé les efforts visant à la limitation des armes conventionnelles et à la non-prolifération nucléaire en Asie du Sud.

9. Il est évident que la poursuite imprudente par l'Inde d'une solution militaire" pour résoudre le problème du Cachemire n'est pas viable et a, au contraire eu, pour résultat, de provoquer le mécontentement général des populations du Cachemire.
10. En outre, une telle politique annihile ipso facto la possibilité d'initier un véritable et sérieux processus politique en vue de parvenir à un règlement pacifique du conflit du Cachemire.
11. L'Inde a cherché à rendre le Pakistan responsable de la recrudescence du militantisme au Cachemire. Jusqu'ici elle n'a pas encore répondu favorablement à l'offre du Pakistan concernant le déploiement d'observateurs internationaux pour surveiller la ligne de contrôle. Au contraire, elle s'est souvent employée à limiter la présence de l'UNMOGIP au Cachemire.
12. Selon les statistiques compilées par divers groupes concernés par les droits de l'homme, 40 200 cachemiri ont été tués, 362 écoliers brûlés vifs, 35 201 personnes handicapées pour la vie, 92 491 personnes portées disparues, 41 690 personnes chassées de leurs foyers, 88 hôpitaux détruits et 9 633 maisons et 6782 boutiques incendiées au cours de la période allant du 1er janvier 1990 au 20 juillet 1994. Des milliers de Cachemiri languissent en prison et dans les centres de détention.
13. Les forces indiennes de sécurité ont eu recours de sang-froid à l'usage aveugle de la force et massacré beaucoup de populations civiles. Le 6 janvier 1993, 45 civils du Cachemire ont été tués par les forces de sécurité des frontières (FSF) à Sopore. Le 10 avril 1993, 10 cachemiri ont été tués par les FSF à Lalchowk Srinagar. Le 19 avril 1993, les FSF ont ouvert le feu sur une marche estudiantine à Sopor faisant 6 morts parmi les jeunes. Le 22 octobre 1974, 30 cachemiri ont été tués lorsque les FSF ont tiré sur une manifestation de protestation pacifique à Bijbehara. Le 27 novembre 1993, 15 cachemiri ont été tués à Sopore pendant le siège et des opérations de recherches menées par l'armée indienne. Le 27 janvier 1994, 18 personnes ont été tuées à Kupwara au cours de tirs aveugles déclenchés par l'armée indienne. Les 18 et 19 mars 1994, l'armée indienne a tué 13 civils dans la localité d'Anantnag. Le 20 août 1994, 22 Cachemiri ont été tués à Srinagar.
14. Des rapports bien documentés préparés par Asia Watch, Amnesty international et même les groupes indiens s'occupant des droits de l'homme, confirment les violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme au Cachemire.

15. Un rapport intitulé "exemple d'impunité" et publié par Asia Watch indique qu'au Cachemire "les forces gouvernementales indiennes ont systématiquement violé les droits de l'homme et le droit humanitaire international. La plus grave de ces violations a été l'exécution sommaire de centaines de détenus gardés par les forces de sécurité. De tels massacres sont devenus pratique courante."
16. Le rapport a, en outre, indiqué que "les soldats de l'armée indienne et les troupes para militaires fédérales de la force de police centrale des réserves (CRPF) ainsi que les forces de sécurité des frontières, mènent de fréquentes représailles contre les populations civiles, en ouvrant le feu dans des marchés très fréquentés et des quartiers résidentiels et en incendiant tout le voisinage. Au cours d'opérations de recherches, les forces de sécurité attaquent régulièrement les civils. Les forces de sécurité ont également fait usage d'armes de destruction massive contre des manifestants pacifiques et tirés sur des civils sans armes. La législation en matière de sécurité a, de son côté, favorisé de tels abus en autorisant les forces de sécurité à tirer, à tuer, et à détruire les biens civils".
17. Le rapport souligne que "beaucoup de détenus confiés à la garde des forces de sécurité au Cachemire ont été torturés. Les méthodes de tortures comprennent de sévères bastonnades, des chocs électriques au niveau des pieds ou des mains, brûlures, abus sexuels, tortures psychologiques et humiliations. La forme de torture communément pratiquée consiste à écraser les muscles de la jambe avec un très lourd rouleau en bois. Cette pratique provoque la sécrétion de toxines des muscles endommagés, ce qui peut provoquer une insuffisance rénale très aiguë."
18. D'autre part, le rapport indique que les cas d'enlèvement imputés aux agents de sécurité sont devenus plus fréquents. Les enlèvements ont très souvent lieu au cours des actions de répression, et d'opérations de fouilles et de recherches pendant lesquels les gens sont arrêtés à des fins d'identification dans les parcs où dans les cours des écoles pendant que les forces de sécurité opèrent des fouilles dans leur maison. Les forces de sécurité ont fréquemment mené des raids dans des hôpitaux et autres structures médicales y compris les pédiatries et les centres obstétricaux".
19. Les jeunes cachemiri sont particulièrement ciblés par les forces de sécurité. Dans son rapport intitulé "un drôle de destin" publié le 15 décembre 1993, Amnesty international souligne qu'au "Jammu et Cachemire, les forces de sécurité arrêtent fréquemment les jeunes gens qu'ils suspectent de soutenir les sécessionnistes armés. Les parents de telles personnes sont également arrêtés. Les cachemiri qui, par le passé, n'étaient pas en faveur de la sécession ont été

tellement brimés que leur sympathie à l'égard des groupes sécessionnistes s'est accrue. Ainsi, virtuellement toute la population est suspecte aux yeux des forces de sécurité. L'officier de police Kumar a déclaré à Reuters le 19 avril 1993: "quiconque prononce le mot indépendance peut faire l'objet d'une arrestation et ceci concerne tout le monde."

20. Depuis 1990, toutes les conférences ministérielles et au sommet de l'OCI ont adopté des résolutions sur la question du Cachemire.
21. Dans ses différentes résolutions, l'OCI a condamné les violations massives des droits de l'homme du peuple du Cachemire et a invité l'Inde à mettre un terme aux actes de répression, à respecter les droits du peuple du Cachemire, y compris son droit à l'autodétermination, et à rechercher un règlement pacifique à la question du Jammu et Cachemire, conformément aux résolutions pertinentes de l'ONU et aux dispositions de l'Accord de Simla.
22. En application des résolutions de la vingtième conférence islamique des ministres des Affaires étrangères et du sixième sommet islamique sur le différend de Jammu et Cachemire, le président de la vingtième conférence islamique des ministres des Affaires étrangères a pris les contacts nécessaires avec le gouvernement de l'Inde pour lui proposer l'envoi d'une "mission de bons offices" tel qu'envisagé par le sixième sommet islamique. Le gouvernement indien, qui considère le Jammu et Cachemire comme partie intégrante de son territoire, a rejeté cette offre.
23. En janvier 1993, le secrétaire général a demandé au gouvernement de l'Inde d'autoriser l'envoi d'une mission d'enquête de l'OCI au Jammu et Cachemire. Cette demande a également été rejetée par le gouvernement indien.
24. Au vu de ce qui précède, le secrétaire général a chargé la mission d'enquête de l'OCI de se rendre à Azad-Cachemire en vue d'évaluer la situation sur la base des données recueillies auprès des populations déplacées du Cachemire et des victimes de la répression indienne, qui avaient réussi à franchir la ligne de contrôle.
25. Le rapport de la mission d'enquête de l'OCI sur la situation au Cachemire conduite par le Secrétaire général adjoint, l'Ambassadeur Ibrahim Bakr, a été présenté par le secrétaire général à la 21^e conférence islamique des ministres des Affaires étrangères. Il y est dressé un sombre portrait de la brutalité systématique commise aveuglément par les forces de sécurité indiennes à l'encontre d'un peuple innocent.

26. La mission d'enquête a également noté que la situation au Cachemire occupé par l'Inde nécessitait l'application intégrale des principes du droit international humanitaire, y compris la quatrième Convention de Genève du 12 août 1949 relative à la protection des populations civiles en temps de guerre et en particulier les dispositions de la section III de cette convention portant sur les territoires occupés.
27. La mission d'enquête a recommandé que les Etats membres de l'OCI, conjuguent leurs efforts, à tous les niveaux, en vue de persuader l'Inde de mettre un terme à la répression au Cachemire. Elle a exhorté les Etats membres à revoir leurs relations économiques, commerciales, scientifiques, culturelles, de main-d'oeuvre et autres échanges avec l'Inde, en faisant de l'arrêt de la politique et des pratiques de répression qu'elle mène au Cachemire une condition pour le maintien de ces relations.
28. La 21e conférence islamique des ministres des Affaires étrangères, tenue du 25 au 29 avril 1993, à Karachi, République islamique du Pakistan, a, entre autres, fait siennes les recommandations contenues dans le rapport du Secrétaire général et condamné les violations massives des droits de l'homme du peuple du Cachemire et a appelé au respect des droits de ce peuple y compris son droit à l'autodétermination. Elle a invité l'Inde à permettre aux instances internationales s'occupant des questions de droit de l'homme et aux organisations humanitaires de visiter le Jammu et Cachemire.
29. Elle a invité les Etats membres à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de persuader l'Inde de mettre fin à la violation massive des droits fondamentaux du peuple de Cachemire et de lui permettre d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination, tel que consacré par les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.
30. Elle a invité le gouvernement de l'Inde à répondre favorablement, dans l'intérêt de la paix et de la sécurité dans la région, à l'offre de bons offices faite par la vingtième conférence islamique des ministres des Affaires étrangères et la sixième conférence islamique au sommet, et à permettre à la mission d'enquête de l'OCI de se rendre au Jammu et Cachemire.
31. Elle a exprimé son regret face à l'attitude négative du gouvernement de l'Inde au sujet de la proposition du Pakistan d'engager un dialogue bilatéral visant à résoudre le conflit du Jammu et Cachemire. Elle a soutenu les efforts du gouvernement du Pakistan pour l'ouverture d'un dialogue visant à la solution du conflit du Jammu et Cachemire et a invité le gouvernement de l'Inde à répondre positivement à ces efforts.

32. Elle a appelé à un règlement pacifique de la question du Cachemire et a affirmé qu'il est nécessaire d'engager un dialogue sérieux pour traiter les problèmes à fond et pour éliminer les causes principales de la tension entre l'Inde et le Pakistan. Elle a exprimé sa profonde préoccupation devant la tension qui prévaut actuellement et qui menace la sécurité et la paix dans la région. Elle a également invité l'Inde et le Pakistan à redéployer leurs forces dans les zones qu'elles occupaient au temps de la paix.
33. Elle a demandé au secrétaire général d'établir des contacts avec les gouvernements de l'Inde et du Pakistan, ainsi qu'avec les représentants authentiques du peuple de Jammu et du Cachemire en vue de promouvoir un règlement juste et pacifique du conflit du Cachemire. Elle a, de même, demandé au Secrétaire général d'envoyer une mission d'enquête de trois membres pour visiter le Jammu et Cachemire.
34. La Conférence a également recommandé que les Etats membres coordonnent leurs positions au sein de l'Assemblée générale des Nations unies et de la Commission des droits de l'homme en vue de garantir le respect des droits fondamentaux du peuple de Jammu et Cachemire.
35. La réunion ministérielle spéciale du Bureau de la Conférence islamique des ministres des Affaires étrangères de l'OIC, tenue à Islamabad le 13 juillet 1993, a, entre autres, condamné avec force la poursuite des violations massives et systématiques des droits de l'homme du peuple de Cachemire, et a exprimé sa profonde préoccupation face au déploiement de milliers de soldats indiens supplémentaires pour étouffer le soulèvement populaire au Cachemire en faveur de l'autodétermination. Elle a exhorté la communauté internationale à persuader l'Inde de mettre fin immédiatement à sa politique de répression contre le peuple du Cachemire et de lui permettre d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination. Elle a également lancé un appel aux Etats membres pour qu'ils apportent une assistance humanitaire au peuple cachemiri. De même, elle a réaffirmé les dispositions de la résolution No 9/21-P sur le conflit du Jammu et Cachemire adoptée par la 21^e Conférence islamique des ministres des Affaires étrangères et a appelé à un règlement pacifique de la question du Cachemire conformément aux résolutions des Nations unies.
36. En application de la résolution 9/21-P adoptée par la vingt et unième Conférence islamique des ministres des Affaires étrangères, le secrétaire général a, le 8 septembre 1993, invité de nouveau le gouvernement de l'Inde à recevoir une mission d'enquête de l'OIC et à lui permettre de visiter le Jammu et Cachemire. Dans une réponse officielle, le gouvernement de l'Inde a encore rejeté la demande de l'OIC.

37. Le 29 septembre 1993, la réunion de coordination des ministres des Affaires étrangères de l'OCI, tenue au siège des Nations unies à New York, a réaffirmé le contenu de la résolution No 9/21-P adoptée par la 21ème Conférence islamique des ministres des Affaires étrangères sur le différend de Jammu et Cachemire et condamné avec force les violations massives et systématiques des droits de l'homme au Cachemire. La réunion a exprimé sa profonde préoccupation face à l'intensification inquiétante de l'usage aveugle de la force contre les populations innocentes du Cachemire et face aux violations flagrantes des droits fondamentaux de ces populations, notamment les massacres, la torture et le viol, commises par les forces de sécurité indiennes dans le but d'étouffer le soulèvement du peuple du Cachemire, qui revendique l'autodétermination. Elle a invité la communauté internationale à persuader l'Inde de mettre un terme aux actes de répression et aux violations massives des droits fondamentaux du peuple du Cachemire et à permettre à celui-ci d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination tel qu'établi par les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Elle a appelé, à un règlement pacifique du conflit de Jammu et Cachemire conformément aux résolutions de l'ONU.
38. Le Secrétaire général a condamné avec force le siège de Hazrat Bal Shrine par le forces de sécurité indiennes et a demandé au Gouvernement de l'Inde de respecter le caractère sacré du site religieux et de lever le siège.
39. Le 8 février 1994, au cours de sa visite au Pakistan, le Secrétaire général a réitéré les profondes préoccupations de l'OCI face à l'ampleur de la répression indienne contre le peuple du Cachemire. Au cours de ses réunions avec le Premier ministre du Pakistan, et avec le président et le Premier ministre d'Azad Cachemire, il a réaffirmé le soutien total de l'OCI au peuple du Cachemire, ainsi que son attachement à un règlement négocié du problème du Cachemire, sur la base des résolutions pertinentes des Nations unies, qui garantissent le droit à l'autodétermination du peuple du Cachemire.
40. Le secrétaire général, dans une déclaration à la 5ème session de la Commission des droits de l'homme, réunie à Genève le 17 février 1994, a lancé un appel pour qu'il soit mis fin à la répression au Cachemire et a exhorté l'Inde à respecter les droits de l'homme du peuple du Cachemire, y compris son droit à l'autodétermination. Il a également souligné que l'Inde a malheureusement refusé d'autoriser la mission d'enquête de l'OCI à visiter le Cachemire.
41. Le 12 avril 1994, le secrétaire général a reçu, à Jeddah, une délégation indienne conduite par M. Salman Haider, secrétaire général du ministère indien des Affaires étrangères. Le secrétaire général a fait part à la

délégation indienne de sa profonde préoccupation face à la situation qui prévaut au Jammu et Cachemire, et a invité le gouvernement de l'Inde à bien vouloir autoriser la visite au Cachemire d'une mission d'enquête de l'OCI.

42. En juillet 1994, au cours de sa visite au Pakistan, le Secrétaire général a rencontré le premier Ministre d'Azad Cachemire et a eu avec lui, un échange de vues approfondi sur la situation au Cachemire.
43. La septième session extraordinaire de la Conférence islamique des ministres des Affaires étrangères a exprimé son inquiétude face à l'intensification alarmante de l'usage aveugle de la force et les violations flagrantes des droits fondamentaux des populations innocentes du Cachemire. Elle a également déploré que le Gouvernement indien n'ait pas réagi favorablement, à ce jour, à l'offre de bons offices faite par la 20ème conférence islamique des ministres des Affaires étrangères et réitérée par le sixième sommet islamique et que la Mission d'enquête de l'OCI n'ait pas reçu la permission des autorités indiennes pour se rendre au Jammu et Cachemire occupés par l'Inde.
44. Elle a pris note du rapport du Secrétaire général sur le conflit de Jammu et Cachemire (Doc EX-ICFM/7-94/PIL/D3) et a fait siennes les recommandations qui y sont contenues. Elle a appelé à un règlement pacifique du conflit du Jammu et Cachemire conformément aux résolutions pertinentes de l'ONU et à l'Accord de Simla.
45. Elle a condamné la poursuite des violations flagrantes des droits fondamentaux du peuple du Cachemire et a exigé le respect de ces droits y compris son droit à l'autodétermination. Elle a demandé aux Etats membres de prendre toutes les dispositions nécessaires pour convaincre l'Inde de cesser immédiatement de violer les droits de l'homme des Cachemiris et de permettre à ces derniers d'exercer leur droit inaliénable à l'autodétermination tel que prévu par les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Elle a invité l'Inde à permettre aux groupes de défense des droits de l'homme et aux organisations humanitaires de se rendre au Jammu et Cachemire.
46. Elle a exprimé son soutien aux efforts du Gouvernement du Pakistan visant à initier un dialogue bilatéral significatif pour permettre de résoudre le conflit du Jammu et Cachemire et a demandé au Gouvernement indien de répondre favorablement à de tels efforts. Elle a affirmé qu'un dialogue soutenu est essentiel pour aller au fond des problèmes et enrayer les causes fondamentales de tension entre l'Inde et le Pakistan.
47. Elle a exprimé sa vive préoccupation face à la tension actuelle qui menace la paix et la sécurité régionales.

Elle a invité l'Inde et le Pakistan à redéployer leurs forces dans les zones qu'elles occupaient en temps de paix.

48. Elle a lancé un appel aux Etats membres, aux institutions de l'OCI et autres institutions islamiques telles que le Fonds de solidarité islamique et les philanthropes pour qu'ils mobilisent des ressources et contribuent généreusement en faveur du peuple du Cachemire.
49. Elle a prié le gouvernement de l'Inde, dans l'intérêt de la paix et de la sécurité de la région, d'accepter l'offre de bons offices faite par la 20ème conférence islamique des ministres des Affaires étrangères et le sixième sommet islamique.
50. Elle a demandé au Secrétaire général d'entrer en contact avec les Gouvernements de l'Inde et du Pakistan et les représentants authentiques du peuple de Jammu et Cachemire en vue de promouvoir une solution juste et pacifique du conflit au Cachemire.
51. Elle a fait sienne la recommandation du secrétaire général selon laquelle il faudrait permettre aux représentants authentiques du peuple cachemiri d'exprimer leurs points de vue à l'OCI et au sein d'autres instances internationales et a demandé au Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires à cet effet.
52. Elle a également demandé au Secrétaire général d'envoyer une mission d'enquête de l'OCI composée de trois membres au Jammu et Cachemire conformément aux décisions des 20ème et 21ème conférences islamiques des ministres des Affaires étrangères et du sixième sommet islamique et de lui en faire rapport. Elle a invité le gouvernement indien à permettre à la mission d'enquête de l'OCI de se rendre au Jammu et Cachemire.
53. Elle a recommandé aux Etats membres de continuer à coordonner leurs positions et à prendre une action commune au niveau de l'Assemblée générale et de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, et d'autres instances internationales en vue de promouvoir le respect des droits fondamentaux du peuple de Jammu et Cachemire.
54. Elle a décidé de créer un groupe de contact de l'OCI sur le Jammu et Cachemire aux Nations unies à New York, en vue de coordonner les efforts des Etats membres aux fins de promouvoir le droit à l'autodétermination du peuple du Cachemire conformément aux résolutions des Nations unies et de sauvegarder ses droits fondamentaux. Elle a demandé au Secrétaire général de prendre les mesures appropriées pour mettre sur pied sans délai, le Groupe de contact de l'OCI sur le Cachemire, en consultation avec le Président de la 21ème conférence islamique des ministres des Affaires étrangères.

55. La réunion annuelle de coordination des ministres des Affaires étrangères des Etats islamiques, tenue le 3 Octobre 1994 au siège des Nations Unies à New York a réaffirmé la résolution 3/7-EX sur le conflit du Jammu et Cachemire adoptée par la septième session extraordinaire de la Conférence islamique des ministres des Affaires étrangères.
56. Elle a condamné les violations flagrantes et continues des droits fondamentaux du peuple de Jammu et Cachemire et a exigé le respect de ces droits y compris le droit à l'autodétermination. Elle a demandé à la communauté internationale de prendre toutes les dispositions nécessaires pour convaincre l'Inde de cesser immédiatement de violer les droits fondamentaux du peuple de Jammu et Cachemire et de permettre à ces derniers d'exercer leur droit inaliénable à l'autodétermination tel que prévu par les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.
57. Elle a appelé à un règlement pacifique du conflit du Jammu et Cachemire conformément aux résolutions pertinentes de l'ONU et a exprimé son soutien aux efforts du gouvernement du Pakistan visant à initier un dialogue bilatéral significatif pour permettre de résoudre le conflit du Jammu et Cachemire et a demandé au gouvernement indien de répondre favorablement à de tels efforts. Elle a réaffirmé qu'un dialogue soutenu est essentiel pour aller au fond des problèmes et enrayer les causes fondamentales de tension entre l'Inde et le Pakistan.
58. Elle a exprimé sa vive préoccupation face à la tension actuelle qui menace la paix et la sécurité en Asie du sud, et a invité l'Inde et le Pakistan à redéployer leurs forces dans les zones qu'elles occupaient en temps de paix.
59. Elle a lancé un appel à la communauté internationale, en particulier les Nations unies et le Comité international de la Croix rouge, pour qu'ils apportent une assistance humanitaire au peuple du Cachemire.
60. Elle a appelé à l'adoption de résolutions appropriées en vue de sauvegarder et de promouvoir les droits fondamentaux du peuple de Jammu et Cachemire au niveau de l'Assemblée générale et de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, et, à cet égard, elle a recommandé aux Etats membres de continuer à coordonner leurs positions et d'entreprendre une action commune.
61. Elle s'est félicitée de la création d'un Groupe de contact de l'OIC sur le Jammu et Cachemire aux Nations unies à New York, composé du Niger, du Pakistan, de l'Arabie Saoudite, de la Turquie et du Secrétaire général de l'OIC, en vue de coordonner les efforts des Etats membres et de promouvoir le droit à l'autodétermination et de sauvegarder les droits fondamentaux du peuple de Jammu et Cachemire conformément aux résolutions des Nations unies.

62. La septième Conférence islamique au Sommet a adopté la Résolution N° 8/7-P(IS) et une Déclaration spéciale sur Jammu et Cachemire.
63. Le Sommet a appelé entre autres à un règlement pacifique du conflit de Jammu et Cachemire, conformément aux résolutions pertinentes de l'ONU. Il a condamné les violations continues des droits de l'homme au Jammu et Cachemire, et exigé le respect des droits fondamentaux du peuple cachemiri, y compris le droit à l'autodétermination pour ce peuple. Il a invité les Etats membres à prendre toutes les dispositions nécessaires pour convaincre l'Inde de cesser immédiatement de violer les droits du peuple de Cachemire et de permettre à ce dernier d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination, tel que prévu par les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Il a également lancé un appel à l'Inde pour qu'elle permette aux groupes de défense des droits de l'homme et aux organisations humanitaires de se rendre au Jammu et Cachemire.
64. Il a soutenu les efforts du gouvernement du Pakistan visant à initier un dialogue bilatéral significatif pour permettre de résoudre le conflit de Jammu et Cachemire, et invité le gouvernement indien à répondre favorablement à ces efforts. Il a affirmé qu'un dialogue soutenu est essentiel pour aller au fond du problème et enrayer les principales causes de tension entre l'Inde et le Pakistan.
65. Il a exprimé sa vive préoccupation face à la tension actuelle qui menace la paix et la sécurité dans la région. Il a invité l'Inde et le Pakistan à redéployer leurs forces dans les zones qu'elles occupaient en temps de paix.
66. Le Sommet a demandé au gouvernement de l'Inde, dans l'intérêt de la paix et de la sécurité dans la région, d'accepter l'offre de bons offices faite par la 20e conférence islamique des ministres des Affaires étrangères et par le sixième sommet islamique.
67. Il a demandé au secrétaire général de se mettre en rapport avec les gouvernements de l'Inde et du Pakistan, ainsi qu'avec les représentants authentiques du peuple de Jammu et Cachemire, en vue de promouvoir une solution juste et pacifique du conflit au Cachemire et de prendre les mesures nécessaires pour permettre aux représentants authentiques du peuple cachemiri de se faire entendre au niveau de l'OCI et d'autres instances internationales. Il a également demandé au secrétaire général d'envoyer une mission d'enquête de l'OCI, composée de trois membres, au Jammu et Cachemire en appelant le Gouvernement indien à permettre à la mission d'enquête de l'OCI de se rendre au Jammu et Cachemire.

68. Il a recommandé aux Etats membres de continuer à coordonner leurs positions et à prendre une action commune au niveau de l'Assemblée générale de l'ONU et d'autres instances internationales en vue de promouvoir le respect des droits fondamentaux du peuple de Jammu et Cachemire. Il s'est félicité de la mise sur pied, conformément à la décision de la septième session extraordinaire de la Conférence islamique des ministres des Affaires étrangères, du groupe de contact de l'OCI sur le Jammu et Cachemire aux Nations unies composé du Niger, de l'Arabie Saoudite, de la Turquie, du Pakistan et du Secrétaire général de l'OCI. Il a demandé au Groupe de contact de l'OCI sur le Jammu et Cachemire de poursuivre ses efforts visant à promouvoir le droit à l'autodétermination du peuple de Cachemire, conformément aux résolutions des Nations unies, et de sauvegarder ses droits fondamentaux.
69. Il a lancé un appel aux Etats membres, aux institutions de l'OCI, et autres institutions islamiques tel que le Fonds de solidarité islamique et aux philanthropes pour qu'ils mobilisent d'importantes ressources en faveur du peuple du Cachemire.
70. La Commission internationale des juristes a publié un rapport en mars 1995, dans lequel il a condamné les graves violations des droits de l'homme perpétrées par les forces de sécurité indiennes au Cashemire. Le rapport a également fait état d'exécutions sommaires, de tortures, de disparitions, de destruction et de violations massives des droits de l'homme par les forces indiennes au Cashemire.
71. Suite à la destruction en mars 1995, du complexe islamique de Sharar-e- Sharif, vieux de 535 ans, le Secrétaire général, dans une déclaration officielle a énergiquement condamné l'action militaire indienne menée contre les pacifiques résidents de Sharar-e-Sharif et la destruction du patrimoine islamique du peuple Cachemiri. Le Groupe de contact de l'OCI sur le Jammu et Cachemire a également adopté une déclaration pour condamner les attaques contre Sharar-e- SHarif et a adressé une lettre au Président du Conseil de sécurité à ce sujet.
72. Au mois de juillet 1995, le groupe "Al Faran" a pris en otage un groupe de 4 touristes occidentaux près de Pahalgam, au Cashemire occupé. Ces touristes étaient de nationalités américaine, britannique, allemande et norvégienne. Le Secrétaire général a, dans une déclaration, condamné cet acte et a demandé la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages. Le gouvernement pakistanais a également condamné la prise d'otage et a demandé à plusieurs reprises leur libération immédiate et en toute sécurité.
73. Le gouvernement indien a prorogé l'administration du Cashmire par décret présidentiel pour une autre période de six mois à compter du mois de juillet 1995. L'extension est de 5 ans, car la situation ne semble pas permettre la

tenue des élections comme le souhaiterait le gouvernement indien. La Conférence de toutes les parties Hurriet, une alliance de tous les grands partis politiques du Cashmire occupé, est fortement opposée aux élections projetées dans le cadre de la constitution indienne d'autant plus que la Conférence demande un plébiscite conformément aux résolutions de l'ONU. Dans ce contexte, les dirigeants Cashemiris ont boycotté les élections du 28 juillet 1995 parrainées par l'Inde pour le Conseil autonome de Leh Hill dans le district de Ladak, au Cashemire occupé.

74. Ces dernières semaines la tension est montée de façon alarmante au Cashemire à cause de l'accroissement des violations de la ligne de contrôle par les troupes indiennes, le déploiement de troupes indiennes supplémentaires le long de cette ligne.
75. La question du Cachemire a deux aspects distincts quoique intimement liés à savoir : la négation continue du droit à l'autodétermination et les violations massives des autres droits fondamentaux du peuple du Cachemire. Les deux aspects doivent être examinés ensemble. Dans les deux cas, la communauté internationale en particulier les Nations unies doivent s'acquitter de leurs responsabilités historiques vis-à-vis des populations du Cachemire en mettant en oeuvre leurs résolutions pertinentes.
76. Bien qu'il y ait une prise de conscience grandissante au niveau international, de la gravité de la situation au Cachemire, il demeure que ces préoccupations devraient être traduites en action concrètes en vue de protéger et de promouvoir les droits fondamentaux de l'homme et la liberté du peuple du Cachemire. A cet égard, les Etats membres de l'OCI doivent davantage conjuguer leurs efforts en particulier au niveau des Nations unies.
77. Le Secrétaire général demeure préoccupé par la tension entre l'Inde et le Pakistan engendrée par le conflit au Cachemire qui menace la paix et la sécurité en Asie du Sud. Une solution satisfaisante du conflit du Jammu et Cachemire, conformément aux résolutions pertinentes des Nations unies, est indispensable à l'instauration de la paix et de la stabilité dans toute la région.
78. Le Secrétaire général soumet le présent rapport à la réunion annuelle de coordination des ministres des Affaires étrangères pour examen et décision appropriée.

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL
SUR
LA SITUATION EN AFGHANISTAN
A LA
REUNION ANNUELLE DE COORDINATION
DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES

SIEGE DES NATIONS UNIES, NEW YORK
8 JOUMADA AL-AWWAL 1416 H
2 OCTOBRE 1995

1. L'Organisation de la conférence islamique demeure profondément préoccupée par la poursuite des hostilités en Afghanistan, qui ont engendré des destructions massives et qui, outre l'accroissement de la misère qu'elles infligent au peuple afghan, pourraient avoir des répercussions graves sur l'unité et l'intégrité territoriales de ce pays islamique.
2. Depuis la libération de l'Afghanistan, l'OCI a concentré ses efforts sur la promotion de la paix et de la stabilité en oeuvrant en faveur de l'unité, de l'harmonie et de la réconciliation entre tous les secteurs de la société afghane, afin de permettre à la nation afghane de mobiliser toutes ses énergies pour faire face aux grands défis de reconstruction nationale et de développement économique et social.
3. Avec la chute du régime de Najibullah au mois d'avril 1992, le transfert sans heurts du pouvoir aux Moujahidines afghans a constitué l'objectif principal de l'action de l'OCI.
4. Les accords du 24 avril 1992, signés par les leaders des Moujahidine afghans sur la formation du nouveau gouvernement, ont constitué une étape importante de l'histoire afghane et ont conduit à la mise en place, le 28 avril 1992 à Kaboul, du gouvernement de l'Etat islamique d'Afghanistan.
5. Cependant, l'espoir d'une paix et d'une stabilité durables s'est vite dissipé, dans la mesure où les combats entre les factions des Moujahidine ont éclaté à l'intérieur et aux alentours de Kaboul, causant d'immenses pertes en vies humaines et en biens. Ces événements tragiques ont, du reste, empêché le lancement du programme OCI/BID d'assistance pour la reconstruction nationale.
6. La sécurité s'est davantage détériorée en janvier et février 1993. Le secrétaire général a exprimé sa profonde préoccupation face à ces combats fratricides se déroulant à

l'intérieur et aux alentours de Kaboul et ayant entraîné des pertes considérables en vies humaines et en biens. Ces combats ont également obligé certaines missions diplomatiques de Kaboul à fermer leurs portes et ont créé une nouvelle vague d'exode de réfugiés. Le Secrétaire général a lancé un appel aux parties concernées pour qu'elles cessent les hostilités et recherchent, par le dialogue, une solution pacifique à leurs différends.

7. Le secrétaire général a accueilli favorablement l'annonce de l'initiative prise par le Serviteur des Deux Saintes Mosquées, le Roi Fahd Bin Abdoul Aziz pour restaurer la paix en Afghanistan. Le 25 janvier 1993, le secrétaire général a fait à la presse une déclaration dans laquelle il a salué cette noble initiative, tout en exprimant le soutien total de l'Organisation de la conférence islamique pour son succès. Il a exhorté les leaders des Moujahidine Afghans à répondre positivement à l'appel lancé par le Serviteur des deux saintes Mosquées, à cesser toutes les hostilités et à résoudre leurs différends par des moyens pacifiques.
8. Le représentant spécial du secrétaire général pour l'Afghanistan, l'ambassadeur Ibrahim Bakr, a visité la région en février et en mars 1993 et a rencontré les leaders des Moujahidine afghans dans le cadre des efforts entrepris par l'OCI pour apporter un appui total, politique et diplomatique, à l'initiative de paix du Serviteur des deux saintes Mosquées, le Roi Fahd Bin Abdoul Aziz.
9. En réponse à l'appel lancé par le Serviteur des Deux Saintes Mosquées, le Roi Fahd Bin Abdoul Aziz et grâce aux efforts inlassables du Premier ministre de la République Islamique du Pakistan, Son Excellence Mouhammad Nawaz Sharif, tous les leaders des factions moujahidine se sont réunis à Islamabad pour signer le 7 mars 1993 l'Accord sur la paix en Afghanistan.
10. L'accord sur la paix en Afghanistan a été ratifié par les leaders des Moujahidine Afghans le 12 mars 1993, à Makkah Al-Moukarramah, en présence du Serviteur des Deux Saintes Mosquées, le Roi Fahd Bin Abdoul Aziz et du Premier ministre Pakistanais, S.E. Mohammad Nawaz Sharif. Le Secrétaire général a pris part à cette cérémonie spéciale et a félicité les leaders afghans à l'occasion de la réalisation de cet acquis historique.
11. Le secrétaire général a également exprimé son appréciation aux gouvernements du Royaume d'Arabie Saoudite, de la République Islamique du Pakistan et de la République Islamique d'Iran, pour le soutien sans faille qu'ils ont apporté au processus de paix et à la reconstruction nationale en Afghanistan.

12. Conformément à l'Article X de l'Accord sur la paix en Afghanistan, l'OCI a été chargée de contrôler en collaboration avec les représentants des parties Afghanes concernées, le cessez-le-feu et l'arrêt des hostilités en Afghanistan. A la lumière du mandat que la Sixième conférence islamique a donné à l'OCI dans sa résolution No 8/6-P (IS) par laquelle elle a entre autre, recommandé aux Etats d'accorder à "l'OCI un rôle actif dans le règlement du problème afghan", le Secrétaire général a accepté les responsabilités conférées à l'OCI conformément à l'Article X.
13. Le 12 mars 1993, le Secrétaire général a rencontré à Makkah Al-Moukarramah, S.E. le Président Bourhanouddine Rabbani, S.E. le Premier ministre Goulbouddine Hikmetyar et tous les autres leaders des Moujahiddine afghans et a discuté avec eux des modalités de suivi en application de ce rôle de contrôle. Les leaders des Moujahidine se sont félicités du rôle que l'OCI jouera dans le cadre de l'accord sur la paix en Afghanistan et ont accueilli favorablement la décision de l'OCI d'ouvrir un Bureau à Kaboul en vue de faciliter la mission des observateurs chargés de superviser le cessez-le-feu et l'arrêt des hostilités.
14. Le secrétaire général a préparé le projet de protocole définissant le mécanisme de contrôle devant être mis en place par l'OCI. Le projet de protocole envisage l'envoi sur les lieux d'un nombre limité d'observateurs choisis dans les Etats membres. Ces observateurs seront chargés de superviser le cessez-le-feu et l'arrêt des hostilités, conformément à l'accord de paix en Afghanistan. Pour entreprendre ces opérations, l'OCI devra ouvrir un Bureau à Kaboul et un autre à Islamabad.
15. Après avoir consulté le gouvernement afghan et toutes les parties afghanes concernées, le Secrétaire général a demandé à quelques Etats membres de fournir des observateurs qui seront déployés en Afghanistan.
16. Les modalités des opérations de maintien de la paix devant être assurées par l'OCI en Afghanistan ont fait l'objet d'étroites consultations entreprises par le représentant spécial du Secrétaire général, l'Ambassadeur Ibrahim Bakr en collaboration avec le gouvernement et les leaders des moujahidine afghans. A cet effet, le représentant spécial du Secrétaire général s'est rendu dans la région au cours de la première semaine du mois d'avril 1993.
17. La vingt et unième Conférence islamique des ministres des Affaires étrangères, tenue à Karachi, République islamique du Pakistan, du 25 au 29 avril 1993, a noté l'importance de l'Accord de paix et de reconciliation signé à Makkah Al-Moukarramah le 12 mars 1993, et a lancé un appel pour son application. Elle a de même noté avec appréciation les

efforts du Secrétaire général visant à mettre sur pied un mécanisme susceptible d'assurer le respect du cessez-le-feu et l'arrêt des hostilités en Afghanistan. Elle a invité les Etats membres à accorder tout leur soutien aux efforts du Secrétaire général et de son représentant personnel. La Conférence a également souligné l'importance de fournir une assistance pour la réhabilitation et la reconstruction de l'Afghanistan. C'est dans ce cadre que la BID a été invitée à envoyer dès que possible, un groupe d'experts en Afghanistan, pour évaluer en collaboration avec le gouvernement afghan, la situation et soumettre un rapport détaillé, spécifiant les besoins de ce pays pour sa réhabilitation et sa reconstruction. La conférence a, par ailleurs, lancé un appel aux Etats membres et à la communauté internationale pour une assistance humanitaire et financière en faveur de l'Afghanistan et de ses réfugiés qui attendent toujours d'être rapatriés de la République islamique du Pakistan et de la République islamique d'Iran.

18. Le 18 mai 1993, à la suite du déclenchement de nouveaux combats entre les factions en Afghanistan, entraînant la mort de centaines de civils innocents, le Secrétaire général a lancé un appel à tous les dirigeants du pays en faveur d'un cessez-le-feu immédiat qui aboutirait à la paix et à la stabilité grâce aux négociations et à la compréhension.
19. Le représentant personnel du secrétaire général, l'Ambassadeur Ibrahim Bakr, chargé de la question afghane, s'est rendu à Islamabad et à Peshawar du 19 au 20 mai 1993. A Islamabad, il s'est entretenu avec de hauts responsables du ministère des Affaires étrangères, avec lesquels il a eu un échange de vues sur la situation actuelle de l'Afghanistan. Plus tard, à Peshawar, le représentant personnel a rencontré une délégation gouvernementale afghane dirigée par le Président Rabbani. La délégation de l'OCI a été informée des différentes dispositions prises par le gouvernement afghan pour la création d'une infrastructure administrative dans le pays. Tout en remerciant le Secrétaire général pour son soutien total, la délégation afghane a également demandé que les Etats membres de l'OCI multiplient leurs efforts visant à mobiliser une assistance pour la réhabilitation et la reconstruction du pays. Dans ce cadre, les dirigeants afghans ont émis l'espoir que tous les points de l'Accord de Makkah Al-Moukarramah soient exécutés afin de faciliter le rétablissement de la paix et de la stabilité dans le pays, ce qui permettra le retour des réfugiés. En outre, ils ont demandé à l'OCI d'accélérer l'ouverture de son bureau à Kaboul et de désigner des observateurs chargés de superviser le cessez-le-feu.

20. Le représentant personnel du secrétaire général a également échangé des vues avec le représentant personnel du Secrétaire général de l'ONU, l'ambassadeur Misouris, à Islamabad. Le programme d'aide humanitaire et de reconstruction a été aussi l'objet de discussions.
21. La réunion de coordination des ministres des Affaires étrangères de l'OCI tenue aux Nations Unies à New York le 29 septembre 1993, a approuvé les recommandations contenues dans le rapport du Comité Ad Hoc de l'OCI sur l'Afghanistan et décidé d'élargir le nombre de ses membres et de revoir son mandat en y ajoutant la dimension économique.
22. La réunion a également réaffirmé son engagement à promouvoir la paix et la stabilité en Afghanistan et à aider au développement économique et social du peuple afghan. Elle a exprimé son soutien aux efforts que déploie actuellement le gouvernement afghan en vue de supprimer les obstacles à la paix et à la stabilité et de créer des conditions propres à favoriser le rapatriement et la réhabilitation des réfugiés et la reconstruction de l'Afghanistan. Elle a également mis l'accent sur l'importance du respect des principes de non intervention et de non ingérence dans les affaires intérieures de l'Afghanistan.
23. La réunion a, en outre, exhorté toutes les parties afghanes à conjuguer leurs efforts en vue de promouvoir une paix durable et a exprimé la disponibilité de l'Organisation de la conférence islamique à assumer ses responsabilités, dans le cadre de l'article X des accords de paix en Afghanistan du 7 mars 1993 sur la supervision du cessez-le-feu et l'arrêt des hostilités en Afghanistan. La réunion a exprimé son soutien aux efforts du secrétaire général et de son représentant personnel, efforts visant à instituer un mécanisme de suivi de l'OCI en Afghanistan.
24. La réunion a également salué les efforts déployés par l'Afghanistan et le Tajikistan dans la recherche d'un règlement pacifique de leur différend et a exprimé la disponibilité de l'OCI à aider à promouvoir la réconciliation et la paix
25. L'Assemblée générale des Nations unies a adopté au cours de sa 48e session, qui s'est tenue en décembre 1993, la résolution No 47/119 sur l'aide internationale d'urgence devant être apportée à l'Afghanistan dans le cadre de la réparation des dégâts causés par la guerre. Par cette résolution, elle a lancé un appel à tous les Etats pour qu'ils apportent, dans la mesure de leur possibilité, et sur une base volontaire une aide financière, technique et matérielle permettant de rapatrier et de réinstaller les réfugiés ainsi que les personnes déplacées à l'intérieur du pays, de restaurer entièrement les principaux services

et de reconstruire l'Afghanistan. Elle a également exprimé l'espoir de voir la Communauté internationale répondre de façon adéquate à l'appel pour l'aide humanitaire d'urgence en faveur de l'Afghanistan que le Secrétaire général a lancé le 5 juin 1992.

26. Dès le déclenchement de nouvelles hostilités au début du mois de janvier 1994, le secrétaire général a lancé un appel au cessez-le-feu et à l'arrêt des hostilités, et a exhorté les dirigeants de l'Afghanistan à régler leurs différends par des moyens pacifiques.
27. Le représentant personnel du secrétaire général pour l'Afghanistan, l'Ambassadeur Ibrahim Bakr, a visité la région le 9 janvier 1994 et tenu plusieurs séries de consultations approfondies avec les leaders et les représentants de toutes les parties afghanes. L'Ambassadeur Ibrahim Saleh Bakr a également tenu des consultations avec le gouvernement du Pakistan et le représentant personnel du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afghanistan. Au nom du Secrétaire général, l'Ambassadeur Bakr a renouvelé l'appel de l'OCI à un cessez-le-feu inconditionnel et offert les bons offices de l'OCI pour trouver une solution pacifique au conflit.
28. Le Secrétaire général a fait siens les appels lancés par l'Arabie Saoudite et le Pakistan à un cessez-le-feu immédiat et a envoyé une autre mission de l'OCI dans la région. Le Secrétaire général a également envoyé des messages urgents au Président et au premier ministre d'Afghanistan leur transmettant la profonde angoisse et la préoccupation de la Oummah islamique face à ce conflit fratricide et leur exprimant son empressement à visiter la région pour offrir l'aide de l'OCI pour mettre fin aux combats.
29. Par ailleurs, le Secrétaire général a entrepris des consultations avec les Etats membres directement concernés lors de sa visite à Genève pour participer à la réunion ministérielle du groupe de contact sur la Bosnie, tenue le 24 janvier 1994 et plus tard, lors de la Conférence ministérielle de l'OCE à Téhéran.
30. Le 2 février 1994, le Secrétaire général a de nouveau adressé des messages au Président Rabbani et au premier ministre Hikmatyar leur faisant part de la grave préoccupation de l'OCI quant au conflit armé et a réaffirmé que celle-ci était prête à aider au rétablissement d'une paix et d'une stabilité durable en Afghanistan.
31. Le Secrétaire général s'est rendu à Islamabad et à Peshawar les 9 et 10 février 1994 afin de lancer personnellement un appel au cessez-le-feu en Afghanistan au début du mois sacré de Ramadan.

32. Le 9 février 1994, le Secrétaire général a rendu public à Peshawar un appel adressé, au nom de l'Organisation de la Conférence islamique, au Premier ministre d'Afghanistan, à tous les chefs, tous les commandants, toutes les parties, tous les mouvements et d'une manière générale à tout le peuple d'Afghanistan pour qu'ils cessent toutes les hostilités armées et observent scrupuleusement un cessez-le-feu sur tous les fronts et dans toutes les régions d'Afghanistan à partir du 1er ramadan 1414 H.

Le secrétaire général a exhorté toutes les parties concernées à ne pas oublier la solennité du Saint mois de ramadan ni les injonctions du Saint Coran qui interdisent explicitement l'effusion du sang innocent et les combats entre musulmans frères.

Le secrétaire général a renouvelé l'offre faite par l'Organisation de la Conférence islamique d'aider et de faciliter un processus politique en Afghanistan qui prévoirait une solution pacifique de différends entre frères en Islam et permettrait de canaliser l'immense potentiel de la nation afghane vers l'établissement d'une paix durable.

33. Le 9 février 1994, le Secrétaire général a également rencontré les représentants officiels du président Rabbani, du Premier ministre Hikmatyar et autres dirigeants afghans. Il a eu également des entretiens approfondis avec les dirigeants afghans à Islamabad. Pendant ces réunions, le secrétaire général a fait part de la profonde angoisse et de la préoccupation de la Oumma islamique toute entière face aux combats qui déchirent l'Afghanistan et qui ont causé la mort de milliers d'innocents et provoqué des souffrances indicibles au sein du peuple afghan. Il a exprimé le regret que tous les appels antérieurs de l'OCI, ainsi que ceux lancés par les amis de l'Afghanistan pour un cessez-le-feu et l'arrêt des hostilités, soient restés sans réponse. Le secrétaire général a insisté sur le fait qu'il n'y a pas de solution militaire au problème de l'Afghanistan. Il importe donc que toutes les parties intéressées acceptent un cessez-le-feu inconditionnel et déploient tous leurs efforts en vue de résoudre leurs différends pacifiquement, conformément aux injonctions du Saint coran et aux traditions islamiques.

Le secrétaire général a, par ailleurs, précisé aux dirigeants afghans que l'OCI reste disposée à appuyer les parties dans leurs efforts visant à trouver une solution pacifique à leur conflit mais que les efforts de l'OCI et autres, de ceux qui souhaitent la paix en Afghanistan et de l'ONU ne peuvent aboutir que s'il y a un cessez-le-feu durable. Le Secrétaire général a exhorté les parties afghanes à accepter inconditionnellement l'appel effectif dans le processus de rétablissement d'une paix juste et durable en Afghanistan.

Le secrétaire général a suggéré, au cas où le cessez-le-feu était respecté que l'OCI examinât la possibilité de convoquer toutes les parties à un lieu et à une date convenus en vue de lancer un processus inter-afghan à même de résoudre les problèmes et de préciser les directions où déployer des efforts pour instaurer une paix durable en Afghanistan. Parallèlement, l'OCI fera tout ce qui est en son pouvoir pour réunir des secours d'urgence et des provisions humanitaires susceptibles d'atteindre ceux qui sont touchés par la guerre.

34. Le 9 février 1994, à Peshawar, le secrétaire général a reçu un message du premier ministre Hikmatyar appréciant les efforts de l'OCI dans la recherche de la paix en Afghanistan. Il a rassuré le Secrétaire général de la coopération sincère du Conseil suprême de coordination de la révolution islamique de l'Afghanistan visant à rétablir la paix et la stabilité.
35. Le secrétaire général a également reçu le 10 février 1994, à Islamabad, un message du Président Rabbani acceptant l'appel de l'OCI pour un cessez-le-feu pendant le Ramadan.
36. Une réunion extraordinaire des Bureaux du Sommet et de la Conférence islamique des ministres des Affaires étrangères élargie aux Etats membres qui fournissent des troupes d'interposition de l'OCI en Afghanistan a été convoquée par le Secrétaire général au siège du Secrétariat général de l'OCI à Jeddah, le 27 février 1994.
37. La réunion s'est déclarée profondément préoccupée par les hostilités armées qui se poursuivent entre les différentes parties afghanes faisant de nombreux morts et d'immenses dégâts matériels. Elle a noté les dimensions humanitaires tragiques de ce conflit qui a engendré la famine et le dénuement dans différentes parties de l'Afghanistan causant un exode à grande échelle de réfugiés et un déplacement massif de populations à l'intérieur même de l'Afghanistan.

La réunion a exprimé le regret que, en dépit des nobles efforts déployés par l'OCI comme par les amis de l'Afghanistan et par d'autres bonnes volontés, il n'ait pas encore été possible de mettre fin aux hostilités. La réunion a lancé un appel aux dirigeants, et tout particulièrement au Président et au Premier ministre de l'Afghanistan pour qu'ils prennent des mesures immédiates afin de mettre fin à l'inutile effusion du sang des civils innocents et qu'ils acceptent de respecter un cessez-le-feu inconditionnel et durable. La réunion a invité toutes les parties afghanes à résoudre leurs différends par des moyens pacifiques et a réitéré à cet égard l'offre faite par l'OCI de parrainer un processus de paix inter-afghan. La réunion a décidé de faire siennes

les recommandations du Secrétaire général en faveur de l'ouverture d'un bureau à Islamabad. Elle a également appuyé l'idée de la mise en place, dès que possible, d'une mission d'observateurs de l'OCI pour le maintien de la paix en Afghanistan, tout en exprimant son appui total aux efforts menés à cet effet par le secrétaire général. La réunion a recommandé que tous les Etats membres examinent la possibilité d'accorder leur appui financier à travers des contributions volontaires spéciale pour l'ouverture d'un bureau de l'OCI pour l'Afghanistan à Islamabad et à Kaboul, ainsi que pour la mise en place de la mission de l'OCI pour la supervision du cessez-le-feu.

38. Fidèle à son engagement à apporter un soutien sans faille au peuple afghan, et considérant la détérioration de la situation en Afghanistan, ainsi que l'échec des accords de paix du 28 juin 1994, l'OCI a dépêché une délégation de haut niveau à Islamabad, en juin 1994. Sur les instructions du secrétaire général, la délégation de l'OCI a engagé des discussions avec les représentants de tous les groupements politiques d'Afghanistan en vue d'étudier les modalités de la tenue d'un conseil des dirigeants et/ou Loya Jirga (Grande Assemblée), de manière à ce que le peuple afghan prenne les décisions politiques nécessaires. Les efforts déployés par la délégation de l'OCI avaient pour but de promouvoir un processus politique intra afghans crédible pour parvenir à la définition d'une formule de cessez-le-feu permanent mutuellement acceptable et la mise en place d'un mécanisme susceptible de redynamiser les infrastructures politiques, institutionnelles et économiques de la société afghane.
39. En juillet 1994, le secrétaire général a visité le Pakistan et l'Afghanistan. Au cours de sa mission, il a eu des consultations élargies avec les dirigeants et les représentants des différentes parties afghanes, ainsi qu'avec les diverses couches de la société afghane, y compris les étudiants, les oulémas et les intellectuels.
40. Ces consultations à grande échelle étaient axées sur la recherche d'un cadre mutuellement acceptable par toutes parties et propice à un dialogue direct intra afghan pour la restauration de la paix et de la stabilité en Afghanistan.
41. Les modalités de lancement d'un tel processus de paix, sous les auspices de l'OCI, ont été examinées sur la base de l'approche que le secrétaire général a défini à ses interlocuteurs. Ses points de vue ont été recueillis sur les divers processus politiques en cours tendant à trouver un règlement à la crise en Afghanistan.
42. Tout en encourageant toutes les initiatives de paix en Afghanistan, le secrétaire général a souligné à ses interlocuteurs la nécessité d'élaborer un mécanisme acceptable qui bénéficierait du soutien de toutes les parties et de tous les secteurs de la société afghane.

43. Le secrétaire général a noté avec satisfaction que toutes les parties étaient conscientes du fait que le conflit afghan ne saurait être réglé par la voie militaire. Il est, par conséquent, impératif de redoubler d'efforts dans la recherche d'une solution politique acceptable par toutes les parties concernées et conforme aux aspirations légitimes du peuple afghan.
44. le secrétaire général a noté aussi la très grande convergence de vues de toutes les parties sur les problèmes de fond et de procédure, ainsi que sur les voies et moyens de résoudre la crise en Afghanistan.
45. Un consensus général s'est également dégagé quant à la nécessité de mettre en place un mécanisme préparatoire pour la promotion du processus de paix. Dans ce contexte, la proposition du secrétaire général pour la mise sur pied d'un comité préparatoire, sous les auspices de l'OCI, a été bien accueillie. En fait, plusieurs parties afghanes ont déjà désigné leurs représentants au sein du comité préparatoire proposé; d'autres ont donné leur accord de principe, et l'on s'attend à ce qu'elles désignent leurs représentants.
46. Le secrétaire général est d'avis que la conception et le cadre envisagés pour la mise sur pied d'un comité préparatoire pour le développement du processus de paix intra-afghan, offrent des moyens susceptibles d'intégrer tous les efforts déployés pour le rétablissement de la paix en Afghanistan.
47. Le secrétaire général est également conscient de la nécessité de redoubler d'efforts en vue de promouvoir une compréhension mutuelle entre les parties afghanes sur tous les problèmes relatifs à la mise en oeuvre d'un mécanisme provisoire. Le représentant de l'OCI pour l'Afghanistan a été chargé de suivre les consultations avec les parties afghanes sur ces questions.
48. Le secrétaire général a également souligné à ses interlocuteurs la nécessité de mettre fin à toutes les hostilités, afin que le processus des négociations ne soit pas entravé par des considérations tactiques ou autres. Il est évident qu'un cessez-le-feu durable créerait des conditions susceptibles de promouvoir une solution politique au problème afghan.
49. Le secrétaire général a exprimé sa gratitude pour la confiance que l'ensemble des dirigeants et des représentants du peuple afghan placent dans les efforts déployés par l'OCI et visant à faciliter le lancement d'un processus de paix intra afghan. L'OCI est déterminée à poursuivre ses efforts, avec le soutien de tous les pays islamiques.

50. Le secrétaire général s'est félicité du soutien et de l'assistance apportés par le gouvernement de la République Islamique du Pakistan pour lui faciliter sa mission, et de l'appui que d'autres pays islamiques, en particulier le Royaume d'Arabie Saoudite et la République Islamique d'Iran, ont apporté à l'initiative prise par l'OCI.
51. Au retour de la délégation de l'OCI à Jeddah, une réunion regroupant les représentants du comité ad hoc sur l'Afghanistan s'est tenue le 18 juillet 1994. Le secrétaire général adjoint, l'ambassadeur Bakr, a informé les membres du comité sur les diverses initiatives prises par le secrétaire général. Il les a également informés que l'OCI coopérait étroitement avec les Nations unies dans leurs efforts pour trouver un règlement au problème afghan.
52. Le secrétaire général a également continué à coordonner les efforts de l'OCI avec ceux déployés par les Nations unies pour le rétablissement de la paix en Afghanistan. Il a rencontré à Islamabad en juillet 1994, le représentant personnel du Secrétaire général des Nations unies pour l'Afghanistan. Des réunions ont également eu lieu en juillet 1994 entre le représentant permanent de l'OCI pour l'Afghanistan et l'envoyé spécial des Nations unies, S.E. Mahmoud Mestiri.
53. La septième session extraordinaire de la Conférence islamique des Ministres des Affaires étrangères, tenue du 7 au 9 septembre 1994 à Islamabad, République islamique du Pakistan a réaffirmé son engagement à promouvoir la paix et la stabilité en Afghanistan et à sauvegarder la souveraineté, l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale de ce pays.
54. Elle a noté avec une profonde préoccupation que depuis l'adoption de la résolution 8/21-P par la vingt et unième Conférence islamique des ministres des Affaires étrangères, il n'y a pas eu encore de consensus national entre les parties afghanes, ce qui a eu pour conséquence l'exacerbation de la crise politique qui a conduit à l'intensification du conflit armé.
- 55- Elle a lancé un appel aux dirigeants afghans pour qu'ils mettent tout en oeuvre en vue d'arrêter ce conflit et a souligné l'urgente nécessité d'un nouveau consensus politique entre les différentes parties afghanes. Elle a également affirmé la nécessité de lancer un processus inter-afghan crédible en vue de restaurer la paix et la stabilité en Afghanistan et remettre en place l'infrastructure politique, économique, sociale et institutionnelle de la société afghane.

56. Elle a également souligné la nécessité de promouvoir la réconciliation nationale et un rapprochement entre toutes les parties politiques et les couches de la société afghane, de démobiliser les groupes armés et de constituer une armée et une police nationales.
57. Elle a exprimé son appréciation et son soutien quant aux initiatives prises par le Secrétaire général et visant à promouvoir un processus de paix inter-afghan crédible. Elle a invité toutes les parties afghanes à accorder leur soutien total aux efforts déployés actuellement par le Secrétaire général et son représentant spécial pour l'Afghanistan. Elle a également réaffirmé la décision de la sixième Conférence islamique au Sommet selon laquelle l'OCI doit jouer un rôle actif dans la solution du problème de l'Afghanistan.
58. Elle a appuyé sa recommandation pour l'ouverture d'un Bureau de l'OCI pour l'Afghanistan ainsi que pour la mise en place d'un mécanisme de l'OCI. EN sa qualité de Représentant permanent, le Directeur du Bureau de l'OCI a entrepris plusieurs contacts avec les autorités, les leaders et les personnalités en Afghanistan et a oeuvré au renforcement des rapports de consultations et de coordination avec les organisations internationales chargées de la question.
59. Elle a exprimé son appréciation des efforts continus des Nations unies visant à attirer l'attention de la communauté internationale sur les problèmes aigus de l'Afghanistan, et à mobiliser l'assistance nécessaire à la réhabilitation et à la reconstruction du pays.
60. Elle a demandé à la Banque islamique de développement d'évaluer les dégâts et la destruction causés par la guerre et d'établir un rapport exhaustif sur les besoins pour la réhabilitation et la reconstruction du pays. Elle a également lancé un appel à la communauté internationale et notamment aux Etats membres pour qu'ils répondent aux exigences humanitaires de la situation en Afghanistan en fournissant une assistance généreuse. Elle a en outre exhorté les Etats membres et les institutions financières islamiques à fournir l'aide nécessaire en vue d'alléger les souffrances des réfugiés afghans se trouvant dans les Républiques islamiques d'Iran et du Pakistan et à faciliter leur retour et leur réinsertion.
61. La réunion annuelle de coordination des ministres des Affaires étrangères des Etats islamiques tenue le 3 Octobre 1994 au siège des Nations Unies à New York a adopté les recommandations contenues dans le rapport du Comité de l'OCI sur l'Afghanistan (Doc No OIC/NY-94/AFG/REP) et réitéré l'engagement de l'OCI à promouvoir la paix et la stabilité en Afghanistan et à sauvegarder la souveraineté, l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale de ce pays.

62. Elle a exprimé sa profonde préoccupation face à la poursuite du conflit fratricide en Afghanistan et a appelé à la cessation des hostilités. Elle a souligné la nécessité de promouvoir un nouveau consensus politique entre toutes les parties afghanes et à cet égard, elle a exprimé son appréciation quant aux efforts déployés par le Secrétaire général de l'OCI pour le lancement d'un processus de paix inter-afghan crédible.
63. Elle a appelé toutes les parties afghanes à coopérer pleinement avec les efforts en cours du Secrétaire général et son Représentant spécial visant à promouvoir la paix en Afghanistan.
64. Elle a également exprimé son appréciation des efforts menés par la mission spéciale des Nations unies pour l'Afghanistan dirigée par Son Excellence M. Mahmoud Mestiri et a noté que l'OCI et les Nations unies continuent de coopérer et de conjuguer leurs efforts pour instaurer la paix en Afghanistan.
65. Elle a appelé la communauté internationale à satisfaire les besoins humanitaires en Afghanistan et à apporter une assistance aux réfugiés afghans en République Islamique du Pakistan et en République Islamique d'Iran. Elle a également appelé au rapatriement rapide et à la réhabilitation des réfugiés afghans. Elle a exhorté la communauté internationale, en particulier les Etats membres et les institutions spécialisées de l'OCI, à contribuer à la reconstruction de l'Afghanistan.
66. Les pourparlers indirects tenus du 29 novembre au 7 décembre 1994 à Téhéran avec la participation du Représentant personnel pour l'Afghanistan, le Représentant permanent à Islamabad et le Représentant des Nations unies étaient consacrés à un échange de vues global sur les voies et moyens d'établir un cessez-le-feu, de mettre en place un mécanisme de transfert du pouvoir, un gouvernement provisoire et une infrastructure politique permanente en Afghanistan.
67. La septième Conférence islamique au Sommet a adopté une Résolution sur la situation en Afghanistan. La Conférence a entre autres exprimé sa profonde préoccupation face au conflit fratricide en Afghanistan, lancé un appel aux dirigeants de ce pays pour qu'ils mettent tout en oeuvre en vue de mettre immédiatement un terme à ce conflit et souligné l'urgente nécessité d'un nouveau consensus politique entre les différentes parties afghanes. Elle a affirmé la nécessité de lancer un processus inter-afghan crédible en vue de ramener la paix et la stabilité en Afghanistan et restaurer l'infrastructure politique, économique, sociale et institutionnelle de la société afghane. Elle a souligné la nécessité de promouvoir la réconciliation nationale et le rapprochement entre toutes

les parties politiques et les couches de la société afghane ainsi que la démobilisation des groupes armés et la constitution d'une armée et d'une police nationales. Elle a exprimé son appréciation et son soutien aux initiatives du Secrétaire général visant à promouvoir un processus de paix inter-afghan crédible. Elle a invité toutes les parties afghanes à accorder leur soutien total aux efforts déployés actuellement par le Secrétaire général et son représentant spécial pour consolider les progrès réalisés dans les pourparlers de paix indirects tenus à Islamabad et à Téhéran et les objectifs de paix et de réconciliation en Afghanistan.

68. Elle a accueilli avec satisfaction les efforts suivis des Nations unies pour attirer l'attention de la communauté internationale sur l'acuité des problèmes politiques et économiques en Afghanistan, promouvoir et mobiliser l'assistance nécessaire à la réhabilitation et à la reconstruction du pays et à cet égard, et a encouragé la poursuite de la coopération entre les efforts de l'OIC et ceux de la Mission spéciale des Nations unies.
69. Elle a lancé un appel à la communauté internationale et notamment aux Etats membres pour qu'ils répondent aux exigences humanitaires de la situation en Afghanistan en fournissant une assistance généreuse. Elle a exhorté les Etats membres et les institutions financières islamiques à fournir une assistance en vue d'alléger les souffrances des réfugiés afghans se trouvant dans les Républiques islamiques d'Iran et du Pakistan et qu'ils facilitent leur retour rapide et volontaire et leur réinsertion.
70. Dans le cadre de la mise en oeuvre de cette résolution, le Représentant personnel du Secrétaire général pour l'Afghanistan, l'Ambassadeur Ibrahim BAKR, a visité le Pakistan et l'Afghanistan en juin 1995. Il a eu des entretiens avec le Président Burhanuddin ainsi qu'avec les autres dirigeants afghans, les représentants des diverses parties afghanes et des Eminentes personnalités. Les dirigeants afghans ont fait preuve de bonne volonté pour permettre à l'OIC de jouer pleinement son rôle dans la promotion de la paix et de la réconciliation nationale en Afghanistan. Il a eu des entretiens à Kaboul, Jalalabad et au Pakistan avec les leaders, personnalités et autres groupes afghans sans exception. Ces entretiens qui se sont déroulés avec la participation du chef de la Mission de l'OIC à Islamabad, ont porté sur la possibilité de lancer un dialogue inter-afghan avec la participation de toutes les parties et l'ensemble de la société afghane en vue de la recherche d'une solution pacifique à la crise en Afghanistan.

71. Après avoir pris connaissance du rapport de son Représentant personnel, le Secrétaire général a envoyé une nouvelle mission au mois de juin 1995 pour mener de plus amples consultations avec les différentes parties afghanes et résorber les différences et divergences des points de vues afin de paver la voie à un processus de paix crédible et susceptible de réaliser la réconciliation nationale en Afghanistan.
72. La mise en place d'un mécanisme pour un dialogue inter-afghan demeure nécessaire pour aborder diverses questions relatives à la restauration de la paix et de la stabilité en Afghanistan. A cet égard, la mise en place d'un mécanisme préparatoire comprenant les représentants afghans, les parties, les personnalités et diverses couches de la société afghane constitue une étape importante.
73. Dans la poursuite des efforts déployés par l'OCI et visant à promouvoir la paix et la stabilité en Afghanistan, une mission de l'OCI s'est rendue en Afghanistan en juillet et août 1995. La mission s'est rendue dans diverses parties de l'Afghanistan et a eu de larges et utiles consultations avec les dirigeants afghans, les représentants des parties afghanes et diverses couches de la société afghane.
74. Les entretiens ont porté sur la proposition du Secrétaire général de mettre en place un comité préparatoire composé de représentants des partis et groupes politiques, des représentants des provinces et des personnalités afghanes de toutes les catégories pour élaborer les modalités de mise en oeuvre d'un processus de paix crédible et de réconciliation nationale inter-afghans et d'un dialogue inter-afghan le plus large possible. L'initiative de paix proposée par l'OCI a eu les encouragements des dirigeants afghans.
75. Le Secrétaire général a eu des entretiens constructifs à Jeddah avec le Chef de la Mission spéciale des Nations unies en Afghanistan, l'Ambassadeur Mahmoud Mestri avant la visite de ce dernier dans la région en juillet 1995. Le Secrétaire général s'est félicité de la consultation et de la coordination qui existent entre l'OCI et les Nations unies pour la promotion de la paix en Afghanistan. Des contacts continus sont maintenus entre le Secrétariat général et la Mission spéciale des Nations unies depuis le début de cette mission. Les Bureaux de l'OCI à New York et à Islamabad ont été en contact de manière continue avec les représentants des Nations unies. Le Secrétaire général a publiquement et de manière régulière exprimé son soutien à la mission spéciale de l'ONU. Sur les instructions du Secrétaire général, le Représentant de l'OCI à Islamabad a accompagné le chef de la Mission de l'ONU à Kaboul en février dernier en témoignage du soutien de l'OCI à ses efforts. Le Secrétariat général a proposé la mise en place d'une coopération institutionnelle à ce sujet par la

création d'un groupe de travail entre les deux Organisations sur la question. Le Secrétaire général a tenu à recevoir et informer directement les représentants des Nations unies de ses efforts.

76. Les efforts déployés par l'OCI en vue de promouvoir une paix et une stabilité durables en Afghanistan ont porté sur l'élaboration d'un cadre de travail crédible et acceptable pour aborder les questions politiques et de sécurité auxquels fait face l'Afghanistan y compris le transfert du pouvoir. L'objectif principal consiste à obtenir la nomination des représentants des diverses parties afghanes, des personnalités et des importantes couches de la société afghane pour assister à une réunion du Comité préparatoire en vue d'élaborer un ordre du jour accepté par toutes les parties pour un règlement pacifique de la question. La tenue d'une telle réunion d'un Comité préparatoire élargi constituerait un pas important vers le lancement d'un processus de paix et d'une réconciliation nationale en Afghanistan.
77. Dans la recherche de la paix et de la stabilité en Afghanistan, l'OCI poursuit ses efforts visant à favoriser une compréhension mutuelle entre les diverses parties afghanes sur toutes les questions relatives à la mise en place du Comité préparatoire proposé, au vu des entretiens positifs qui ont eu lieu avec la participation des divers dirigeants afghans à l'initiative de l'OCI. Dans ce cadre, les différentes parties afghanes ont été invitées à prendre part aux consultations informelles organisées les 10 et 11 septembre derniers à Jeddah en marge des festivités marquant le 25ème anniversaire de la création de l'OCI.
78. Le Secrétaire général poursuit ses efforts en vue de surmonter les difficultés qui se posent devant le lancement du processus de paix et en particulier celles liées à la recrudescence des combats fratricides qui ont engendré de nouvelles pertes humaines et matérielles et paralysent la vie en Afghanistan. Le Secrétaire général demeure convaincu qu'il n'y aura pas de solution militaire en Afghanistan. Aussi la nécessité urgente se fait-elle de plus en plus sentir pour commencer un processus de paix acceptable pour tous, crédible et pratique où regnera l'esprit de sacrifice et de conciliation.
79. Le 6 septembre 1995, une foule déchaînée a attaqué l'Ambassade du Pakistan à Kaboul tuant un employé et blessant vingt-cinq personnes dont l'Ambassadeur du Pakistan. Le Secrétaire général a condamné cette attaque barbare et a demandé aux autorités de Kaboul de prendre toutes les dispositions utiles pour assurer la protection des missions diplomatiques conformément aux conventions internationales.

80. Le Secrétaire général est convaincu que la réunion annuelle de coordination réaffirmera le soutien des efforts en cours pour parvenir à une paix durable en Afghanistan.
81. Le Secrétaire général soumet le présent rapport à la réunion annuelle de coordination des ministres des Affaires étrangères pour examen et décision appropriée.

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL

S U R

LA SITUATION EN SOMALIE

A LA

REUNION ANNUELLE DE COORDINATION DES
MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES DE L'OCI.

SIEGE DES NATIONS UNIES, NEW YORK

8 JOUMADA AL-AWWAL 1416 H

(3 OCTOBRE 1994).

1. L'Organisation de la Conférence islamique s'est efforcée de promouvoir la paix et la réconciliation nationale en Somalie et a participé activement depuis le début de la crise, à tous les efforts déployés aux niveaux régional et international à cette fin.
2. Il convient de rappeler que dans la cadre du mandat qui lui a été donné par le sixième Sommet islamique, Son Excellence M. Abdou DIOUF, Président de la République du Sénégal et Président en exercice de l'Organisation de la Conférence islamique a pris l'initiative de saisir le Conseil de sécurité des Nations unies du problème de la Somalie.
3. Le Conseil de sécurité a adopté le 23 janvier 1992, la résolution 733 (1992) par laquelle il a, entre autres dispositions, exprimé sa vive préoccupation face à la détérioration rapide de la situation en Somalie qui constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales. Il a imposé un embargo général sur toutes les livraisons d'armes et d'équipements militaires à la Somalie et a énergiquement exhorté toutes les parties en conflit à cesser immédiatement les hostilités, à convenir d'un cessez-le-feu et à promouvoir le processus de réconciliation et de règlement politique en Somalie. Il a également demandé au Secrétaire général des Nations unies, en coopération avec les Secrétaires généraux de l'OCI, de l'OUA et de la Ligue des Etats arabes, de prendre contact avec toutes les parties impliquées dans le conflit pour requérir leur engagement à mettre fin aux hostilités en vue de permettre la distribution de l'aide humanitaire, conclure un cessez-le-feu ainsi que son application et aider à l'aboutissement du processus d'un règlement politique du conflit somalien.
4. Dans le cadre de la mise en oeuvre de la résolution 733 (1992), l'OCI, l'OUA et la Ligue des Etats arabes ont été invitées à prendre part aux consultations sur la Somalie organisées par le Secrétaire général des Nations unies au siège des Nations unies à New York le 10 février 1992. Ces consultations ont abouti à l'élaboration d'un cadre conjoint pour intensifier les efforts visant à rétablir la paix en Somalie.

5. L'Organisation de la Conférence islamique a largement contribué au succès des négociations engagées par la délégation conjointe des Nations unies, de l'OCI, de l'OUA et de la Ligue des Etats arabes et qui ont abouti à la signature le 3 mars 1992, d'un accord de cessez-le-feu durable et vérifiable dans la région de Mogadiscio. Elle a également collaboré étroitement avec les Nations unies et d'autres organisations régionales en vue d'une approche commune visant à rétablir la paix en Somalie. Elle a pris part à toutes les équipes techniques dépêchées en Somalie par les Nations unies afin de mettre au point les modalités permettant d'assurer la mise en application de l'accord de cessez-le-feu, la fourniture de l'aide humanitaire, la préparation du terrain pour la convocation d'une Conférence de réconciliation nationale ainsi que les arrangements utiles à l'élargissement des opérations de maintien de la paix au delà de Mogadishio et d'autres questions connexes.
6. L'Organisation de la Conférence islamique s'est efforcée de mobiliser une assistance humanitaire en faveur de la Somalie. Le Secrétaire général a lancé à cet égard plusieurs appels à la Communauté internationale et en particulier aux Etats membres. A l'initiative du Secrétaire général, le Fonds de solidarité islamique a alloué 575 000 dollars américains destinés à l'achat de denrées alimentaires, de produits médicaux et à la fourniture d'autres aides d'urgence aux réfugiés somaliens. Le Secrétaire général a appelé la Banque islamique de Développement à accroître sensiblement son assistance humanitaire à la Somalie qui s'est élevée à 450.000 dollars US, fournie pour les réfugiés somaliens à Djibouti, au Kenya et au Yémen.
7. La réunion de coordination des ministres des Affaires étrangères, tenue à New York, le 23 septembre 1992, a exprimé sa profonde préoccupation face à la situation en Somalie et déploré les affrontements entre les divers factions, partis et mouvements somaliens qui ont pratiquement détruit toute l'infrastructure politique, économique et sociale du pays et causé d'immenses souffrances au peuple somalien. Elle a noté avec consternation que la famine et la guerre ont frappé quelque deux millions de somaliens et que des millions d'autres se trouvent dans un état de désespoir absolu. La réunion a exprimé son appréciation à Son Excellence le Président Abdou Diouf, Président de la sixième Conférence islamique au Sommet pour les initiatives qu'il a prises en vue de résoudre la crise somalienne. Dans ce contexte, elle s'est également félicitée des efforts que la communauté internationale était en train de déployer en vue de fournir une assistance humanitaire à la Somalie et a appelé à l'intensification de ces efforts.

8. Elle a également demandé la convocation par l'Organisation des Nations unies, en coopération avec l'OCI, l'OUA et la Ligue des Etats arabes, d'une conférence internationale sur la Somalie en vue de trouver une solution à tous les aspects du problème somalien. Elle a, en outre, réaffirmé l'engagement des Etats membres en faveur du rétablissement de la paix et de la sauvegarde de l'indépendance, de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale de la Somalie.
9. En décembre 1992, les Etats Unis ont pris l'initiative d'assurer la livraison de l'assistance humanitaire à la Somalie. Le Secrétaire général a reçu du Président des Etats Unis une lettre exposant les grandes lignes de cette initiative. Le Secrétaire général a exprimé son soutien à cette initiative qui s'inscrit dans le cadre de la résolution 794 (1992) du Conseil de sécurité, autorisant qu'une action soit prise en vertu du chapitre VII de la Charte de l'ONU afin de créer, le plutôt possible, un environnement sûr pour les opérations de secours humanitaire en Somalie.
10. La résolution 794(1992) a également, entre autres dispositions, exprimé la détermination du Conseil de rétablir la paix, la stabilité ainsi que la loi et l'ordre en vue de faciliter le processus d'un règlement politique sous l'égide des Nations unies visant à la réconciliation nationale en Somalie. Elle a encouragé le Secrétaire général de l'ONU et son représentant spécial à poursuivre et à intensifier leurs efforts aux niveaux national et régional en vue de promouvoir ces objectifs.
11. Le Président du sixième Sommet islamique, S.E. M. Abdou Diouf, Président de la République du Sénégal, a également proposé au cours de la 47e session de l'Assemblée générale des Nations unies, la tenue d'une conférence internationale sur la Somalie, parrainée conjointement par l'OCI, l'OUA et la Ligue des Etats arabes et ayant pour objet de rechercher un règlement politique.
12. Le Secrétaire général a accueilli avec satisfaction ces initiatives et intensifié les efforts de l'OCI visant à assurer leur succès.
13. Le 18 décembre 1992, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté la résolution 47/167 sur la convocation d'une conférence internationale sur la Somalie, dans laquelle, entre autres dispositions, elle a accueilli favorablement l'idée de convoquer une conférence internationale sur la paix en Somalie sous l'égide de l'Organisation des Nations unies en coopération avec l'OUA, l'OCI et la Ligue des Etats Arabes et a reconnu que le rétablissement d'une paix et d'une stabilité dont la Somalie a un si grand besoin doit être régi, entre autres, par les considérations suivantes : le strict respect du cessez-le-feu, l'entière coopération avec les forces

onusiennes de maintien de la paix, la réconciliation nationale, l'assistance aux réfugiés, aux personnes déplacées, et à ceux qui retournent à leurs foyers, une constitution garantissant la démocratie, la liberté et la justice et des élections libres et transparentes.

14. Le Secrétaire général a participé à la réunion préparatoire informelle de la conférence de réconciliation nationale en Somalie, qui s'est tenue à Addis Abéba, du 4 au 15 janvier 1993. Outre l'échange de vues qu'il a eu sur la situation en Somalie avec les Secrétaires généraux de l'Organisation des Nations unies, de la Ligue des Etats Arabes, et de l'Organisation de l'Unité Africaine, le Secrétaire général a rencontré tous les leaders somaliens et leur a réaffirmé l'engagement de l'Organisation de la Conférence islamique de poursuivre ses efforts et de promouvoir la paix et la réconciliation nationale en Somalie. Les mouvements somaliens ont décidé de convoquer la conférence à Addis Abéba à la mi-mars 1993. Ils sont également parvenus à des accords sur l'application du désarmement. Ils ont aussi convenu de constituer un Comité ad-hoc chargé de poursuivre les négociations visant à résoudre la question des critères de participation et l'ordre du jour de la conférence de réconciliation nationale.
15. L'OCI était également représentée à la conférence de réconciliation nationale qui s'est ouverte à Addis Abéba, le 15 mars 1993. La conférence a abouti, le 27 mars 1993, à la signature de l'Accord d'Addis Abéba sur la première session de la conférence de réconciliation nationale en Somalie.
16. Par cet accord, les leaders politiques somaliens se sont engagés à procéder au désarmement total et simultané dans l'ensemble du pays conformément au concept et aux délais fixés par l'Accord de cessez-le-feu de janvier 1993, et ont demandé à l'UNITAF/ONUSOM d'aider ces efforts afin de permettre la réalisation de façon substantielle du désarmement dans un délai de 90 jours. Ils ont également réaffirmé leur engagement de respecter l'Accord de cessez-le-feu de janvier 1993 y compris la remise totale et intégrale des armes à l'UNITAF/ONUSOM et demandé instamment à celle-ci d'appliquer des sanctions rigoureuses et efficaces contre ceux qui se rendraient coupables de toute violation de l'Accord de cessez-le-feu. L'Accord souligne aussi la nécessité pour l'UNITAF/ONUSOM de garder étroitement les frontières aériennes, maritimes et terrestres de la Somalie afin d'empêcher toute entrée d'armes dans le pays. Il a en outre souligné la nécessité d'établir un maximum de coopération avec les pays voisins et de s'assurer que leurs frontières communes avec la Somalie ne seront pas utilisées pour les mouvements d'armes vers la Somalie. Les chefs somaliens ont, en outre, convenu de la nécessité de mettre sur pied une force de police somalienne impartiale, aux niveaux national et régional.

17. L'Accord prévoit aussi la création d'un mécanisme de transition composé d'un Conseil national de transition (CNT) qui sera le dépositaire de la souveraineté somalienne et, la première autorité politique ayant des fonctions législatives. Le CNT nommera les chefs de départements d'administration centrale (DAC). Il sera institué un Conseil régional (CR) dans chacune des 18 régions existantes de Somalie, ainsi que des conseils d'arrondissements. La période de transition sera de deux ans. Le CNT constituera une "délégation de la paix" pour promouvoir la paix et la réconciliation.
18. L'Accord affirme en outre que tous les différends doivent être réglés par le dialogue et autres moyens pacifiques et que toutes les propriétés privées ou publiques qui ont été confisquées illégalement, volées etc. seront rendues à leurs propriétaires légitimes. Les chefs somaliens ont également affirmé la nécessité d'accélérer l'approvisionnement et l'exécution des programmes de secours, de reconstruction et de redressement en Somalie.
19. Le 26 mars 1993, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 814 (1993) relative à la transition entre la force d'intervention unifiée (UNITAF) à l'opération élargie de l'ONU en Somalie (ONUSOM II).
20. Le 4 février 1994, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 897(1994) par laquelle il a approuvé la recommandation du Secrétaire général de maintenir l'ONUSOM dans le cadre du mandat révisé qui stipule notamment :
 - encourager et aider les parties somaliennes à mettre en œuvre les "Accords d'Addis Abeba" (mars 1993), spécialement en ce qui concerne leurs efforts communs visant à réaliser le désarmement et à respecter le cessez-le-feu.
 - protéger les principaux ports et aéroports ainsi que les infrastructures essentielles et les lignes de communication de première nécessité pour la fourniture des secours et assistances humanitaires pour la reconstruction.
 - aider à réorganiser la police nationale et le système judiciaire.
 - aider à rapatrier et réinsérer les réfugiés et les personnes déplacées.
 - soutenir le processus politique somalien en cours qui pourrait aboutir à la formation d'un gouvernement démocratique.
21. Le Conseil de sécurité a autorisé par ailleurs la réduction progressive des troupes de l'ONUSOM II à 22 000, nombre qui devait être revu lors du prochain renouvellement du mandat de l'ONUSOM.

22. Du 11 au 22 mars 1994, il y a eu des consultations informelles entre les factions somaliennes à Nairobi, au Kenya. Certains accords contenus dans une Déclaration signée le 24 mars 1994 avaient été passés le 24 mars 1994, sur la base de certains principes, notamment :

- l'inviolabilité de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la Somalie.
- le renoncement à toutes formes de violence comme moyens de résoudre les différends, établir un cessez-le-feu et remise volontaire des armes à travers toute la Somalie.
- le respect réel des droits fondamentaux de l'homme et des principes démocratiques.
- la création d'un climat de coexistence fraternelle.
- le redressement et la reconstruction du pays ravagé par la guerre.

23. De même, les dirigeants somaliens ont convenu de :

- rétablir la paix en Somalie et prioritairement dans les zones de conflits.
- organiser une réunion des factions signataires de l'Accord de paix d'Arusha et du Mouvement national somalien de Mogadiscio pour établir les règles et les procédures de vote et les critères de participation à la Conférence de réconciliation nationale. La réunion devra discuter des modalités de création d'une Assemblée législative nationale après la formation du gouvernement national. Il s'agissait, en particulier de :
- convoquer une conférence de réconciliation nationale le 15 mai 1994 pour élire un Président et des Vice-Présidents dont le nombre restait à déterminer et de nommer un Premier Ministre pour rétablir la souveraineté de l'Etat somalien.

(Ces programmes n'ont pas pu se concrétiser à cause des dissensions existant entre les différentes factions et au sein des factions elles-mêmes et à cause de la recrudescence des tensions et des conflits dans certaines zones).

- compléter et réviser, s'il y a lieu, la formation des autorités locales et créer des autorités analogues partout où besoin sera, pour servir de base à l'autonomie régionale et au respect des droits communautaires.
- exhorter le Mouvement national somalien (MNS) à participer à toutes les conférences et réunions de réconciliation nationale.
- créer un organe judiciaire indépendant.

24. Comme l'ont constaté tous ceux qui ont suivi les événements douloureux en Somalie, le processus de paix s'avèrait long et délicat. Il y a encore plusieurs obstacles qui gênent la réalisation des espoirs que nourrissent les amis du peuple somalien.
- 25 - Les événements qui ont eu lieu immédiatement après la signature de la Déclaration du 24 mars 1994 suscitent des sentiments d'inquiétude et même de désespoir. Les troupes de l'ONUSOM II ont été sujettes à des attaques mortelles tandis qu'au sein des factions elles-mêmes il y a des signes de dissension qui font que chaque faction donne naissance à diverses factions ayant chacune son propre dirigeant.

Inutile de dire que la prolifération des factions conduira automatiquement à un plus grand nombre de représentants devant participer à toute initiative de rétablissement de paix dans le cadre de la mise en oeuvre des Accords d'Addis Abeba de mars 1994. Au fur et à mesure que ces tensions montent, certaines factions continuent de se battre dans l'espoir d'étendre leurs zones d'influence. La communauté internationale ne savait plus où donner de la tête, y compris l'ONU, qui menaçait de plus en plus de se retirer de la Somalie.
26. Il est clair que la solution à la tragédie et aux longues épreuves qu'endure le peuple somalien dépend tout d'abord du peuple somalien lui-même et de ses chefs. Ce fait patent a été réaffirmé plus d'une fois par l'ONU, l'OCI, l'OUA et la Ligue des Etats arabes.
27. La 21ème Conférence islamique des ministres des Affaires étrangères, tenue à Karachi du 25 au 29 avril 1993 a adopté la résolution No 10/21-P par laquelle elle a, entre autres, réaffirmé sa détermination à faire rétablir et respecter l'unité, la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de la Somalie. Elle s'est félicitée de la signature à Addis Abéba d'un Accord visant au rétablissement de la paix et de la réconciliation nationale au sein du pays et a demandé à toutes les factions politiques de Somalie de se conformer aux dispositions de cet Accord, respecter le cessez-le-feu, joindre leurs efforts à ceux de la communauté internationale pour démilitariser et désarmer les factions, faciliter la tâche à l'ONUSOM II et au Conseil National de Transition proposé, éliminer tout autre obstacle à la paix et à la tranquillité et conjuguer leurs efforts pour promouvoir l'unité nationale et ainsi préparer le terrain pour reconstruire l'infrastructure économique, sociale et politique du pays.
28. Elle a de même invité tous les Etats, en particulier les Etats voisins, à coopérer dans l'application de l'embargo sur les armes décidé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 733 (1992). Elle a également exprimé son

appréciation aux Etats membres qui ont envoyé des troupes dans le cadre des opérations de l'ONU en Somalie et a invité la communauté internationale, particulièrement les Etats membres, à contribuer à la reconstruction et à la réhabilitation de la Somalie.

29. La réunion annuelle de coordination des Ministres des Affaires étrangères de l'OCI, tenue le 29 septembre 1993, au siège des Nations unies à New York a réaffirmé son engagement à promouvoir la paix et la réconciliation nationale en Somalie et a exhorté toutes les factions politiques et les mouvements somaliens à se conformer aux dispositions des accords de paix d'Addis Abeba.
30. La réunion annuelle de coordination du 3 octobre 1994, tenue à New York, a réaffirmé son engagement à respecter et à observer le cessez-le-feu, à contribuer aux efforts internationaux visant à démilitariser et à désarmer les factions, à faciliter le travail de l'ONUSOM à lever tous les obstacles qui entravent le rétablissement de la paix et de la tranquillité et à conjuguer leurs efforts en vue de promouvoir l'unité nationale balisant ainsi la voie vers la reconstruction des infrastructures économiques, sociales et politiques du pays.
31. Le septième Sommet islamique a, dans sa résolution No 9/7-P(IS), réaffirmé son engagement à rétablir et à préserver l'unité, la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de la Somalie. Il s'est félicité des efforts constants de l'OCI visant à promouvoir la paix et la réconciliation nationale en Somalie et à l'allègement des souffrances du peuple somalien en coopération avec les Etats de la région, l'ONU, la Ligue des Etats arabes et l'OUA, dans le cadre d'une approche commune. Il a demandé de poursuivre ces efforts et a invité le Secrétaire général à envoyer un Groupe de contact pour exhorter les différentes factions somaliennes à reprendre le dialogue en vue de réaliser la réconciliation nationale.
32. Le Sommet a également demandé la convocation de la Conférence internationale pour la paix et la réconciliation nationale en Somalie, conformément à la résolution pertinente adoptée par la 47ème session de l'Assemblée générale de l'ONU, avec la participation de toutes les parties somaliennes. Il a invité lesdites parties à entamer les négociations et un dialogue constructif en vue de régler cette question par la voie pacifique.
33. La Conférence s'est félicitée de la signature à Addis Abeba des accords visant à établir la paix et la réconciliation nationale en Somalie tout en demandant à toutes les factions politiques somaliennes de faciliter le travail de l'ONU (ONUSOM II) en Somalie et à coopérer pleinement avec l'ONU pour garantir le retrait paisible et ordonné des forces onusiennes du pays. La Conférence a

exhorté tous les Etats, notamment les Etats voisins, à coopérer dans la mise en oeuvre de l'embargo sur les armes imposé par la résolution 733(1992) du Conseil de sécurité. La Conférence a décidé d'apporter tout son soutien aux efforts que déploient actuellement les Etats de la région, l'OCI, l'ONU, la Ligue des Etats arabes et l'OUA en Somalie.

34. La Conférence a félicité les Etats membres qui ont fourni des troupes à la force onusienne en Somalie et ceux qui apportent des secours et une assistance humanitaire au peuple somalien et a invité la communauté internationale, notamment les Etats membres, à jouer un rôle positif dans la reconstruction et le redressement de la Somalie.
35. Le Secrétaire général estime que tous les Etats membres doivent apporter leur soutien total aux efforts internationaux actuellement déployés en vue de rétablir la paix et de réaliser la réconciliation nationale en Somalie. A cet égard, il attache une importance particulière aux efforts que déploient les Etats de la région notamment l'Ethiopie, le Kenya, Djibouti, le Soudan, l'Erythrée et la République Arabe d'Egypte ainsi qu'à ceux déployés par l'OUA. Il a, à ce sujet, pris part aux consultations tenues au Caire entre l'ONU, l'OCI, l'OUA et les Etats de la région et présidées le 4 octobre 1993, par Son Excellence M. Mohamed Hosni Moubarak, Président de la République Arabe d'Egypte.
36. Le Secrétaire général espère que toutes les factions somaliennes respecteront scrupuleusement leurs engagements pris dans le cadre de l'Accord d'Addis Abéba et le cessez-le-feu et conjugueront leurs efforts avec ceux de la communauté internationale. Il estime qu'il est indispensable de rétablir rapidement les conditions de paix dans tout le pays pour mettre fin aux souffrances endurées par le peuple somalien, pour réhabiliter l'économie somalienne, pour réaliser la réconciliation politique et reconstruire la société somalienne et les institutions politiques du pays.
37. Le Secrétaire général a ainsi pris l'initiative d'inviter les représentants des factions somaliennes et de la société civile à participer aux cérémonies du 25e anniversaire de l'OCI, cérémonies qui se sont déroulées à Jeddah le 11 septembre 1995. En marge de ces cérémonies, le Secrétaire général a engagé des consultations approfondies avec les personnalités somaliennes qui ont fait à cette occasion des exposés sur la situation en Somalie. Le Secrétaire général a informé ses interlocuteurs des initiatives déjà engagées par l'OCI et sur celles en cours pour contribuer à restaurer la paix et la réconciliation nationale en Somalie en coordination avec l'Organisation des Nations unies, l'Organisation de l'Unité africaine et la Ligue des Etats arabes. Le Secrétaire général poursuit ses efforts avec toutes les parties somaliennes pour atteindre cet objectif.

38. Le Secrétaire général soumet le présent rapport à la réunion annuelle de coordination des ministres des Affaires étrangères de l'OCI pour examen et décision appropriée.

ANNEXE VII

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL
SUR
LE CONFLIT ENTRE L'ARMENIE ET L'AZERBAIDJAN

A LA

REUNION ANNUELLE DE COORDINATION DES
MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES

SIEGE DES NATIONS UNIES, NEW YORK

8 JOUMADA AL-AWWAL 1416 H,
(3 OCTOBRE 1994)

1. Ce point a été inscrit à l'ordre du jour de la Réunion annuelle de coordination des ministres des Affaires étrangères de l'OCI tenue au siège des Nations unies à New York, le 23 septembre 1992, à la demande du Gouvernement d'Azerbaïdjan.
2. Dans un communiqué officiel en date du 8 mars 1992, le Secrétaire général a exprimé la préoccupation de l'Organisation de la Conférence islamique devant la montée de la tension dans les relations entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, ayant pour origine le conflit à propos du Haut Karabakh. Il a également exprimé son profond regret face aux pertes considérables en biens et en vies humaines causées par le conflit armé.
3. Le Secrétaire général a établi des contacts avec les Etats Membres de la région concernant cette question et a encouragé toutes les initiatives visant à résoudre pacifiquement le conflit.
4. Etant donné la gravité de la situation, une mission d'information de l'OCI a été dépêchée à la région en mars 1992. Elle s'est rendue en Azerbaïdjan et en Arménie et a mené des consultations avec tous les gouvernements concernés et les Nations Unies.
5. Les efforts déployés par l'OCI visaient à trouver une solution pacifique fondée sur le dialogue constructif et le respect de la légalité internationale. Le Secrétaire général a salué et soutenu toutes les initiatives prises dans ce sens, notamment celles de la République islamique d'Iran et de la République de Turquie ainsi que les efforts déployés par la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).
6. Dans un communiqué officiel en date du 31 mars 1992, le Secrétaire général a déclaré avoir pris connaissance avec consternation du rapport sur les massacres et la répression aveugle perpétrées contre des citoyens innocents ainsi que sur les actes de violation des droits

de l'homme, les expulsions systématiques, l'exode massif, la démolition de foyers et le bouleversement de la vie économique et sociale. Le Secrétaire général a vivement déploré les dures épreuves ainsi imposées au gouvernement et au peuple d'Azerbaïdjan. Il a lancé un appel aux Etats Membres pour qu'ils octroient une assistance humanitaire aux victimes du conflit. Une somme de 100 000 dollars US a été débloquée par le Fonds de solidarité islamique pour venir en aide aux victimes du conflit d'Azerbaïdjan.

7. En mai 1992, la République d'Arménie a étendu le conflit en essayant d'occuper par la force le territoire de la République d'Azerbaïdjan. Le conflit a ainsi gagné le Nakhichevan, mettant sérieusement en danger la paix et la sécurité de l'ensemble de la région.
8. La cinquième session extraordinaire de la Conférence islamique des ministres des Affaires étrangères tenue à Istanbul du 17 au 18 juin 1992, a écouté avec des sentiments fraternels, l'allocution de Son Excellence Monsieur Tevfik Kasimov, ministre des Affaires étrangères de la République d'Azerbaïdjan qui a fait un exposé exhaustif et émouvant sur les conséquences de l'agression arménienne contre l'intégrité territoriale de son pays et a informé la Conférence des efforts déployés par la communauté internationale et des initiatives prises par l'Azerbaïdjan, en vue de trouver une solution pacifique qui, à ce jour, a été bloquée par l'intransigence des Arméniens. Il a souligné le fait que la nature du conflit a radicalement changé depuis l'occupation par les forces arméniennes du Haut Karabakh, du District du Lachin et des régions frontalières du Nakhichevan, ce qui a clairement mis à nu, les desseins expansionnistes nourris par l'Arménie. Il a mis un accent particulier sur l'urgente nécessité de persuader l'Arménie de se retirer de tous les territoires azéris actuellement occupés ou contrôlés par les forces militaires arméniennes et de réunir les conditions nécessaires permettant à la population azérie qui a été chassée de sa patrie, d'y retourner.
9. Animée par le désir d'accélérer et de renforcer les chances de succès du processus multilatéral de paix en cours et exprimant son appréciation des efforts déployés par les parties impliquées dans le processus de règlement pacifique du conflit et notamment les efforts déployés par la République islamique d'Iran, la Conférence a réaffirmé les principes du respect des frontières internationalement reconnues et de l'intégrité territoriale des Etats. Elle a exprimé sa solidarité avec la République d'Azerbaïdjan et a appelé l'Arménie à reconsidérer sa politique agressive et expansionniste et à y renoncer. Elle a également exhorté la communauté internationale à exercer toute son influence dissuasive sur l'Arménie en vue de venir à bout des obstacles et de permettre à l'Azerbaïdjan d'arriver à un règlement honorable et pacifique du conflit, garantissant son intégrité territoriale et permettant à ses citoyens, déplacés de force, de regagner leurs foyers.

10. En juillet 1992, le Secrétaire général a reçu une lettre du ministère des Affaires étrangères de la République d'Arménie exposant les grandes lignes de la position de son gouvernement sur la question du Karabakh, et a invité le Secrétaire général à visiter l'Arménie pour discuter d'une éventuelle solution du conflit.
11. Par la suite, le 2 septembre 1992, et durant le 10ème Sommet des non-alignés, le Secrétaire général a rencontré Son Excellence Raffik Hovannisian, ministre des Affaires étrangères d'Arménie. Au cours de l'entretien, les deux responsables ont évoqué le problème du Haut Karabakh. Le Secrétaire général a également reçu, le 10 septembre 1992, une communication du gouvernement arménien invitant, entre autres, l'OCI à envoyer un groupe d'observateurs qui seraient déployés dans la partie arménienne de la frontière entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie dans le cadre de la mise en application du mémorandum d'Alma Ata signé par les ministres des Affaires étrangères d'Arménie et d'Azerbaïdjan le 28 août 1992, stipulant l'arrêt des hostilités militaires à la frontière commune des deux pays.
12. Le Secrétaire général a rencontré en septembre 1992 à Istanbul, le ministre des Affaires étrangères de la République d'Azerbaïdjan avec qui il a procédé à un échange de vues sur la question du Haut Karabakh. Le Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan a demandé au Secrétaire général d'inscrire la situation prévalant au Haut Karabakh à l'ordre du jour de la réunion de coordination des ministres des Affaires étrangères de l'OCI.
13. La Réunion de coordination des ministres des Affaires étrangères de l'OCI tenue aux Nations unies à New York le 23 septembre 1992, a exprimé sa profonde préoccupation face au conflit qui oppose l'Arménie à l'Azerbaïdjan sur la question du Haut Karabakh. C'est dans ce contexte qu'elle a réaffirmé les principes de respect des frontières internationalement reconnues et de l'intégrité territoriale des Etats. Elle a également exprimé sa solidarité avec la République d'Azerbaïdjan et a lancé un appel à l'Arménie pour qu'elle renonce à sa politique expansionniste d'agression. Elle a en outre exhorté la communauté internationale à exercer, dans la mesure du possible, une influence dissuasive sur l'Arménie pour qu'elle lève les obstacles qui entravent la recherche par l'Azerbaïdjan d'un règlement honorable et pacifique du conflit, lui permettant de garantir son intégrité territoriale et d'assurer le retour à leurs foyers de ses citoyens déplacés par la force.
14. Les efforts ont continué au cours des négociations de Rome menées dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, en vue de mettre fin à la guerre du Karabakh qui dure depuis cinq ans. Le 3 mars 1993, un

accord préliminaire a été signé sur l'envoi d'observateurs internationaux à cette enclave. La Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe a lancé un appel à toutes les parties concernées pour qu'elles s'abstiennent de toute offensive militaire de grande envergure dans les mois à venir, durant la poursuite des négociations. Cependant, malgré les appels de la CSCE, les combats entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie se sont intensifiés au début du mois d'avril 1993 par suite de l'attaque menée par les forces arméniennes contre la ville de Kelbadzhar, qui revêt une importance stratégique; cette attaque a pour objectif de tenter d'ouvrir un nouveau couloir terrestre vers le Haut Karabach.

15. Les membres du groupe de l'OCI aux Nations unies se sont réunies à New York le 8 avril 1993, pour examiner la situation grave résultant de l'agression et ont demandé au Conseil de sécurité de prendre les mesures appropriées pour faire face à cette situation grave.
16. Le Secrétaire général, profondément préoccupé par le conflit qui oppose l'Arménie à l'Azerbaïdjan, a souligné la nécessité de trouver une solution pacifique au problème du Haut Karabach. C'est dans cette optique et en appui à plusieurs initiatives prises en vue de promouvoir une solution pacifique, notamment par la République islamique d'Iran, la République de Turquie, la République du Kazakhstan et la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, que le Secrétaire général a dépêché à cette zone une délégation de l'OCI conduite par le Secrétaire général adjoint, M. M. Mohsin. En tant que représentant personnel, celui-ci a tenu des réunions avec le Président et le ministre des Affaires étrangères d'Azerbaïdjan. Durant sa mission, qui a eu lieu du 10 au 20 avril 1993, la délégation de l'OCI a eu des discussions intensives et a promis de poursuivre ses efforts et d'intensifier ses contacts avec les parties concernées, en tenant compte de la position prise par la 5e session extraordinaire de la Conférence islamique des ministres des Affaires étrangères à ce sujet et de la nécessité de parvenir à un règlement pacifique fondé sur les principes du respect des frontières internationalement reconnues et l'intégrité territoriale des Etats.
17. La vingt et unième Conférence islamique des ministres des Affaires étrangères, tenue à Karachi, République islamique du Pakistan, du 25 au 29 avril 1993, a, entre autres, condamné l'agression arménienne contre l'Azerbaïdjan. Elle a réclamé le retrait immédiat des forces arméniennes de tous les territoires azéris occupés et le respect, par l'Arménie, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République d'Azerbaïdjan. Elle a souligné la nécessité de parvenir à un règlement juste et pacifique de la question du Karabach, fondé sur le respect des principes de l'intégrité territoriale des Etats et de l'inviolabilité des frontières internationalement reconnues.

18. Dans ce contexte, tout en réaffirmant sa solidarité absolue avec l'Azerbaïdjan, la Conférence a exhorté les deux parties à s'engager de manière constructive dans le processus de paix en cours sous les auspices de la CSCE, et à s'abstenir de toute action susceptible de rendre encore plus difficile la recherche d'une solution pacifique. La Conférence a prié les Etats, la Banque islamique de développement et autres institutions islamiques à fournir une assistance financière et humanitaire à la République d'Azerbaïdjan. Elle a demandé que soient créées des conditions favorables permettant aux personnes déplacées par la force de retourner à leurs foyers en toute sécurité et dans l'honneur et la dignité.
19. Prenant note de cette situation alarmante, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté, le 30 avril 1993, la résolution No 822 (1993) dans laquelle il a exprimé sa profonde préoccupation devant la poursuite du conflit qui a mis en danger la paix et la sécurité dans la région et a entraîné le déplacement d'un grand nombre de civils et une situation d'urgence humanitaire grave en Azerbaïdjan. Réaffirmant l'inviolabilité des frontières internationales, il a également souligné l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par l'usage de la force. Il a exigé la cessation immédiate de toutes les hostilités entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie.
20. Malgré les mises en garde du Conseil de sécurité de l'ONU et les appels de la CSCE, l'offensive arménienne s'est poursuivie. Le 23 juillet 1993, l'importante ville d'Agdam a été prise par les forces arméniennes.
21. Le Secrétaire général a vivement condamné la poursuite de l'agression arménienne le 25 juillet 1993. Il a également exhorté la communauté internationale à agir immédiatement afin d'obliger l'Arménie à retirer ses troupes du territoire azéri et à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan. Le Secrétaire général a en outre exprimé son profond regret que le processus de paix engagé par la CSCE n'ait pu réussir à cause de l'intransigeance arménienne.
22. Le rapport publié le 27 juillet 1993 par le Président du Groupe de Minsk de la CSCE a proposé l'établissement d'une présence de la CSCE dans la région et la poursuite des préparatifs d'une mission de contrôle de la CSCE. Par ailleurs, le rapport de la CSCE :
 - (a) a estimé qu'une pression politique de la communauté internationale était nécessaire et qu'un travail préparatoire devait être effectué dans certaines capitales outre la poursuite du processus de négociations de la CSCE;

- (b) a condamné la prise d'Agdam comme nouvelle menace précise dirigée contre la paix et la sécurité de la région;
 - (c) a exigé le retrait immédiat et inconditionnel de tous les territoires récemment occupés, conformément à la résolution 822 du Conseil de sécurité;
 - (d) a demandé la cessation immédiate des hostilités dans toute la zone du conflit;
 - (e) a demandé à tous les Etats d'imposer un embargo immédiat sur toutes les livraisons d'armes et de munitions aux forces engagées dans le combat dans la zone de Nagorno-Karabach, et
 - (f) a demandé que le "calendrier de mesures urgentes", à appliquer conformément à la résolution 822 du Conseil de sécurité de l'ONU, soit soutenu.
23. La publication de ce rapport par la CSCE a été suivie par l'adoption, à la date du 29 juillet 1993, de la résolution 853(1993) du Conseil de sécurité de l'ONU, par laquelle le Conseil a, entre autres, exigé le retrait des forces d'occupation d'Agdam et autres territoires d'Azerbaïdjan. Cette résolution a également reflété les recommandations du rapport de la CSCE et réitéré les appels antérieurs pour le rétablissement des liens économiques, de transport et d'énergie dans la région. Elle a en outre exhorté les Etats à s'abstenir de toute livraison d'armes susceptibles d'entraîner l'intensification du conflit. La résolution a par ailleurs demandé le libre accès pour aider les efforts humanitaires internationaux de secours dans la région.
24. L'agression arménienne s'est intensifiée en août 1993 avec l'attaque lancée contre plusieurs villes de la région azérie de Jebrail et Fizuli. Selon une dépêche du 21 août 1993 de l'Agence de presse azérie Turan, les forces arméniennes ont imposé leur contrôle sur 48 villages azéris depuis qu'elles ont lancé leur offensive au sud de Nagorno Karabach début août 1993.
25. Le 18 août 1993, le Conseil de sécurité, dans une Déclaration présidentielle, a exigé la fin de toutes les attaques, la cessation immédiate des hostilités et le retrait immédiat des forces d'occupation de Fizali, Kelbadjar, Agdam, et autres zones récemment occupées de la République d'Azerbaïdjan. Le Conseil a demandé à toutes les parties de répondre positivement à la version du 13 août du calendrier de mesures urgentes à prendre en vue d'appliquer les résolutions 822 (1993) et 853 (1993) du Conseil de sécurité de l'ONU.

26. Le Secrétaire général, dans une déclaration officielle publiée le 4 septembre 1993, a exprimé la grave préoccupation de l'Organisation de la Conférence islamique devant la menace à la paix et à la sécurité régionales résultant de la poursuite de l'agression arménienne contre la République d'Azerbaïdjan. Il a affirmé que la récente offensive militaire lancée par l'Arménie et ses représentants ainsi que leur occupation du territoire azéri ont créé une situation extrêmement dangereuse dans la région. L'OCI condamne vigoureusement ces actions de l'Arménie et considère que toute tentative de changer de force les frontières internationalement reconnues est tout à fait inacceptable et inadmissible. L'OCI demande à l'Arménie de cesser sur le-champ toutes les opérations militaires contre l'Azerbaïdjan, de se retirer immédiatement de tous les territoires azéris occupés et de chercher un règlement négocié au conflit de Karabach, fondé sur le respect du principe de l'intégrité territoriale des Etats et l'inviolabilité des frontières internationales reconnues. Le Secrétaire général a également exhorté la communauté internationale et en particulier, le Conseil de sécurité, la CSCE, et les pays concernés de la région, à intensifier leurs efforts en vue de contenir l'Arménie et de contribuer aux efforts déployés en vue de faire face aux terribles conséquences humanitaires engendrées par le conflit. Le Secrétaire général a en outre réaffirmé le soutien total de l'OCI et sa solidarité absolue avec la République d'Azerbaïdjan dans la défense de son unité et de son intégrité territoriale.
27. La réunion annuelle de coordination des ministres des Affaires étrangères de l'OCI, qui s'est tenue à New York le 23 septembre 1993, a vivement condamné la poursuite de l'agression arménienne contre la République d'Azerbaïdjan, qui a mis en danger la paix et la sécurité régionales. Elle a exigé le retrait immédiat des forces arméniennes de tous les territoires azéris occupés et a vivement exhorté l'Arménie à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République d'Azerbaïdjan; à s'engager de manière positive dans le processus de paix en cours sous les auspices de la CSCE; et à permettre aux personnes déplacées par la force de retourner à leurs foyers en sécurité et dans l'honneur et la dignité. Elle a demandé la recherche d'un règlement juste et pacifique à la question du Karabach, fondé sur le respect des principes de l'intégrité territoriale des Etats et de l'inviolabilité des frontières reconnues internationalement. Elle a également demandé au Conseil de sécurité de prendre des mesures efficaces en vue de faire respecter ses résolutions pertinentes par l'Arménie et surtout d'obtenir l'évacuation du territoire azéri occupé. Elle a en outre réaffirmé sa solidarité avec la République d'Azerbaïdjan et a prié les Etats membres et la Banque islamique de développement de continuer leur assistance humanitaire au peuple azéri.

28. La septième session extraordinaire de la Conférence islamique des ministres des Affaires étrangères, tenue du 7 au 9 septembre 1994 à Islamabad a, entre autres, condamné avec force l'agression de la République d'Arménie contre la République d'Azerbaïdjan.
29. Elle a considéré les actions menées contre la population civile azérie dans le territoire azerbaïdjanais occupé comme des crimes contre l'humanité.
30. Elle a exigé la stricte mise en oeuvre des résolutions 922, 853, 874 et 884 du Conseil de sécurité des Nations unies, le retrait immédiat, inconditionnel et total des forces arméniennes de tous les territoires azéris occupés, entre autres, les régions de Lachin et Shusha et a exhorté l'Arménie à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République d'Azerbaïdjan.
31. Elle a appelé le Conseil de sécurité à reconnaître l'existence d'une agression contre la République d'Azerbaïdjan; à prendre les mesures nécessaires en conformité avec le Chapitre VII de la Charte des Nations unies pour garantir le respect de ses résolutions, à condamner et à arrêter l'agression contre la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République d'Azerbaïdjan et a décidé d'entreprendre à cet effet une action coordonnée aux Nations unies.
32. Elle a réaffirmé que l'annexion des territoires par la force ne saurait être reconnue. Elle a appelé à un règlement juste et pacifique du conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie sur la base du respect des principes de l'intégrité territoriale des Etats et de l'intangibilité des frontières internationalement reconnues.
33. Elle a prié l'Arménie et l'Azerbaïdjan ainsi que tous les Etats membres du groupe de Minsk de s'engager de manière constructive dans le processus de paix de la CSCE en cours et de s'abstenir de toute action susceptible de rendre plus difficile la réalisation d'une solution pacifique.
34. Elle a réaffirmé son entière solidarité et son soutien total aux efforts déployés par le gouvernement et le peuple d'Azerbaïdjan pour défendre leur pays et a lancé un appel pour que les personnes déplacées et les réfugiés puissent retourner dans leurs foyers en toute sécurité, dans l'honneur et la dignité.
35. Elle a exprimé son inquiétude quant à la gravité des problèmes humanitaires concernant l'existence de plus d'un million de personnes déplacées et de réfugiés dans le territoire d'Azerbaïdjan et a demandé aux Etats membres, à la Banque islamique de développement et aux autres institutions islamiques d'apporter d'urgence une assistance financière et humanitaire à la République d'Azerbaïdjan.

36. La réunion annuelle de coordination des ministres des Affaires étrangères de l'OCI tenue à l'ONU à New York, le 3 octobre 1994, a condamné énergiquement l'agression arménienne contre la République d'Azerbaïdjan et a demandé le retrait inconditionnel, immédiat et complet des forces arméniennes des territoires azéris occupés tout en exigeant de l'Arménie de respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République d'Azerbaïdjan.
37. Elle a appelé le Conseil de sécurité à reconnaître l'existence d'une agression contre la République d'Azerbaïdjan; à prendre les mesures nécessaires en conformité avec le Chapitre VII de la Charte des Nations unies pour garantir le respect de ses résolutions, à condamner et à arrêter l'agression contre la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République d'Azerbaïdjan et a décidé d'entreprendre à cet effet une action coordonnée au sein des Nations unies.
38. Elle a réaffirmé que l'annexion des territoires par la force ne saurait être acceptée. Elle a appelé à un règlement juste et pacifique du conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie sur la base du respect des principes de l'intégrité territoriale des Etats et de l'intangibilité des frontières internationalement reconnues.
39. Elle a invité la communauté internationale à fournir une assistance humanitaire aux réfugiés et aux personnes déplacées se trouvant sur le territoire d'Azerbaïdjan et demandé la création des conditions de retour à leurs foyers en toute sécurité, dans l'honneur et la dignité.
40. Le 7ème Sommet islamique a condamné avec force l'agression de la République d'Arménie contre la République d'Azerbaïdjan tout en considérant que les actes perpétrés contre la population civile azérie dans les territoires azéris occupés sont des crimes contre l'humanité.
41. Le Sommet a demandé de trouver un règlement juste et pacifique du différend opposant l'Arménie à l'Azerbaïdjan sur la base du respect des principes de l'intégrité territoriale des Etats et de l'inviolabilité des frontières internationalement reconnues. Elle a exhorté l'Arménie et l'Azerbaïdjan et tous les Etats membres du groupe de Minsk à prendre part, de manière constructive, au processus de paix actuel de la CSCE et à s'abstenir de tout acte susceptible de compliquer davantage une solution pacifique déjà difficile.
42. Elle a réaffirmé son entière solidarité et son soutien total aux efforts déployés par le gouvernement et le peuple d'Azerbaïdjan pour défendre leur pays et a lancé un appel pour que les personnes déplacées et les réfugiés puissent retourner dans leurs foyers en toute sécurité, dans l'honneur et la dignité. Elle a exprimé son

inquiétude quant à la gravité des problèmes humanitaires concernant l'existence de plus d'un million de personnes déplacées et de réfugiés dans le territoire d'Azerbaïdjan et a demandé aux Etats membres, à la Banque islamique de développement et aux autres institutions islamiques d'apporter d'urgence une assistance financière et humanitaire à la République d'Azerbaïdjan.

43. Le Secrétaire général demeure profondément préoccupé par la situation de la sécurité dans la région à la suite de l'agression arménienne contre la République d'Azerbaïdjan, ainsi que par les conséquences humanitaires tragiques de cette agression.
44. Le secrétaire général lance un appel à la communauté internationale et en particulier aux membres permanents du Conseil de sécurité pour qu'ils exercent leur influence en vue d'empêcher l'Arménie de commettre de nouveaux actes d'agression et de la persuader de retirer ses forces du territoire d'Azerbaïdjan.
45. Le secrétaire général soumet le présent rapport à la réunion annuelle de coordination des ministres des Affaires étrangères pour examen et décision appropriée.

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL
SUR
LES CONSEQUENCES DE L'AGRESSION IRAKIENNE
CONTRE LE KOWEIT ET DE LA NON-APPLICATION
PAR L'IRAQ DES RESOLUTIONS DU CONSEIL DE
SECURITE

A LA

REUNION ANNUELLE DE COORDINATION
DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES

SIEGE DES NATIONS UNIES, NEW-YORK

8 JOUMADA AL-AWWAL 1416 H
(2 OCTOBRE 1995)

1. Cette question a été examinée par les différentes Conférences islamiques, tenues depuis le mois d'Août 1990 tant au niveau ministériel qu'à celui du Sommet et a fait l'objet de plusieurs résolutions. Ces Conférences ont, à chaque fois affirmé la nécessité pour l'Irak de se conformer à toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité ; déploré la non application par l'Irak des dites résolutions ; exprimé leur vive préoccupation au sujet des manoeuvres dilatoires de l'Irak quant à la libération des citoyens koweïtiens et des autres personnes détenues en Irak ; lancé un appel en vue de la libération sans délai des ces personnes ; tenu l'Irak entièrement responsables des pertes humaines et matérielles subies par le Koweït et les autres pays et demandé des réparations pour ces pertes conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité; réitéré la nécessité pour l'Irak de se conformer à toutes les résolutions du Conseil de sécurité concernant l'élimination de toutes les armes de destruction massive; réaffirmé la nécessité d'éliminer toutes ces armes de la région du Moyen-Orient.
2. Le Conseil de sécurité continue d'évaluer l'application par l'Irak de ses engagements stipulés par les résolutions pertinentes du Conseil notamment la résolution 687 (1991). Les obligations d'ordre général et spécifiques de l'Irak à la lumière de ses diverses résolutions impliquent notamment :
 - a)- le respect de l'inviolabilité des frontières internationales ;
 - b)- les obligations liées aux armes ;
 - c)- le rapatriement des Koweïtiens et autres ressortissants des pays tiers détenus prisonniers en Irak et la garantie de l'accès à ces personnes;

- d)- la responsabilité de l'Irak, conformément au droit international, de toute perte, tout dégât ou blessure subis par le Koweït, d'autres Etats tiers ou leurs nationaux et sociétés à la suite de l'invasion et de l'occupation illégale du Koweït par l'Irak ;
 - e)- le remboursement par l'Irak de sa dette extérieure avec les intérêts y relatifs ;
 - f)- la restitution des biens pillés par les forces irakiennes lors de l'invasion et de l'occupation illégale du Koweït;
 - g)- la publication mensuelle de l'état des réserves d'or et de devises;
 - h)- l'engagement à ne pas commettre ou soutenir des actes de terrorisme international ;
 - i)- l'action du Conseil de sécurité à l'endroit de la population civile irakienne.
3. La Réunion annuelle de coordination des ministres des Affaires étrangères de l'OIC, tenue le 23 septembre 1992 aux Nations unies, à New York, a rappelé toutes les déclarations faites dans la période entre la dix-neuvième et la vingtième Conférences islamiques des ministres des Affaires étrangères sur l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Irak ainsi que la résolution No 9/20-P adoptée par la 20ème Conférence islamique des ministres des Affaires étrangères et a réaffirmé les dispositions de la résolution No 7/6-P (IS) adoptée par la sixième Conférence islamique au Sommet. La réunion a déploré le fait que le Gouvernement irakien ne se soit pas pleinement conformé aux résolutions des Nations unies et a exprimé son indignation face aux rudes épreuves endurées par le peuple irakien du fait de la non application par le régime irakien des décisions de la légalité internationale. Elle a en outre exprimé son profond regret et sa vive inquiétude face aux attermolements des autorités irakiennes concernant la mise en oeuvre des résolutions relatives à la libération des citoyens koweïtiens et d'autres prisonniers détenus en Irak et a lancé un appel aux autorités irakiennes pour leur libération immédiate. Elle a réaffirmé la nécessité pour l'Irak de se conformer pleinement à toutes les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies afin d'assurer la restauration effective de la paix dans la région du Golfe et de mettre un terme aux souffrances du peuple irakien. Elle a également réitéré son engagement quant à la sauvegarde de l'unité et de l'intégrité territoriale de tous les Etats de la région.

4. Le Conseil de sécurité a adopté le 5 février 1993, la résolution No 806 (1993) par laquelle il a souligné à nouveau qu'il se portait garant de l'inviolabilité de la frontière internationale entre l'Etat du Koweït et la République Irakienne ainsi que sa détermination à prendre en temps utile toutes les mesures nécessaires à cette fin, conformément à la charte des Nations unies et en vertu du paragraphe (4) de la résolution No 687 (1991) du Conseil de sécurité des Nations unies.
5. La Commission de l'ONU pour le tracé des frontières entre l'Irak et le Koweït a tenu sa dix-neuvième session du 15 au 18 mars 1993. Elle a décidé de tracer la frontière sur la ligne des eaux basses du "Khowr Zobeir" et sur la ligne médiane du "Khowr Shetana" et du "Khowr Abdallah". La Commission a examiné la possibilité pour les deux Etats de bénéficier des facilités de navigation vers les différentes parties de leurs territoires longeant la ligne frontalière de manière à assurer l'équité et à promouvoir la stabilité, la paix et la sécurité le long des frontières.
6. La 21ème Conférence islamique des ministres des Affaires étrangères, tenue à Karachi, du 25 au 29 avril 1993 a adopté la résolution No 11/21-P par laquelle elle a, entre autres, affirmé la nécessité d'une mise en oeuvre intégrale de toutes les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies relatives à cette question afin de prévenir toute nouvelle agression par l'Irak, compte tenu des précédentes agressions perpétrées contre ses voisins. Elle a déploré le fait que le Gouvernement irakien n'ait pas entièrement respecté les résolutions des Nations unies lui enjoignant d'abandonner ses tentatives belliqueuses, ce qui nécessite le maintien des sanctions imposées par le Conseil de sécurité. La Conférence a exprimé sa consternation face aux souffrances endurées par le peuple irakien en raison de la non-application, par le régime irakien, des décisions conformes à la légalité internationale, faisant par là même preuve de mépris pour les intérêts de son peuple. Elle a exprimé son profond regret et sa vive inquiétude face aux tactiques dilatoires des autorités irakiennes au sujet de la mise en oeuvre des résolutions relatives à la libération des citoyens koweïtiens et d'autres prisonniers détenus en Irak, et a lancé un appel auxdites autorités pour leur libération immédiate. Elle a tenu l'Irak entièrement responsable des préjudices humains et matériels subis par le Koweït et a demandé à l'Irak de verser des dédommagements conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, sans retard ni atermoiement. Elle a réaffirmé la nécessité du respect effectif, par l'Irak, de toutes les résolutions du Conseil de sécurité concernant l'élimination totale des armes de destruction massive et a souligné la nécessité de l'élimination de toutes ces armes de l'ensemble de la région du Moyen-Orient.

7. La réunion annuelle de coordination des ministres des Affaires étrangères de l'OCI, tenue le 29 septembre 1993 au siège des Nations unies a, entre autres, rappelé les déclarations publiées dans l'intervalle entre les 19ème et 20ème sessions de la Conférence islamique des ministres des Affaires étrangères à propos de l'invasion irakienne et de son occupation du Koweït ainsi que les résolutions 9/20-P et 11/21-P adoptées par les 20è et 21ème Conférences islamiques des ministres des Affaires étrangères et les dispositions de la résolution 7/6-P du sixième Sommet islamique. Elle a déploré que le Gouvernement irakien n'ait pas appliqué toutes les résolutions des Nations unies et a exprimé ses sentiments de profonde affliction face aux épreuves endurées par le peuple irakien et qui sont dues à la non-application par le régime d'Irak des décisions de la légalité internationale. Elle a exprimé son profond regret et sa sérieuse préoccupation face aux tergiversations des autorités irakiennes à propos de la mise en oeuvre des résolutions relatives à la libération des citoyens koweïtiens et des autres personnes détenues en Irak et a invité les autorités irakiennes à les libérer sans délai. Elle a affirmé la nécessité pour l'Irak de se conformer à toutes les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies y compris celles relatives au tracé des frontières entre l'Irak et le Koweït de manière à permettre le rétablissement de la paix dans la région du Golfe et la cessation des souffrances du peuple d'Irak. Elle a également réitéré son engagement à sauvegarder l'unité et l'intégrité territoriale de tous les Etats de la région.
8. La question des prisonniers koweïtiens détenus en Irak reste en suspens et pose de sérieux problèmes humanitaires. Au cours de sa visite au Koweït du 12 au 14 novembre 1993, le Secrétaire général a été informé des efforts déployés par le Comité national koweïtien pour les détenus et les personnes disparues en vue d'assurer leur libération. Une délégation dudit Comité a, par la suite, visité le siège de l'OCI à Jeddah et fourni des détails sur les koweïtiens détenus en Irak.
9. La réunion annuelle de coordination des ministres des Affaires étrangères, tenue à l'ONU, New York, le 3 octobre 1994, a rappelé toutes les déclarations et résolutions antérieures de l'OCI sur l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Irak. La réunion a déploré le fait que le Gouvernement irakien ne se soit pas pleinement conformé aux résolutions des Nations unies et a exprimé son indignation face aux rudes épreuves endurées par le peuple irakien du fait de la non application par le régime irakien des décisions de la légalité internationale. Elle a exprimé son profond regret et sa vive inquiétude face aux attermoissements des autorités irakiennes concernant la mise en oeuvre des résolutions relatives à la libération des citoyens koweïtiens et d'autres prisonniers détenus en Irak et a lancé un appel aux autorités irakiennes pour

leur libération immédiate. Elle a réaffirmé la nécessité pour l'Irak de se conformer pleinement à toutes les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies y compris celles relatives au tracé des frontières entre l'Irak et le Koweït afin d'assurer la restauration effective de la paix dans la région du Golfe et de mettre un terme aux souffrances du peuple irakien. Elle a également réitéré son attachement au principe de l'unité et de l'intégrité territoriale de tous les Etats de la région.

10. La tension qui règne dans la région du Golfe a été une fois de plus exacerbée par la forte concentration par l'Irak de troupes le long de sa frontière avec le Koweït. Cette situation a amené le gouvernement Koweïtien à prendre les mesures appropriées pour prévenir une autre agression contre l'Etat du Koweït. Ce mouvement des forces irakiennes est d'autant plus inquiétant que la position équivoque de l'Irak concernant la reconnaissance de ses frontières avec le Koweït ainsi que le respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de ce pays demeure encore un sujet de grave préoccupation.
11. Le 15 octobre 1994, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 949 (1994) par laquelle il a reconnu, entre autres, que tout acte hostile ou provocateur de la part du gouvernement de l'Irak dirigé contre ses voisins, constitue une menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a également noté que l'Irak a affirmé sa disponibilité à résoudre positivement la question de la reconnaissance de la souveraineté et des frontières du Koweït telle que réaffirmée dans la résolution 833 (1993) tout en soulignant que l'Irak doit s'engager sans équivoque, en vertu de procédures constitutionnelles formelles, à respecter la souveraineté, l'intégrité et les frontières du Koweït comme demandé dans les résolutions 687 (1991) et 833 (1992).
12. Le Conseil de sécurité a condamné le dernier déploiement militaire irakien en direction de la frontière avec le Koweït et a demandé le retrait immédiat et intégral des unités militaires déployés au sud de l'Irak jusqu'à leur position de départ. Il a exigé que l'Irak ne fasse plus recours à ses forces militaires ou autre de manière hostile ou provocatrice, visant à menacer soit ses voisins soit les opérations de l'ONU en Irak. Il a en outre exigé que l'Irak ne rédéploie plus ses unités militaires au sud du pays, ou entreprenne une quelconque action de nature à accroître sa capacité militaire au sud.
13. Le 7ème Sommet islamique tenu à Casablanca en décembre 1994 a réaffirmé les résolutions antérieures et s'est félicité de la reconnaissance par la République d'Irak de la souveraineté de l'Etat du Koweït, de son indépendance politique et de ses frontières internationales, en

conformité avec la résolution 833 (193) du Conseil de sécurité. Il a exhorté l'Irak à poursuivre les efforts en vue de parachever l'exécution de ses engagements aux termes des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

14. La résolution a invité l'Irak à coopérer pleinement avec le Comité international de la Croix rouge, dans le cadre de l'exécution de ses engagements en vertu des paragraphes (2-C) et (3-C) de la résolution 686 (1991) et du paragraphe (30) de la résolution 687 (1991) relative à la libération des prisonniers et des otages militaires et civils koweïtiens ou ressortissants d'autres pays et cela de manière urgente surtout après l'accord conclu entre l'Irak, le Koweït et les autres parties concernées, le 8 décembre 1994 de créer une sous-commission pour faciliter ces opérations.
15. La résolution a affirmé que l'Irak, par son acceptation de la résolution 686 (1991) et de la résolution 687 (1991), est considérée responsable de la mise en oeuvre de l'alinéa 2 b de la résolution 686 et du paragraphe 16 de la résolution 687 relatives à la responsabilité de l'Irak aux termes des résolutions du Conseil de sécurité ayant trait aux dédommagements pour toute perte directe, ou tout préjudice direct, y compris les préjudices affectant l'environnement, le pillage des ressources naturelles, les préjudices subis par les gouvernements étrangers, leurs ressortissants ou leurs sociétés. Elle a également appuyé la résolution 949 du Conseil de sécurité demandant à l'Irak de s'abstenir, de recourir à nouveau à ses forces militaires ou à toutes autres forces d'une manière belliqueuse ou provocatrice pour menacer ses voisins ou les opérations des Nations unies en Irak.
16. La Résolution a également affirmé la nécessité du respect de la souveraineté de l'Irak, de son intégrité territoriale et de son indépendance politique, comme elle a exprimé sa solidarité avec le peuple irakien et demande à l'Irak de mettre en oeuvre les résolutions pertinentes de la légalité internationale.
17. La résolution a mis l'accent sur la nécessité pour l'Irak de s'engager à mettre en oeuvre toutes les résolutions du Conseil de sécurité concernant l'élimination des armes de destruction massive.
18. Le Secrétaire général est convaincu que la paix et la sécurité dans la région du Golfe ne pourront être rétablies et maintenues de façon durable que lorsque toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité auront été mises en application, notamment la résolution 687 (1991) qui exige le respect des frontières internationales.

19. Le Secrétaire général demeure profondément préoccupé par les dimensions humanitaires de la crise engendrée par l'invasion et l'occupation du Koweït. Le peuple koweïtien s'efforce de surmonter les conséquences de l'agression et de l'occupation irakienne, de reconstruire et de remettre en état ses infrastructures socio-économiques. De même il attend avec anxiété la réunification des familles dont des membres continuent d'être détenus par l'Irak.
20. Le Secrétaire général souligne la nécessité de respecter et d'observer les principes de non-recours ou de menace de recours à l'usage de la force, et de non ingérence dans les affaires intérieures de tous les Etats de la région. Le Secrétaire général voudrait également réitérer l'engagement ferme de l'OCI à sauvegarder l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les Etats de la région.
21. Le Secrétaire général soumet le présent rapport à la 23ème Conférence islamique des ministres des Affaires étrangères pour examen et décision appropriée.

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL
SUR
LA CRISE ENTRE LES ETATS UNIS, LE ROYAUME UNI
ET LA JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE
A LA
REUNION ANNUELLE DE COORDINATION DES
MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES DES
ETATS ISLAMIQUEES.

SIEGE DES NATIONS UNIES, NEW YORK
8 JOUMADA AWAL 1416 H
(3 OCTOBRE 1995)

1. La crise ayant affecté la Jamahiriya Libyenne est apparu à la suite des allégations occidentales impliquant le Gouvernement libyen dans l'explosion d'un avion de la Pan Am, Vol No 103, au-dessus de Lockerbie, en Ecosse et d'un avion d'UTA au-dessus du desert de Ténéré, au Niger.
2. Cette question a figuré à l'ordre du jour du sixième Sommet islamique, tenu à Dakar, République du Sénégal, au mois de décembre 1991, puis à celui des Conférences islamiques suivantes ainsi qu'à celui du septième Sommet islamique, qui ont recommandé d'en suivre les développements et de poursuivre son examen.
3. Dès que ces accusations ont été rendues publiques en 1990, le Secrétaire général a envoyé des lettres aux Chefs d'Etat et de gouvernement des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la France pour les informer qu'il avait établi des contacts avec le Gouvernement libyen duquel il avait également reçu des communications condamnant le terrorisme et affirmant son engagement à le combattre et à assurer la sécurité de l'aviation civile.
4. Tout en exprimant le choc ressenti au sein de l'OCI à la suite de ces catastrophes, le Secrétaire général avait émis l'espoir que la vérité fût établie en toute objectivité et justice, de manière à ne pas vicier l'atmosphère politique au sein du monde islamique;
5. Le sixième Sommet islamique a adopté la résolution No 20/6-P(IS) dans laquelle il a exprimé, son inquiétude face à l'escalade de la crise et à la menace d'usage éventuel de la force en contradiction avec l'esprit des principes internationaux régissant les relations entre états, et contraire aux dispositions de la charte de l'ONU et au droit international. La Conférence a appelé au respect des conventions internationales et au recours au dialogue et à la négociation comme moyen pacifique de régler les différends entre les Etats. La Conférence s'est en même temps félicitée de la déclaration de la Libye dénonçant et condamnant le terrorisme et annonçant sa disponibilité totale à coopérer dans tout effort visant à le combattre.

La Conférence a loué la manière dont la Libye a accueilli les menaces proférées contre sa sécurité et son intégrité territoriale. Elle a réaffirmé sa solidarité totale avec la Libye et a demandé d'éviter toute action économique ou militaire contre la Libye.

6. En application de cette résolution, le Secrétaire général a multiplié ses efforts visant à encourager un règlement négocié de la crise. Il a gardé un contact étroit avec le gouvernement libyen qui lui a donné l'assurance formelle qu'il était entièrement disposé à coopérer dans l'enquête afin d'établir la vérité et de parvenir à une solution acceptable à toutes les parties.
7. Le Secrétaire général a également maintenu des contacts avec les gouvernements des Etats Unis, du Royaume Uni, de la France ainsi qu'avec le Secrétaire général de l'ONU, auxquels il a communiqué la teneur de la décision prise par le sixième Sommet islamique de Dakar sur la question.
8. Dans le cadre de la résolution No 731(1992) du Conseil de sécurité qui, inter alia, a demandé au gouvernement libyen de coopérer pleinement pour aider à situer les responsabilités concernant ces tragiques événements, le Secrétaire général a souligné que le gouvernement libyen a non seulement institué ses propres procédures juridiques concernant la crise, mais l'a informé de sa disponibilité à coopérer avec les parties concernées de manière sérieuse et responsable, afin de faire toute la lumière sur les faits après une enquête objective et impartiale.
9. Le Secrétaire général a exhorté le Secrétaire général de l'ONU, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France à tenir compte des faits mentionnés ci-dessus en examinant la mise en application de la résolution 731 (1992) du Conseil de sécurité.
10. Le Secrétaire général a par ailleurs souligné que le fait d'insister pour que la Libye livre ses citoyens, dont la culpabilité n'est pas du reste encore clairement établie, n'est pas une approche raisonnable et ne saurait, en tous les cas, être considéré comme une modalité essentielle permettant de rétablir la vérité.
11. Le Secrétaire général n'a cessé de suggérer d'autres méthodes pacifiques de résoudre la question en particulier pour éviter que les pays occidentaux en viennent à prendre des mesures de représailles contre la Libye, ce qui apparaîtrait comme injuste et comme une utilisation abusive de la force par le plus fort contre le plus faible.

12. En dépit des efforts de l'OCI et de la tentative de médiation de la Ligue des Etats Arabes, le Conseil de sécurité a adopté le 31 mars 1992, la résolution 748(1992) imposant des sanctions contre la Libye.
13. Agissant dans le cadre du chapitre VII de la charte de l'ONU, le Conseil de sécurité a décidé, entre autre, que tous les Etats doivent refuser à tout appareil en direction ou en provenance de la Libye de décoller, d'atterrir ou de survoler leur territoire; interdire la fourniture d'aéronefs ou de pièces de rechange, d'armes et de matériel connexe de tout genre, toute assistance technique ou en matière de formation en faveur de la Libye, retirer le personnel ou agents en poste en Libye dans le cadre de l'assistance militaire.
14. Il a également décidé que tous les Etats doivent réduire considérablement le nombre et le niveau des représentants diplomatiques libyens dans leurs pays respectifs, fermer les agences de voyage libyennes, prendre des mesures pour refuser l'accès de leurs territoires aux ressortissants libyens ou les exclure à cause de leur implication dans des activités terroristes.
15. Le Conseil de sécurité a également décidé que le gouvernement libyen doit appliquer la résolution 731 (1992) et s'engager à abandonner toute forme d'activité terroriste, renoncer à toute assistance aux groupes terroristes et agir rapidement pour donner toutes les preuves qu'il renonce au terrorisme.
16. Le 5 avril 1993, le Secrétaire général a adressé un message au Président du Conseil de sécurité, dans lequel il lui a fait part de la profonde préoccupation de l'OCI face aux souffrances énormes qu'endure le peuple de la Libye à cause des sanctions imposées par le Conseil de sécurité en vertu de sa résolution 748 (1992). Le Secrétaire général a également exprimé sa profonde anxiété devant les rapports selon lesquels, le Conseil de sécurité pourrait dans un proche avenir considérer la possibilité de prendre d'autres mesures punitives contre la Libye, telle que l'imposition d'un embargo pétrolier. Le Secrétaire général a attiré l'attention du Conseil de sécurité sur l'offre de la Libye de livrer les présumés suspects dans les catastrophes aériennes de Lokerbie et du Niger pour qu'ils soient jugés dans un pays neutre, ce qui constitue une preuve manifeste de l'engagement de la Libye en faveur d'une solution juste et honorable à la crise. Le Secrétaire général a également exprimé l'espoir que le Conseil de sécurité prendra en considération les efforts en cours de l'Union du Maghreb Arabe et de la Ligue des Etats arabes et donnera suffisamment de temps pour permettre à ces efforts d'aboutir. Le Secrétaire général a exhorté le Conseil de sécurité à prendre des mesures en vue de la levée rapide des sanctions contre la Libye.

17. Le Secrétaire général a également adressé un message sur la question au Secrétaire d'Etat Américain M. Warren Christopher, dans lequel il a, entre autre, déclaré qu'il ne servait à rien de poursuivre la confrontation avec la Libye, car celle-ci ne ferait qu'aggraver les tensions dans la région et accroître les souffrances du peuple Libyen. Le Secrétaire général a indiqué que les sentiments des pays islamiques sont exacerbés et frustrés par l'empressement du Conseil de sécurité à décréter des sanctions contre la Libye, alors que, dans le même temps, le Conseil de sécurité n'a pas été en mesure de faire montre de la même conviction et de la même détermination pour faire respecter le droit international dans le cas de l'agression Serbe contre la Bosnie-Herzégovine ou de la déportation des Palestiniens par Israël. Le Secrétaire général a exhorté l'Administration américaine à déployer tous les efforts possibles en vue de trouver une solution juste et honorable à cette crise et pour la levée rapide des sanctions imposées par le Conseil de sécurité contre la Libye.
18. La 21ème Conférence islamique des ministres des Affaires étrangères a décidé de charger son Président ainsi que le Secrétaire général d'entreprendre les contacts nécessaires avec les autorités compétentes du Conseil de sécurité, pour obtenir l'autorisation aux avions libyens de transporter les pèlerins au cours de la saison du pèlerinage afin que les pèlerins libyens puissent se rendre aux lieux saints et effectuer leur pèlerinage dans la dignité et l'honneur. La Conférence a demandé à son Président et au Secrétaire général de suivre cette question et de rendre compte aux Etats membres.
19. Le Président de la vingt et unième Conférence islamique des ministres des Affaires étrangères et le Secrétaire général ont établi les contacts nécessaires avec le Conseil de sécurité et le Secrétaire général des Nations unies, conformément à la décision précitée.
20. La septième session extraordinaire de la Conférence islamique des ministres des Affaires étrangères a déclaré son soutien à la proposition contenue dans la résolution no. 5373 A.S (101) L.3 du 27/mars/1994 de la Ligue des Etats arabes, qui demande que les deux accusés soient jugés équitablement par des juges écossais et au siège de la Cour internationale de justice, à La Haye. Elle a exhorté le Conseil de sécurité à prendre en considération cette proposition constructive en vue de parvenir à un règlement pacifique et d'éviter toute escalade de nature à aggraver la tension dans la région. Elle a invité le Conseil de sécurité à reconsidérer ses résolutions nos. 748 et 883.

21. La réunion annuelle de coordination des ministres des Affaires étrangères de l'OCI tenue à New York, le 3 Octobre 1994 s'est félicitée de la flexibilité dont a fait montre la Jamahiriya Arabe Libyenne dans sa manière de réagir face à la résolution 731 (1992) du Conseil de sécurité et a réaffirmé son soutien à la résolution 5373 de la Ligue Arabe du 27 mars 1994. Elle a exprimé sa préoccupation face aux conséquences négatives de la continuation de la crise sur le peuple libyen et a invité toutes les parties à résoudre le conflit pacifiquement et rapidement et à s'abstenir d'entreprendre toute action susceptible d'aggraver la crise.
22. Dans sa résolution No 13/7-P (IS), le 7ème Sommet islamique a réaffirmé les résolutions islamiques relatives à cette crise, et particulièrement les dispositions de la résolution No 13/22-P adoptée par la 22ème conférence islamique des ministres des Affaires étrangères. Il a exprimé sa profonde préoccupation quant aux préjudices d'ordre humanitaire et matériel subis par le peuple libyen Arabe et les peuples voisins du fait des mesures injustes imposées à la Libye. Il a exprimé son regret face au rejet par les autres parties des initiatives prises par la Grande Jamahiriya et les Organisations régionales en vue de trouver une solution juste et équitable de la crise. Il a souligné les dangers que la poursuite de cette crise peut comporter pour la sécurité et la paix dans la région en particulier dans celle de l'Afrique du Nord et de la Méditerranée.
23. Il a invité toutes les parties à consentir davantage d'efforts en vue de parvenir à un règlement qui mette fin aux épreuves endurées par le peuple libyen du fait de l'embargo qui lui est imposé. Il a déclaré son soutien à la proposition figurant dans la résolution 5373(101)-G3) du 27 mars 1994 adoptée par la Ligue des Etats arabes et appelant à traduire, de manière équitable, les deux suspects devant des juges écossais, en application du droit écossais, au siège de la Cour international de justice à la Haye, et à exhorter le Conseil de sécurité à prendre en considération cette proposition constructive en vue de rechercher une solution pacifique, pour éviter toute escalade du problème qui pourrait exacerber la tension dans la région. Il a appelé le Conseil de sécurité à reconsidérer ses résolutions 748 et 883 relatives à cette crise.
24. Le Secrétaire général demeure profondément préoccupé par les difficultés qu'affronte le peuple libyen à cause de l'embargo imposé par les résolutions No 748 (1992) et 883 (1993) du Conseil de Sécurité.

25. Le Secrétaire général exhorte à nouveau le Conseil de sécurité de l'ONU à reconsidérer ces 2 résolutions et à annuler les mesures qui frappent la Libye, étant donné que ce pays est prêt à coopérer avec le Conseil de sécurité et d'autres parties en vue de trouver une solution appropriée, acceptable à tous.
26. Le Secrétaire général soumet le présent rapport à la réunion annuelle de coordination des ministres des Affaires étrangères de l'OCI pour examen et décision appropriée.

Bismillahi Al-Rahman Al-Rahim

Monsieur le Président,
Excellences Messieurs les Ministres,

Assalamaou Alaykoum Wa Rahmatoullahi
Wa Barakatouhou

Je voudrais, tout d'abord, vous souhaiter la bienvenue à cette importante réunion ministérielle qui, chaque année, nous offre l'occasion de coordonner nos actions dans le cadre de la session annuelle de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Nous nous retrouvons au lendemain des cérémonies commémoratives du vingt-Cinquième anniversaire de la création de l'Organisation de la Conférence islamique, que nous avons organisées à notre siège à Djeddah, le 11 Septembre 1995, sous le haut patronage du Serviteur des Deux Saintes Mosquées, le Roi Fahd Ibn AbdelAziz, Souverain du Royaume d'Arabie Saoudite. Je tiens à adresser aux Etats membres mes chaleureuses félicitations et leur renouveler ma profonde gratitude pour l'appui constant qu'ils apportent à l'Organisation. Et je voudrais en cette occasion solennelle, réaffirmer notre ferme détermination à persévérer dans l'effort pour que notre Organisation, qui jouit aujourd'hui d'une crédibilité renforcée sur la scène internationale, poursuive sa marche inexorable au profit de la Oummah et pour le bien-être de ses peuples.

Elle doit ce rayonnement à l'action engagée qu'elle ne cesse de mener dans la défense de toutes les causes justes et au rôle positif qu'elle joue en faveur de l'instauration d'un monde où règnent la paix, la justice, l'entente et la coopération.

Nous pouvons aujourd'hui nous féliciter légitimement des résultats significatifs de l'action islamique commune qui ont été le fruit des efforts collectifs et concertés des hauts dirigeants et responsables des Etats membres.

Monsieur le Président,

La septième Conférence islamique au Sommet réunie à Casablanca, en décembre dernier, a été une étape importante dans les annales de l'Organisation de la Conférence islamique. Les résolutions de haute portée qu'elle a adoptées et qui reflètent les aspirations de la Oummah islamique et son engagement à contribuer positivement à l'avènement d'un monde meilleur, à projeter à l'extérieur une image plus rayonnante des musulmans et à consolider les valeurs et principes de la civilisation et de la culture islamiques, en témoignent largement. L'intérêt tout particulier, le sens élevé des responsabilités, la sagesse clairvoyante et la hauteur de vue de Sa Majesté Hassan II, Roi du Maroc, ont été des facteurs déterminants pour le succès de ce Sommet historique.

Qu'il me soit donc permis, ici, de Lui exprimer mes profonds sentiments de gratitude et de considération pour les orientations bienveillantes qu'il donne à notre action et pour le suivi constant qu'il assure à la mise en oeuvre des décisions de notre Organisation.

Monsieur le Président,

L'Organisation de la Conférence islamique dont le soutien à la cause palestinienne ne s'est jamais démenti et qui est résolument engagée à voir s'établir une paix juste et durable au Moyen Orient, a accueilli favorablement les développements historiques intervenus dans le processus de paix, depuis la signature des Accords d'Oslo et de Washington.

Je voudrais, à ce stade, me féliciter de la signature à Washington, le 28 Septembre 1995 de l'Accord de Taba sur l'extension de l'autonomie interne palestinienne. Cet accord traduit, sans aucun doute, la volonté des deux parties d'aller de l'avant, en vue de la réalisation des aspirations légitimes des peuples de la région.

Qu'il me soit permis, à cet égard, d'exprimer ma haute appréciation à tous ceux qui ont contribué à l'aboutissement heureux des négociations.

Cependant, l'Organisation de la Conférence islamique demeure convaincue qu'il ne saurait y avoir de paix au Moyen-Orient sans le retrait total des forces israéliennes de tous les territoires palestiniens et arabes occupés, notamment Al-Qods Al-Sharif, le Golan syrien et le Sud Liban, en application des résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité et sans le rétablissement des droits nationaux inaliénables du peuple palestinien y compris son droit au retour, à l'autodétermination et à l'établissement de son Etat palestinien ayant pour capitale Al-Qods Al-Sharif, sous l'égide de l'Organisation de Libération de la Palestine.

La paix en Palestine et au Moyen Orient doit impérativement avoir pour corollaire la paix à Al-Qods Al-Sharif. Nous avons bon espoir que la Communauté internationale ne perdra pas de vue cet objectif crucial et qu'elle y consacrera tous ses efforts afin de créer les conditions propices à une coexistence pacifique entre tous les peuples de la région.

Mais pour l'instant, il est indéniable que l'autorité palestinienne naissante a besoin de l'appui et de l'assistance de toute la communauté internationale pour être en mesure de poursuivre le processus de paix en cours, dans une position confortable.

Monsieur le Président,

Les récentes initiatives diplomatiques des Etats unis d'Amérique et de la France, conjuguées à l'action militaire menée par l'OTAN en vue de mettre fin aux attaques serbes contre Sarajevo et d'autres zones de sécurité, ont constitué des développements positifs de la situation en Bosnie-Herzégovine. Elles ont enfin permis de réagir avec la rigueur nécessaire au défi persistant des serbes face aux résolutions du Conseil de Sécurité.

En outre, la réunion à Paris pour la première fois au niveau ministériel, du Groupe de contact international sur la Bosnie-Herzégovine avec celui de l'Organisation de la Conférence islamique à l'initiative du Président Chirac, ainsi que les Accords signés à Genève entre les Bosniaques, les Croates et les Serbes ont été des jalons importants sur la voie de la paix.

Il importe de se féliciter de la décision courageuse prise à Genève, le 21 Juillet 1995, par le Groupe de Contact, à propos de l'embargo injuste sur les armes imposé à la République de Bosnie-Herzégovine. Cette décision a engendré de nombreuses réactions positives qui ont permis d'agir avec plus d'énergie dans la recherche de la paix.

Par ailleurs, lors de la réunion spéciale sur la Bosnie-Herzégovine, tenue à Kuala Lumpur, le 14 Septembre 1995, le Groupe de Contact a également décidé de renforcer les capacités de défense de la République de Bosnie- Herzégovine et d'assurer une meilleure coordination entre les pays du groupe de contact de l'OCI et les pays fournissant des troupes à la FORPRONU.

Il y a lieu de se féliciter des récents développements positifs intervenus dans le conflit bosniaque, notamment la signature à New York, le 26 septembre 1995, de l'Accord sur les principes institutionnels. Il faut souhaiter que cette nouvelle étape sur la voie de la paix contribue à consolider les acquis et que toutes les parties respectent scrupuleusement les engagements pris.

Le groupe de contact de l'OIC sur la Bosnie-Herzégovine, réuni le 27 Septembre 1995 à New York a défini les éléments qui devraient constituer une partie intégrante de tout règlement pacifique, en particulier la préservation de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine dans le cadre de ses frontières internationalement reconnues et la libération de toutes les régions occupées au moyen de la force et de l'épuration ethnique, par les rebelles serbes.

La deuxième rencontre au niveau ministériel entre le Groupe de contact international et celui de l'OIC, qui a eu lieu à New York le 28 Septembre 1995, a été l'occasion pour notre Organisation de faire état de sa position au sujet de certains principes et conditions qui doivent sous-tendre la réalisation d'une paix juste et durable en Bosnie. Il faut surtout retenir que nos interlocuteurs ont affirmé la nécessité d'une coopération entre les deux groupes de contact et la tenue d'une autre réunion conjointe dans les tout prochains jours au Maroc, sous l'égide de Sa Majesté Hassan II, Roi du Maroc et Président du septième Sommet islamique.

Monsieur le Président,

Le conflit du Jammu et Cachemire demeure une source de tensions et de menaces permanentes à la paix et à la sécurité dans la région. Les droits du peuple cachemiri continuent d'être violés. Il faut admettre que l'essence du problème réside dans le déni continu de l'Inde du droit du peuple cachemiri à l'auto-détermination tel que reconnu dans les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Tout en réaffirmant son engagement en faveur d'un règlement pacifique du conflit du Jammu et Cachemire sur la base des résolutions internationales pertinentes, l'Organisation de la Conférence islamique en appelle à la communauté internationale pour qu'elle prenne acte des violations massives des droits de l'homme au Cachemire et agisse en vue de mettre fin à ce conflit qui dure depuis quarante sept ans.

Je voudrais me féliciter de l'action positive du groupe de contact de l'OCI sur le Jammu et Cachemire pour la défense des droits fondamentaux du peuple cachemiri.

Monsieur le Président,

Le problème de l'Afghanistan continue de susciter préoccupation et inquiétude auprès de l'Organisation de la Conférence islamique. Nous avons l'intime conviction que la solution de ce problème dépend des Afghans eux-mêmes et que tout règlement du conflit ne peut se faire que par la voie pacifique, avec la participation de toutes les parties afghanes et les diverses couches de la société. Pour atteindre cet objectif, nous n'épargnerons aucun effort et nous oeuvrerons sans relâche à l'instauration d'un dialogue constructif entre les différentes parties et lancer ainsi un processus de paix sur des fondements solides et durables en Afghanistan.

Au demeurant, malgré les moyens modestes de notre Organisation, nous avons dépêché plusieurs missions en Afghanistan. J'ai personnellement visité la région à quatre reprises, dans l'espoir de trouver une solution à cette crise déplorable.

De même, à travers notre Représentation permanente pour l'Afghanistan, nous nous efforçons inlassablement de coordonner l'action des dirigeants afghans et des Etats voisins. C'est dans cette optique que nous avons organisé à Jeddah, des consultations sur l'Afghanistan, en marge des festivités marquant le vingt-cinquième anniversaire de l'OCI. Nous sommes confiants que grâce au soutien de nos Etats membres et à la coopération des Nations Unies, notre action contribuera à la solution définitive de ce problème.

Je voudrais en appeler encore une fois, à tous les responsables afghans pour qu'ils fassent preuve de retenue et acceptent les propositions de paix que nous leur avons offertes pour éviter toute nouvelle escalade de ce conflit meurtrier.

Monsieur le Président,

La recrudescence des combats fratricides en Somalie fragilise davantage les espoirs de paix dans ce pays ravagé par la guerre. Malgré de nombreuses initiatives prises par l'ONU, l'OUA, la Ligue des Etats Arabes et l'OCI, ainsi que les pays voisins pour promouvoir la paix et la réconciliation nationale, le conflit s'enlise. Il est impératif que toutes les parties somaliennes se décident enfin à engager des négociations constructives et sincères en vue de mettre fin aux souffrances du peuple somalien.

Les récentes consultations que j'ai menées à Jeddah pendant la célébration de l'anniversaire de notre Organisation m'ont permis de mesurer la volonté des dirigeants somaliens

d'accepter la médiation de l'OCI. Mais le chemin vers la paix est encore long, car les divergences de vues sont encore importantes. Aussi voudrais-je mettre l'accent de nouveau, sur l'impérieuse nécessité de déployer des efforts intenses au niveau international pour la tenue de la Conférence de réconciliation nationale, afin d'éviter à la région davantage de souffrances.

Monsieur le Président,

Notre Organisation a apporté un soutien indéfectible à la République d'Azerbaïdjan face à l'agression arménienne qui continue de menacer sérieusement la paix et la sécurité dans cette région. Elle a appuyé l'Azerbaïdjan dans ses efforts visant à recouvrer ses territoires occupés. Elle a également contribué à l'assistance humanitaire en faveur des victimes de cette agression.

La Communauté Internationale se doit d'oeuvrer résolument en faveur d'un règlement pacifique et juste de ce conflit sur la base des principes de l'intégrité territoriale et de l'inviolabilité des frontières internationalement reconnues.

Monsieur le Président,

Les conséquences de l'agression irakienne contre le Koweït et le non respect par l'Irak des résolutions du Conseil de Sécurité, sont encore aujourd'hui, au nombre de nos préoccupations.

Nous espérons que l'Irak ne tardera pas à se conformer à toutes les résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité en vue du rétablissement de la paix et de la stabilité dans la région, pour le bien de l'ensemble des peuples de la région, y compris le peuple irakien.

Monsieur le Président,

La crise entre la Jamahiriya arabe Libyenne Populaire et Socialiste, d'une part, et les Etats Unis et le Royaume Uni, d'autre part, n'a pas encore connu de dénouement, malgré la flexibilité dont a fait preuve la Jamahiriya. Nous souhaitons vivement qu'un règlement politique puisse intervenir rapidement par des voies pacifiques, afin de mettre un terme aux souffrances du peuple libyen.

Dans quelques jours, l'Organisation des Nations Unies va fêter son cinquantenaire. Il s'agit là assurément d'une heureuse occasion pour l'institution internationale à la création de laquelle certains de nos Etats membres ont activement participé, d'engager une action déterminée pour résoudre l'ensemble des crises que nous venons d'évoquer et d'autres conflits qui continuent d'entraver la marche de l'humanité vers l'ère de paix que tous les peuples de la terre appellent de tous leurs vœux.

J'espère que le monde islamique pourra apporter sa contribution à l'épanouissement des valeurs et des principes sur lesquels cette Organisation universelle a été bâtie en 1945.

Je vous remercie.

Wassalamou Alaykoum Wa Rahmatoullahi
Wa Barakatouhou
